UNIVERSITÉ PARIS 8 VINCENNES-SAINT-DENIS

Master Économie des organisations
2024-2025 – semestre 2

Nouveaux Modèles économiques

Chapitre 1
Perspectives de long termes
Croissance et inégalités

Cours proposé par **Clément Carbonnier**
clement.carbonnier02@univ-paris8.fr
http://carbonnier.eu/nouveaux.html

Plan général du cours

1. ***Perspectives de long terme, croissance et inégalités***
2. La smart économie
3. Commerce international, anciens modèles
4. Commerce des tâches et chaînes de valeur internationales
5. Marchés et concurrences, concurrence et monopole
6. Marchés et concurrences, concurrences imparfaites
7. Innovations et diversité
8. L'économie des plateformes
9. Politiques de la concurrence

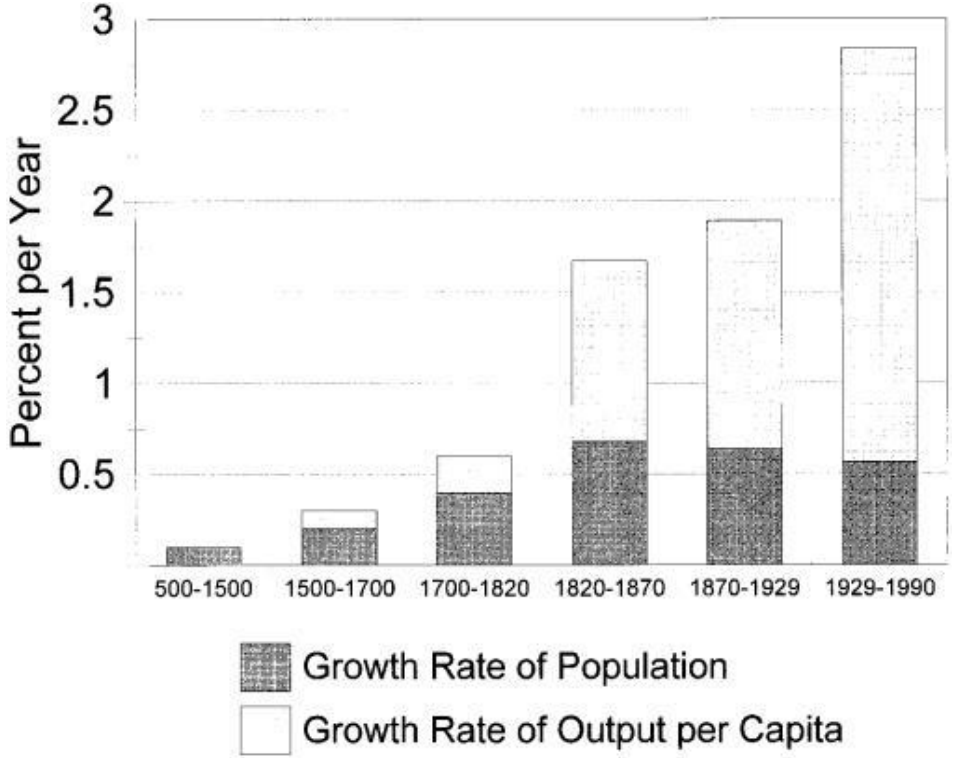
Plan de la session

1. Croissance de long terme
2. Régimes de croissance
3. Croissance et bien-être
4. Évolution des inégalités

Plan de la session

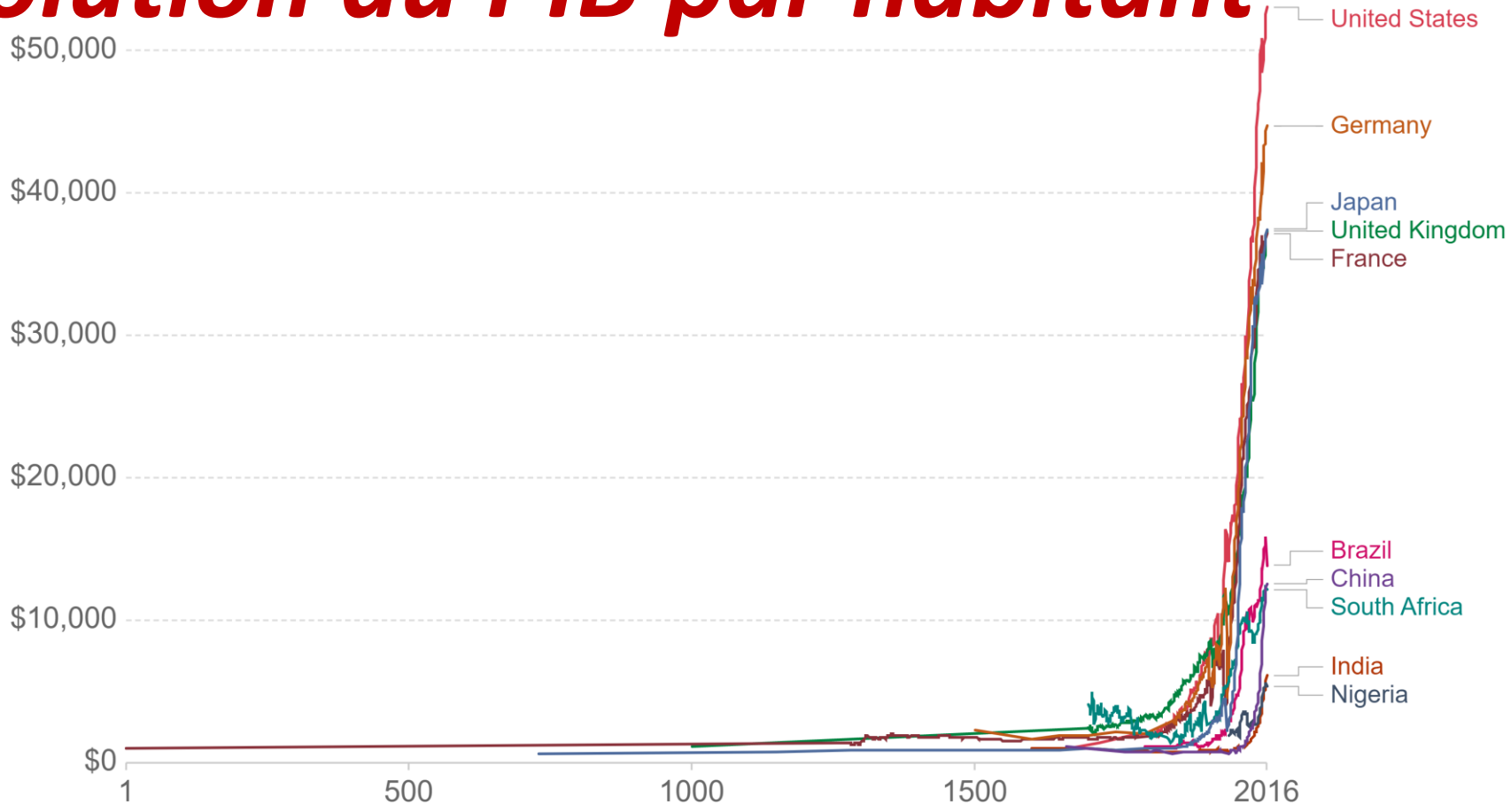
1. ***Croissance de long terme***
2. Régimes de croissance
3. Croissance et bien-être
4. Évolution des inégalités

La croissance sur longue période



Galor , Weil (2000) *Population, Technology, and Growth: From the Malthusian Regime to the Demographic Transition*, American Economic Review, 90(4), 806–828

Évolution du PIB par habitant



Le système économique capitaliste

Qu'est-ce qu'un système économique ?

Un ensemble d'institutions
Organisant la production/distribution des biens et services

Qu'est-ce qu'une institution ?

Des lois, des coutumes
Des organisations publiques ou privées
Encadrant et régissant les interactions entre individus

Qu'est-ce qui définit le capitalisme ?

Quelles institutions ?
Quelles différences dans le temps ? Entre pays ?

Le système économique capitaliste

L'importance des marchés

- Pas seulement comme marchés des produits
- Mais surtout comme marché des facteurs
  - Marché de la terre (de délégation de pouvoir à propriété, *enclosures*)
  - Marché du travail (de servage à fermage/métayage, puis salariat)
  - Marchés financiers (du siècle d'or des PU à la révolution de 1688)

Le mode de production capitaliste

- Centralité de l'institution *entreprise*
- Cycles capitaliste A-M-A' *versus* cycles marchands M-A-M'
- Investissement et contrôle sur la production et le produit
- Les trois aspects de la propriété : *usus*, *fructus*, *abusus*

La stagnation malthusienne

Un modèle à deux facteurs

Production principalement agricole
Nécessite de la terre et du travail
La terre est le facteur rare (quantité supposée fixe)
La population, à la fois facteur et déterminant des besoins

Productivité marginale décroissante

Une terre non cultivée donne une faible production
Le travail des fermiers augmente les rendements
Plus de fermiers ⇒ production ↑
Plus de fermiers ⇒ production additionnelle ↓

Principe plus général malthusien

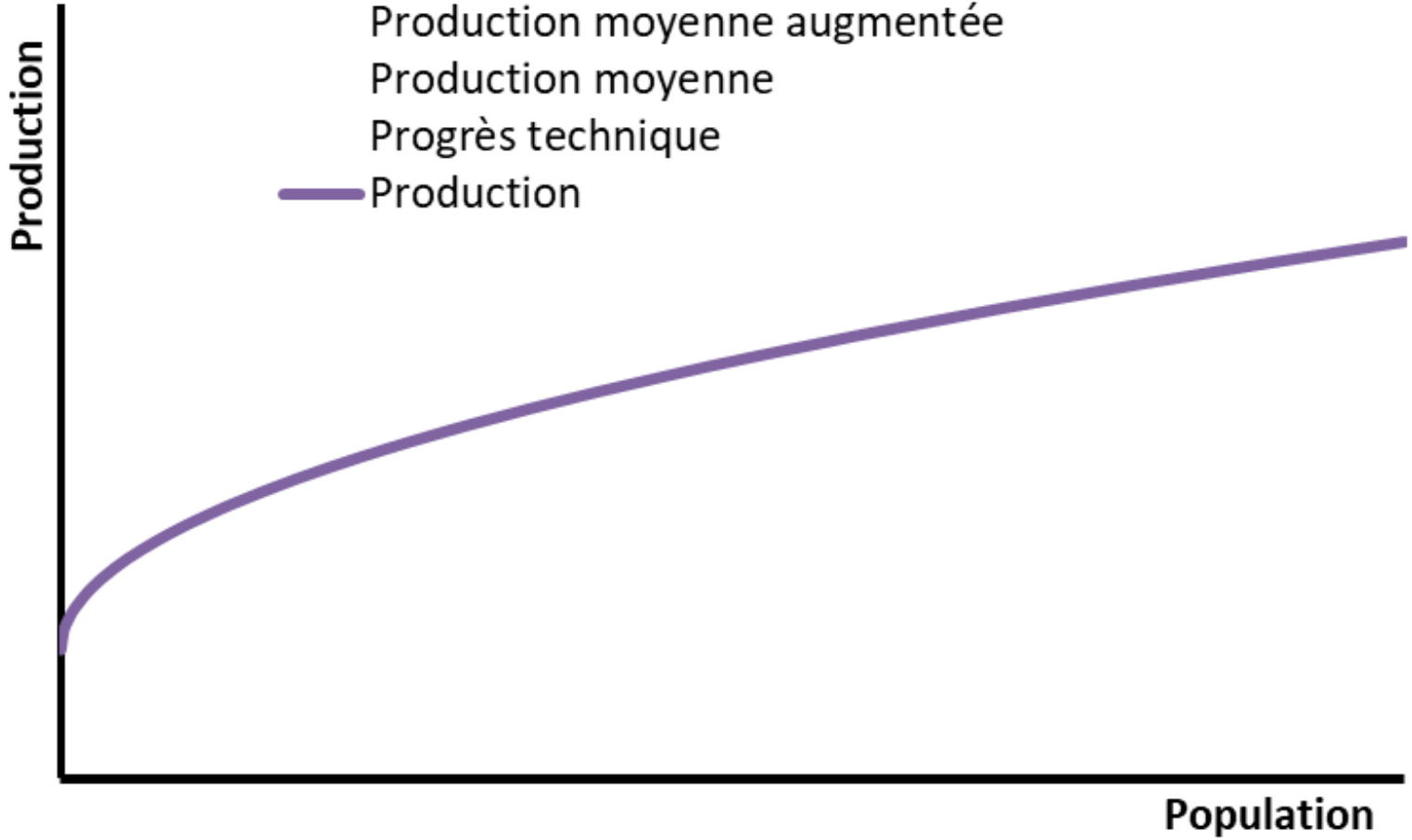
Terre fixe, ajustement par la population

Terre fixe, rendement décroissants de la population
Si prod. moyenne > subsistance → croissance population
Si prod. moyenne < subsistance → décroissance population
Équilibre : production moyenne = subsistance
population adaptée

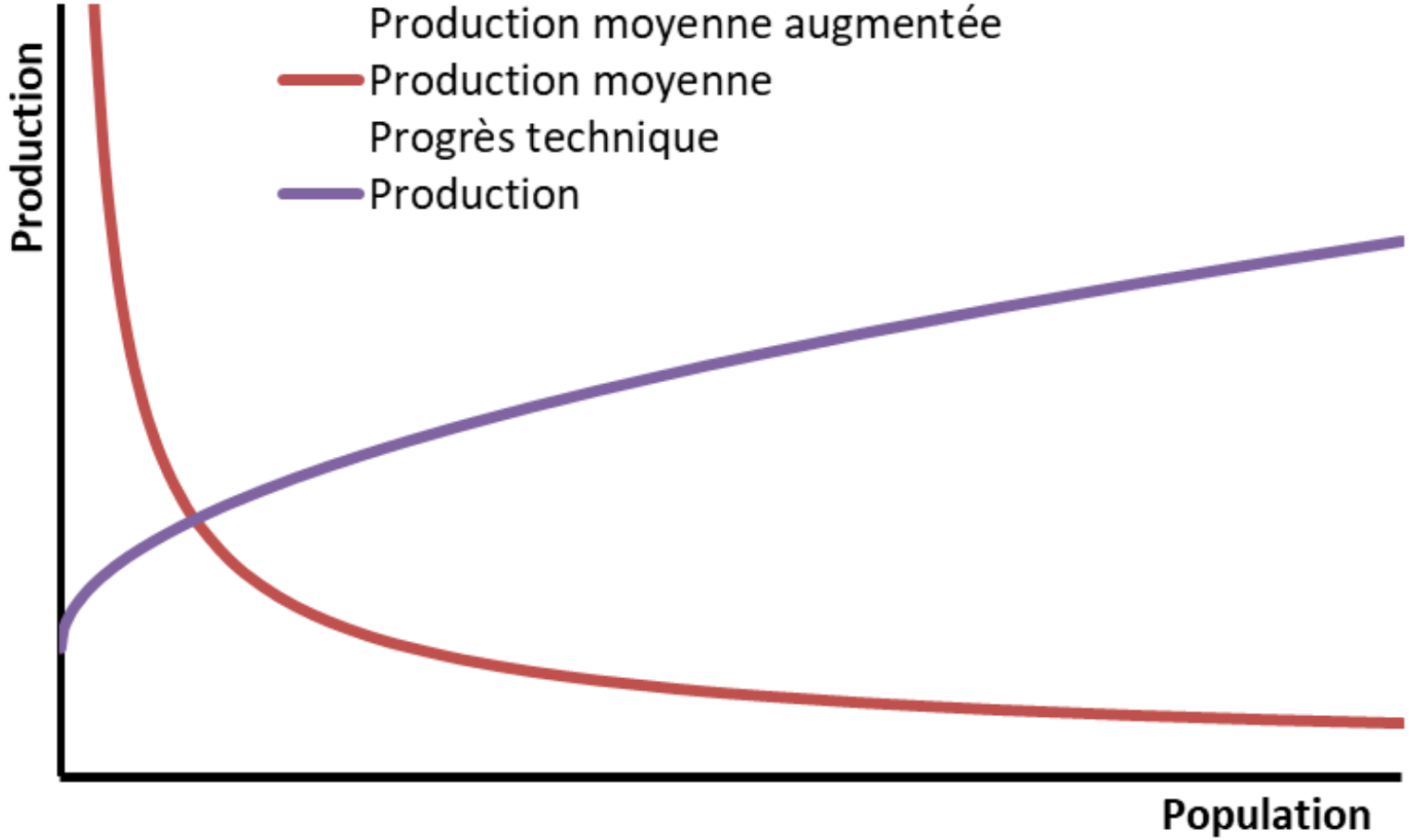
Fluctuations

Guerres, mauvaises récoltes, épidémies → population ↓
→ prod. moyenne > susbistance
→ croissance population → nouvel équilibre
Progrès technique → prod. Moyenne > susbistance
→ croissance population → nouvel équilibre

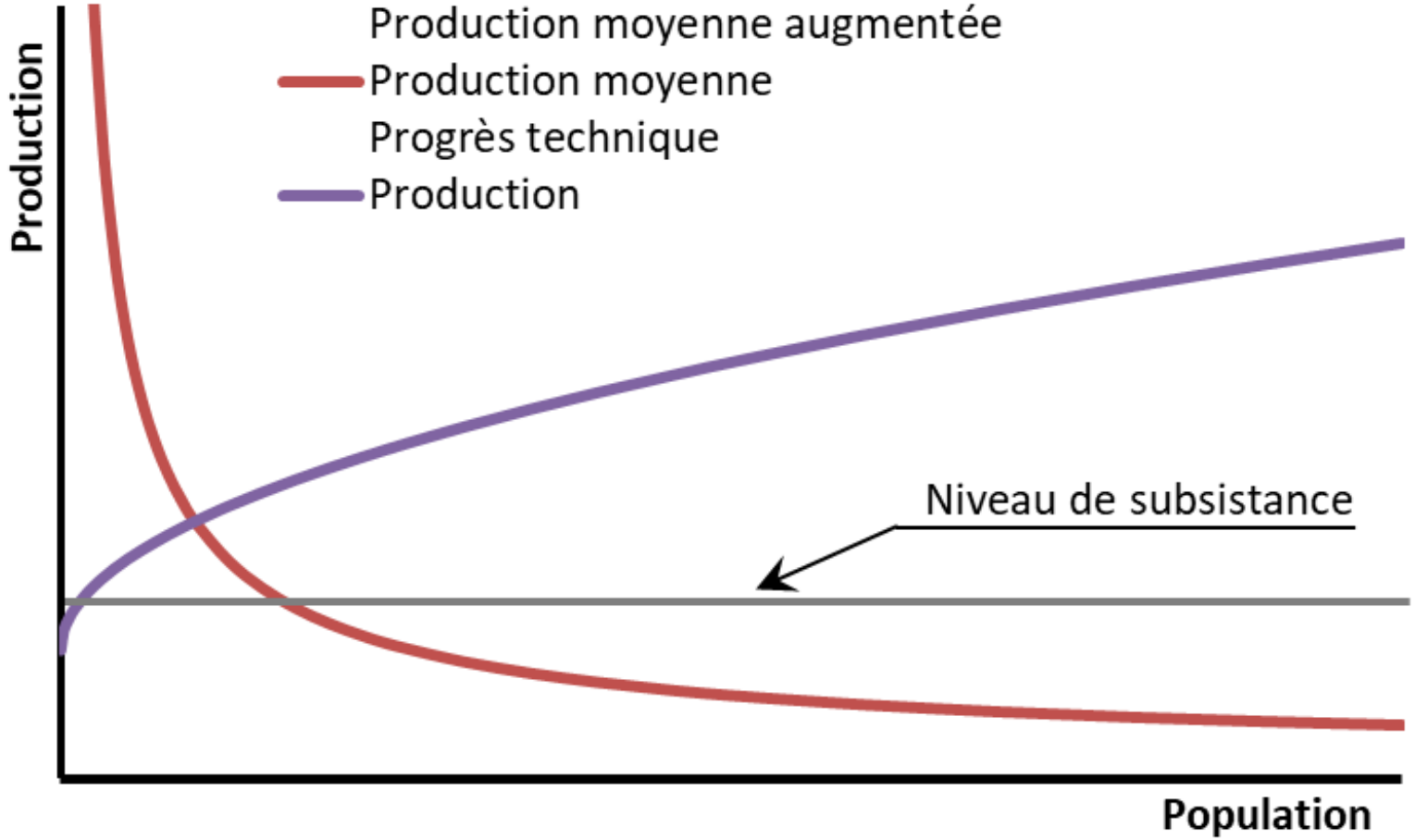
Fluctuations malthusiennes



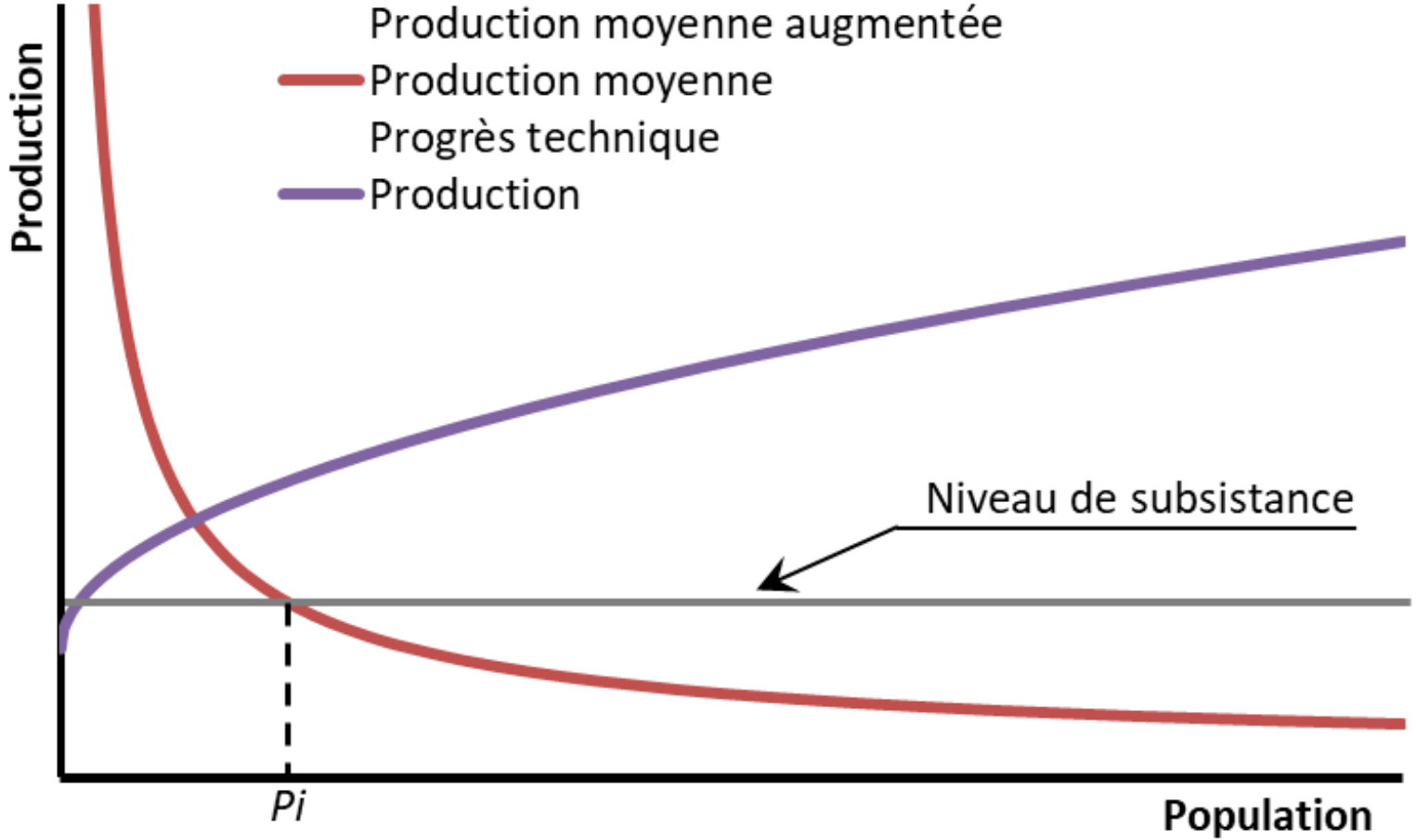
Fluctuations malthusiennes



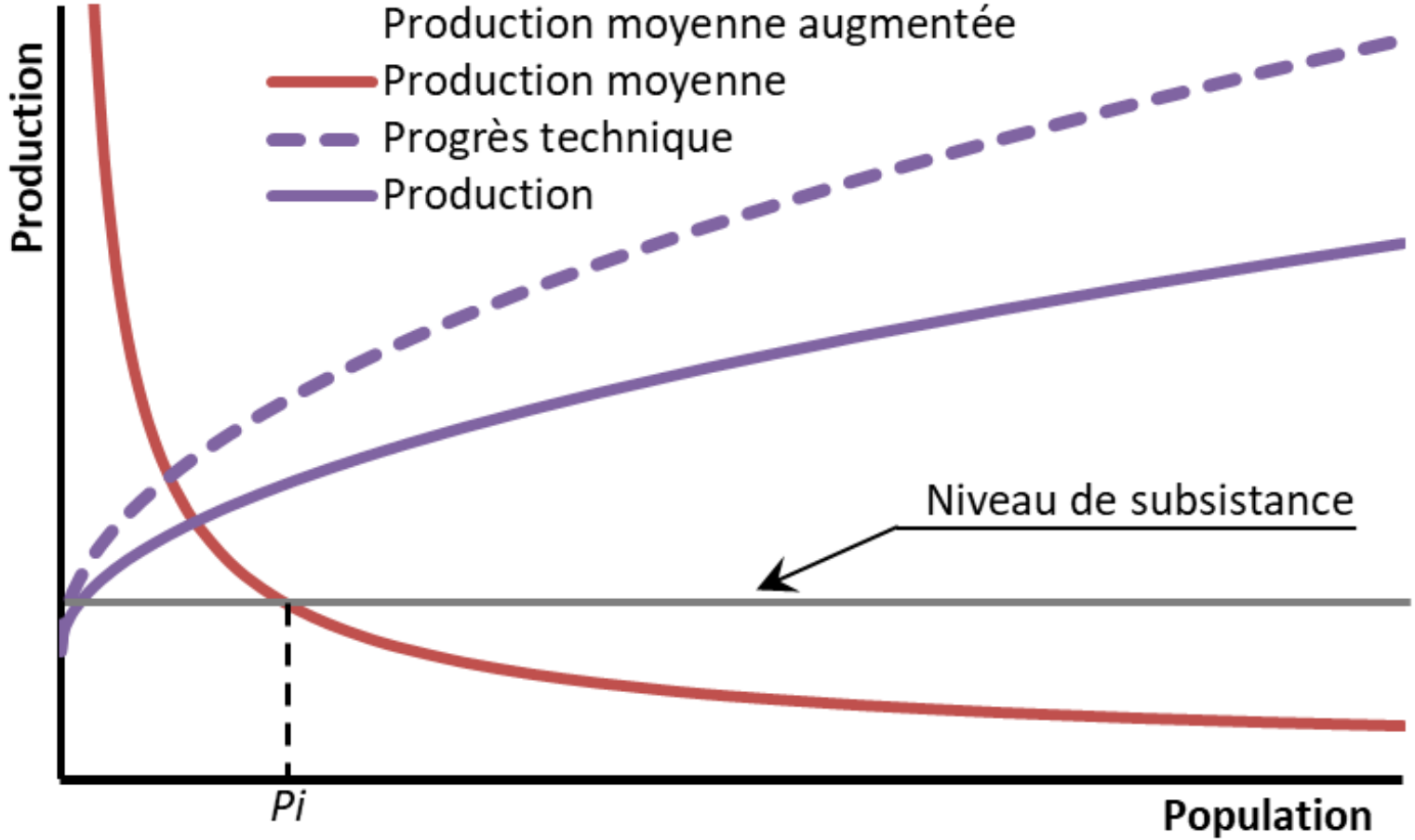
Fluctuations malthusiennes



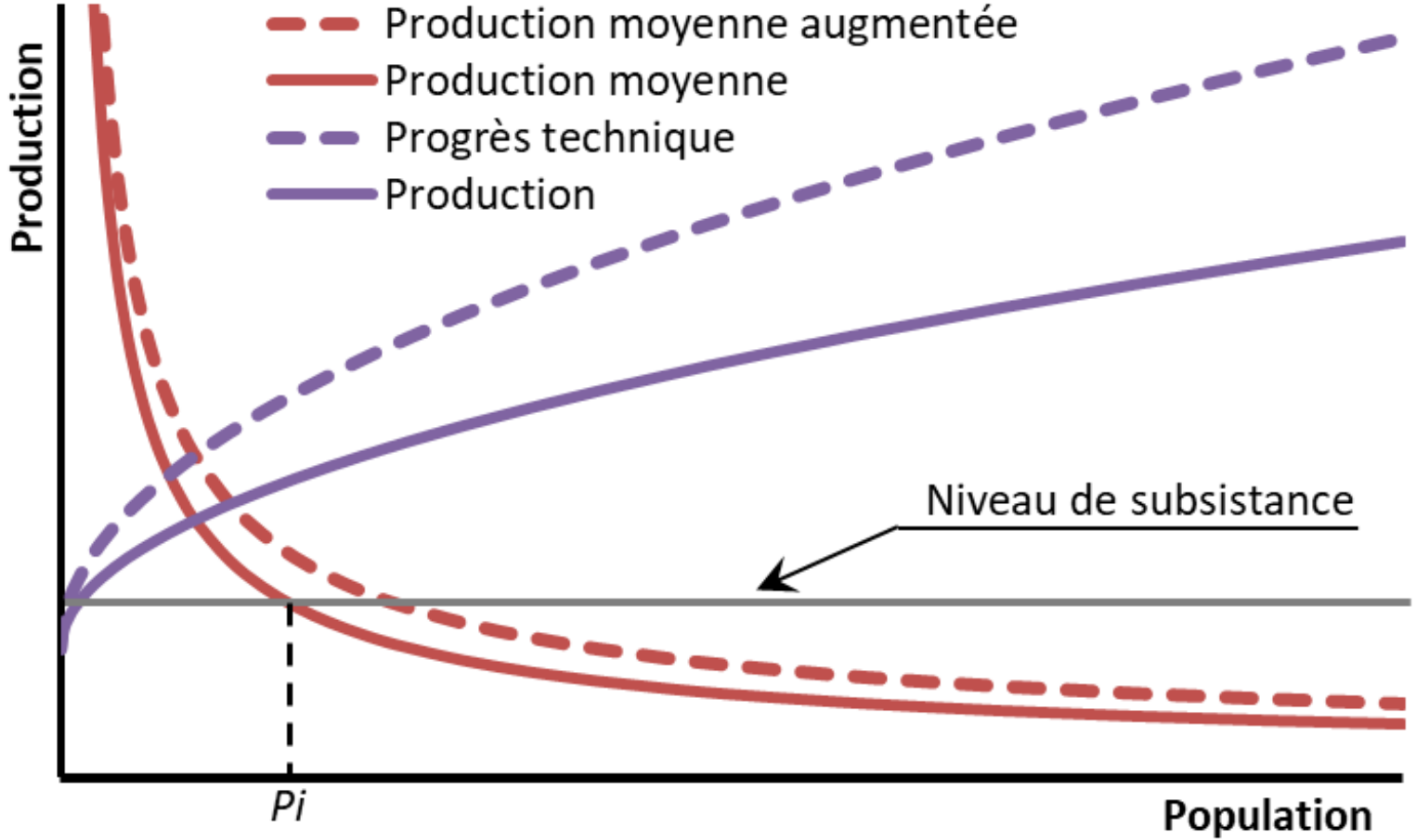
Fluctuations malthusiennes



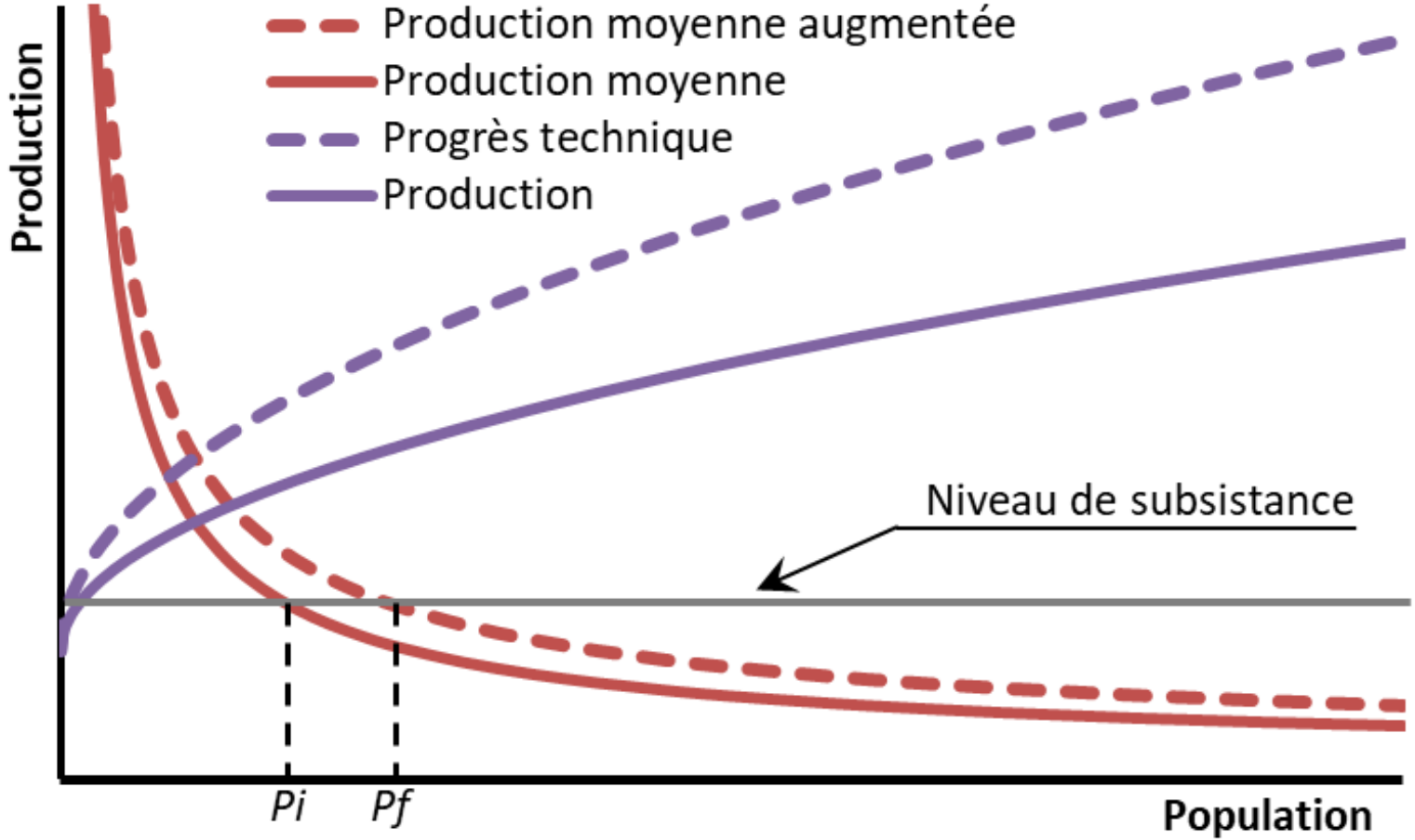
Fluctuations malthusiennes



Fluctuations malthusiennes



Fluctuations malthusiennes



Le modèle de croissance de Solow

Gain de productivité par l'accumulation de capital

Plus de machines dans le processus → productivité ↑
À terres/travailleurs donnés → rendements décroissants
Évolution du capital : ↓ : usure, taux de dépréciation
↑ : investissement (épargne)

$$K_t = K_{t-1} - \delta.K_{t-1} + \sigma.Y_{t-1}$$

Évolution du capital plus rapide que population

Après la transition démographique → faible croissance pop.
Accumulation rapide → pas le temps d'adaptation de la pop.
Raisonnement à travail fixe jusqu'à équilibre
Comme croissance malthusienne avec *K* à la place de *L*

Équilibre de long terme

Au fur et à mesure de l'accumulation

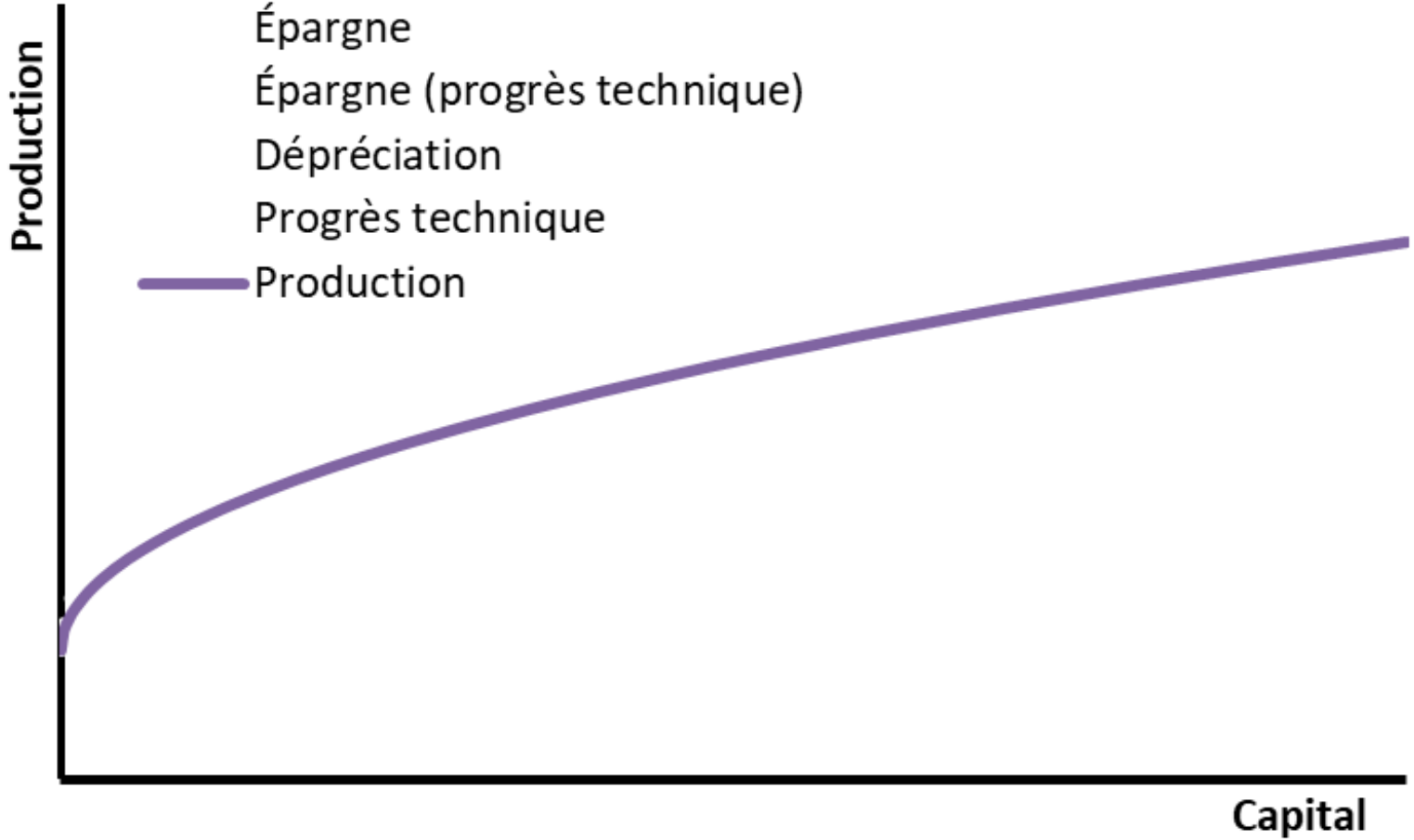
Le capital augmente (par définition)
Et la dépréciation $\delta.K_{t-1}$ augmente à la même vitesse
La production augmente (mais de moins en moins vite)
→ *principe de productivité factorielle décroissante*

À σ donné, $\sigma.Y_{t-1}$ croît de moins en moins vite

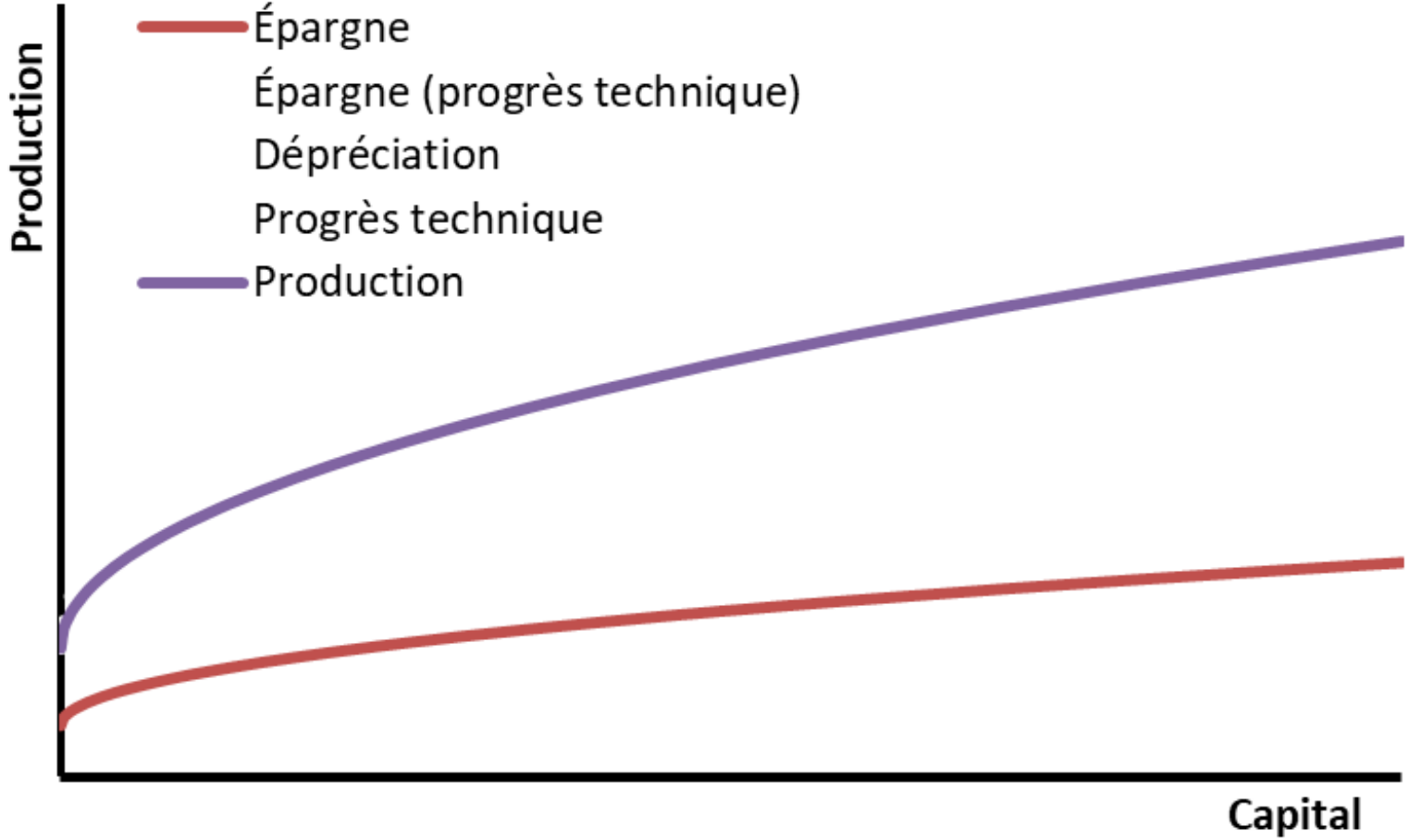
Principe de l'équilibre stationnaire

Quand K est faible, $\delta.K_{t-1}$ est faible et $\sigma.Y_{t-1} > \delta.K_{t-1}$
Quand $K \uparrow$, $\delta.K_{t-1}$ rejoint $\delta.K_{t-1}$ jusqu'à ce que $\sigma.Y_{t-1} = \delta.K_{t-1}$
Équilibre stationnaire
→ *Croissance avec la population ou le progrès technique*

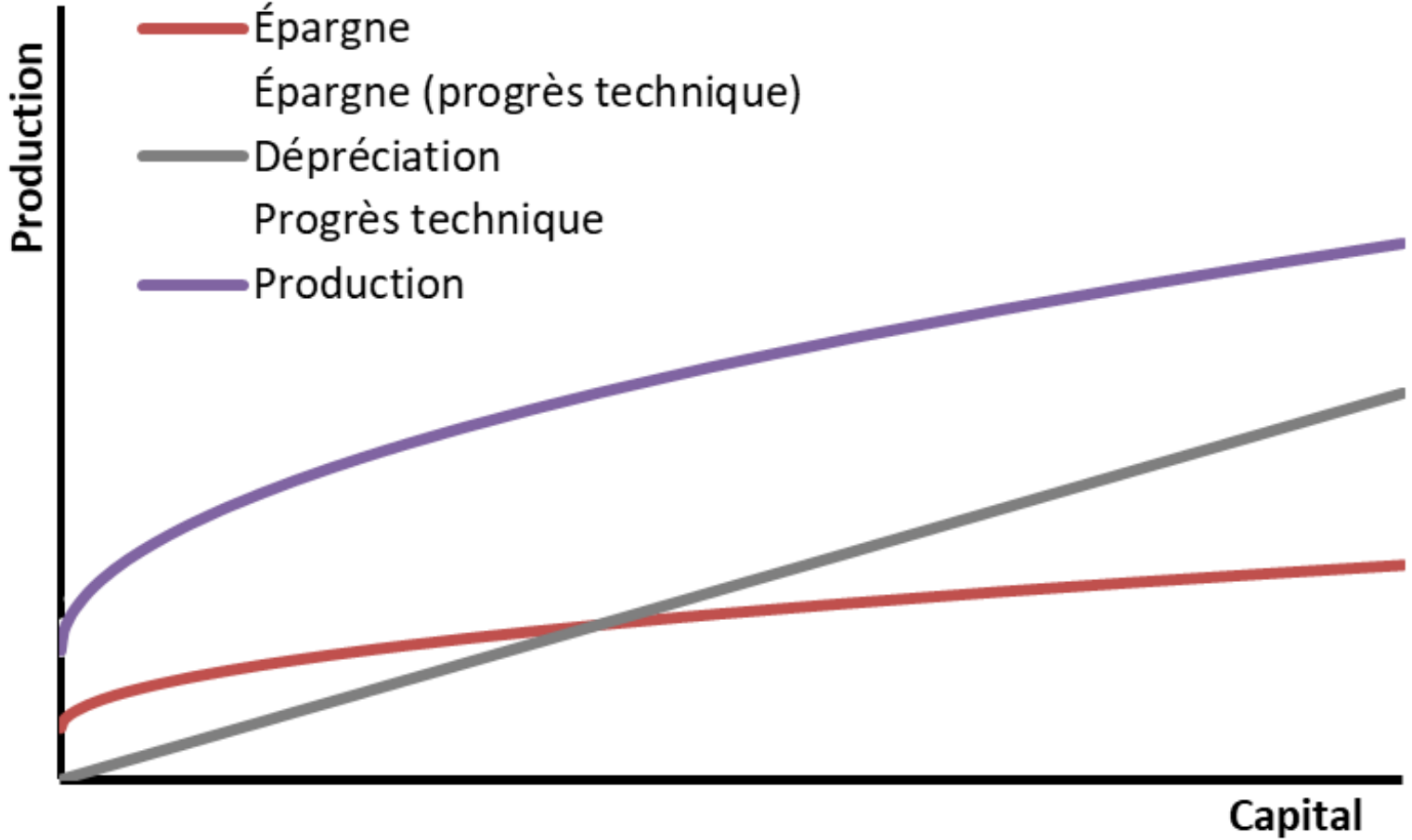
Équilibre de long terme



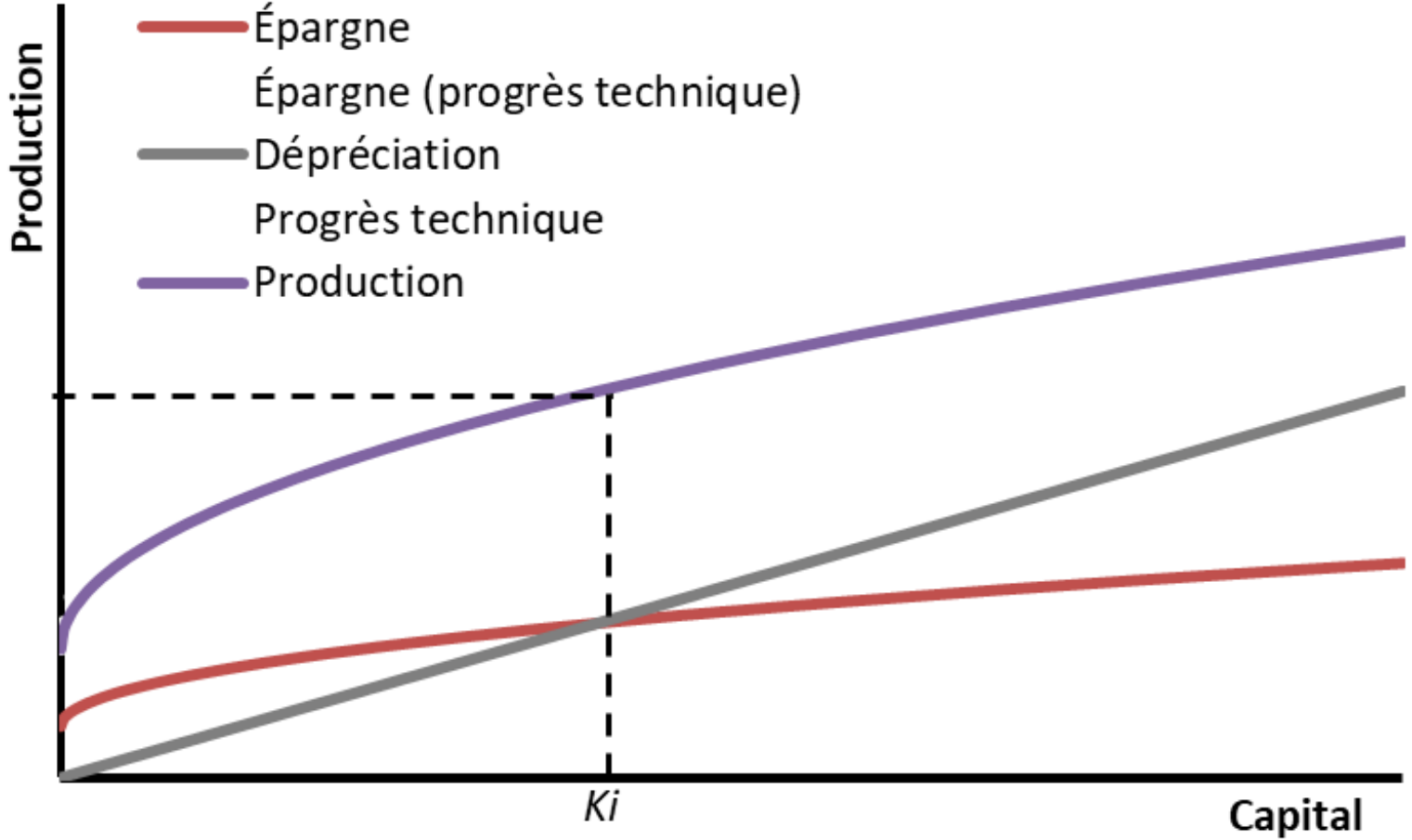
Équilibre de long terme



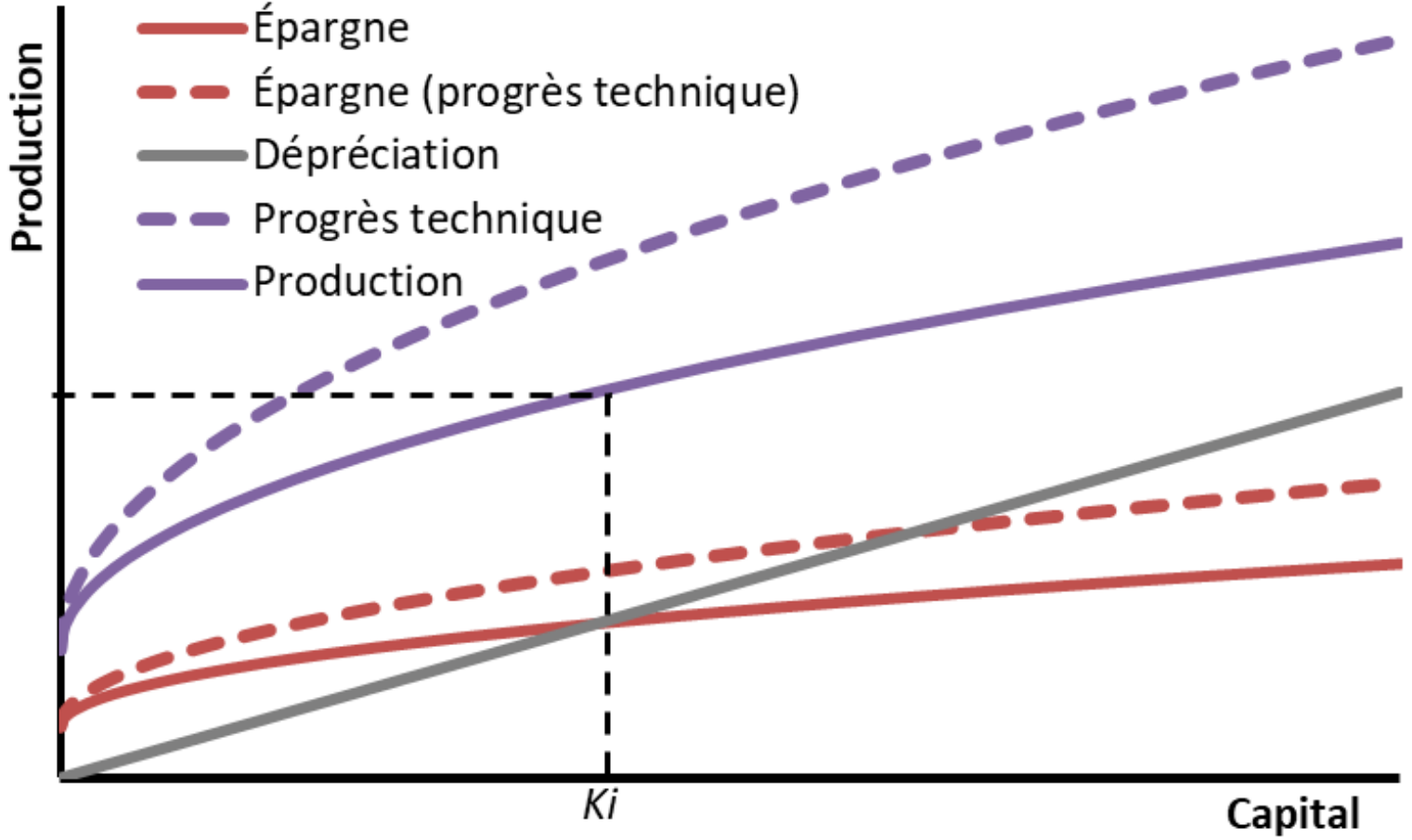
Équilibre de long terme



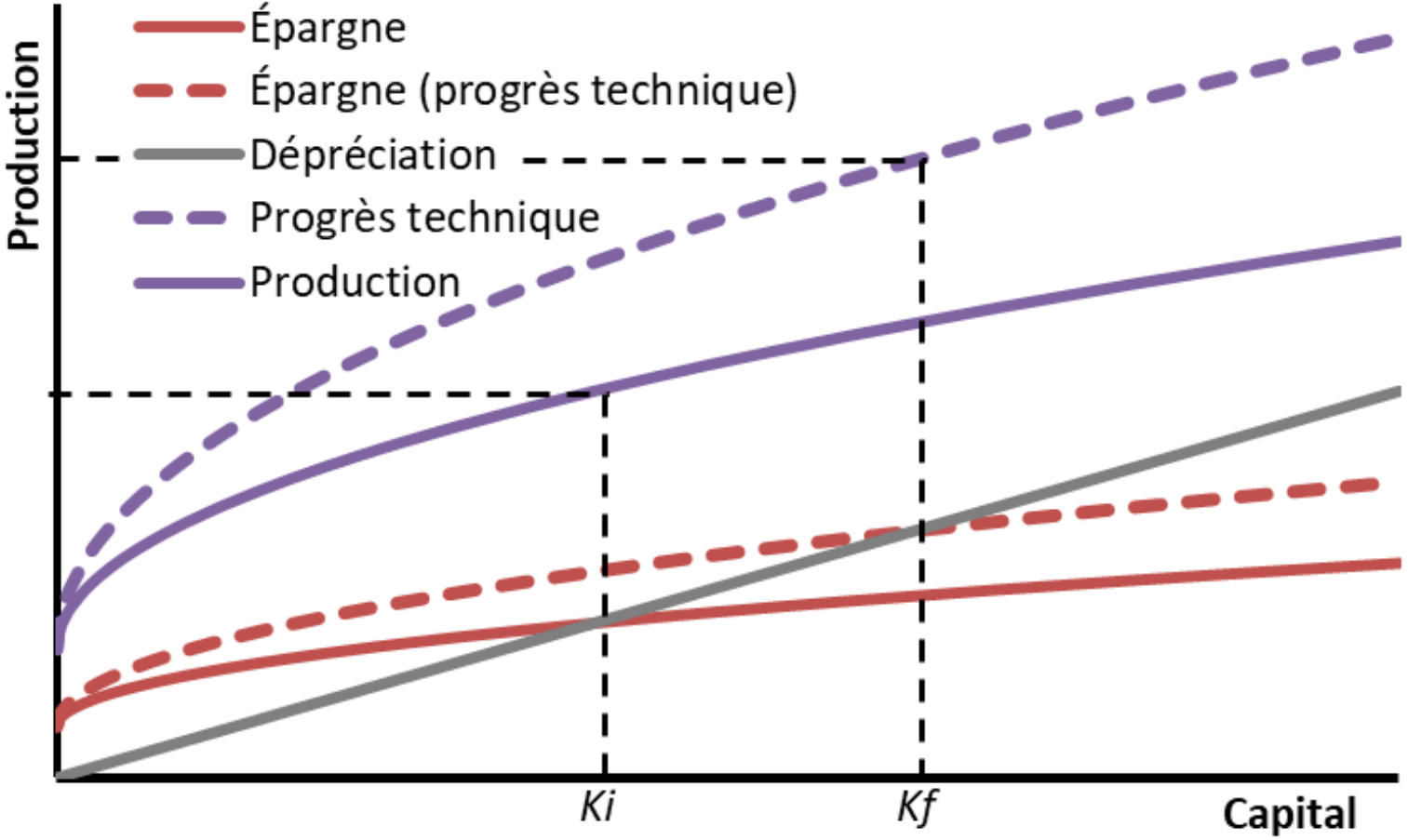
Équilibre de long terme



Équilibre de long terme



Équilibre de long terme



Accumulation vs innovation

Croissance par accumulation (Ricardo à Solow)

Investissements lourds en capital (usines, machines)
Importance du coût fixe ⇒ monopole ou oligopole naturel
Nécessité de limiter le pouvoir de monopole

La croissance schumpeterienne

Principe de création destructrice et monopole d'innovation
Progrès technique plus qu'investissements matériels
Anciens producteurs obsolètes ⇒ monopole temporaire
Innovation génératrice de coûts fixes (irrécupérables)

Plan de la session

1. Croissance de long terme
2. ***Régimes de croissance***
3. Croissance et bien-être
4. Évolution des inégalités

Des régulations du capitalisme

Le·s capitalisme·s comme famille·s de systèmes

Différentes régulations de l'activité économique
L'institution de marchés ou de règles
Production/distribution hors-marchés de biens et services

Volonté des classer les familles de capitalismes

Gøsta Esping-Andersen (1990) *The Three Worlds of Welfare Capitalism*

Trois types d'États providence
Libéral (USA, UK) : filet de sécurité, assistance minimale
Corporatiste (Allemagne, France) : partenaires sociaux
Social-démocrate (Scandinavie) : couverture universelle

Variétés de capitalisme

Peter A. Hall & David Soskice (2001) *Varieties of Capitalism: The Institutional Foundations of Comparative Advantage*

Centré sur les entreprises

Comment se coordonnent entre elles et avec autres acteurs

Cas type *coordinated market economy* : Allemagne

Négociations collectives de branche, protection de l'emploi
Formation professionnelle ; Financements de long terme
Innovations partagées

Cas type *liberal market economy* : USA

Marché du travail fluide
Formation générale hors entreprises ; Finance de marché
Innovation de capital-risk

Les cinq capitalismes

Bruno Amable (2003) *The diversity of modern capitalism*

Mêle des indicateurs sur différentes institutions

Concurrence sur les marchés de biens et services
Marché du travail ; Éducation/formation
Finance ; Protection sociale

Analyse en composante principale

Modèle néolibéral (USA, Australie, Canada, UK)
Modèle continental (Fra, Allemagne, P-B, Belgique, Norvège)
Modèle social-démocrate (Danemark, Finlande, Suède)
Modèle « méditerranéen » (Espagne, Grèce, Italie, Portugal)
Modèle asiatique (Japon, Corée du sud).

Les regimes de croissance

Les autres déterminants des régulations

Hassel, Palier (2021) *Growth and Welfare in Advanced Capitalist Economies: How Have Growth Regimes Evolved?* Oxford, Oxford University Press

- Priorisations de secteurs d'investissement (planification)
- Priorisations des moteurs de croissance (conso./exportation)
- Évolutions ≠ du fait conjoncture/mondialisation/technologie

Les évolutions du modèle Français

- Modèle français reposait sur la consommation intérieure
- Favorisée par une position extérieure avantageuse
- Conso intérieure stimulée par soutien aux salaires
  - Salaire monétaire (Salaire minimum, pouvoir de négociation)
  - Salaire socialisé (protection sociale)
- Remise en cause politique demande depuis fin années 1970

La baisse de coût du travail

1. **Modification du mode de financement**
   - 1980^{s} : déplafonnement des cotisations
   - 1990^{s} : CSG, allègements de cotisations
2. **Baisse de la dépense**
   - Baisse de la générosité des retraites
   - Maîtrise des dépenses de santé
3. **Finalement baisse des salaires directs**
   - Auto-entrepreneurs
   - Pouvoirs de négociations

La baisse de coût du travail

1. Modification du mode de financement

1980^{s} : déplafonnement des cotisations

1990^{s} : CSG, allègements de cotisations

2. Baisse de la dépense

Baisse de la générosité des retraites

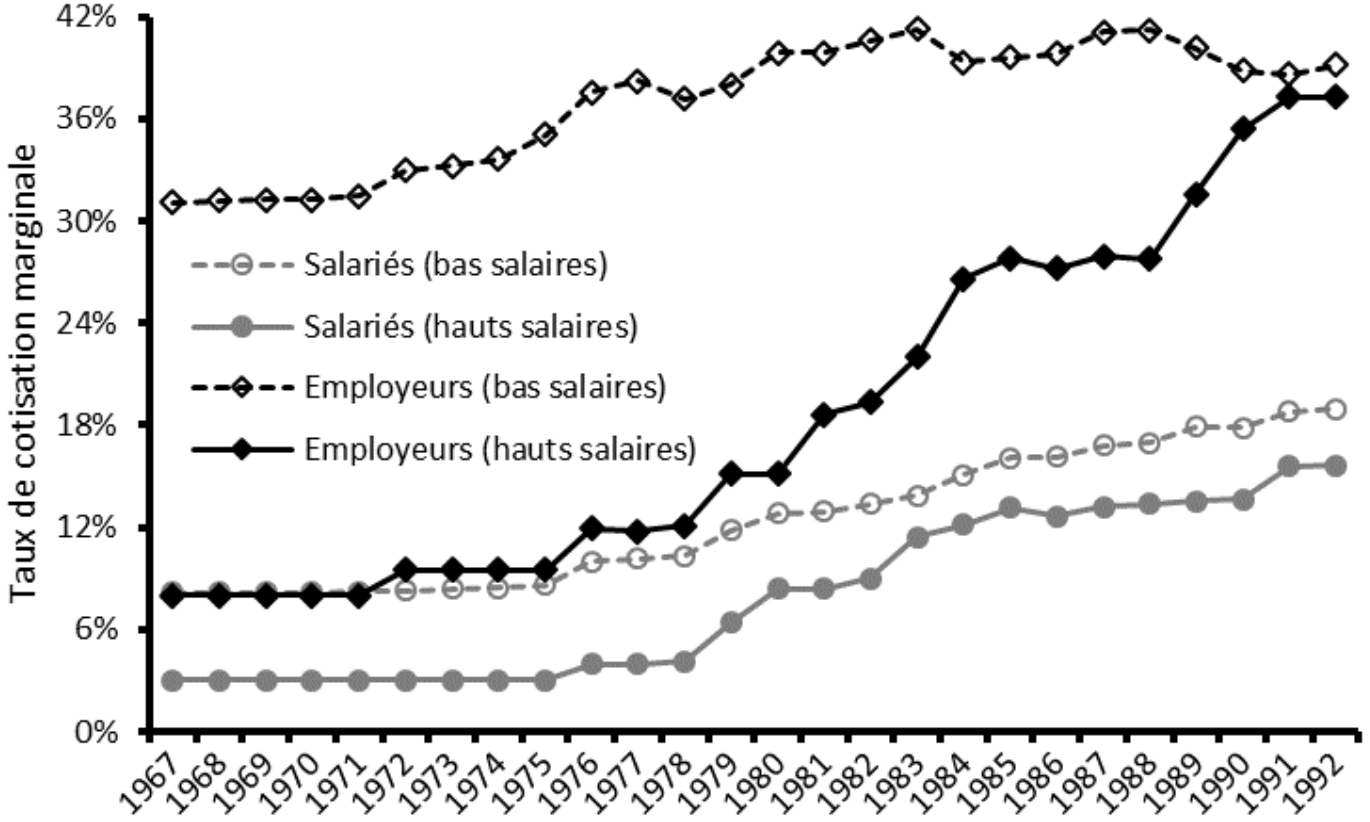
Maîtrise des dépenses de santé

3. Finalement baisse des salaires directs

Auto-entrepreneurs

Pouvoirs de négociations

Déplafonnement



Source : IPP

La baisse de coût du travail

1. Modification du mode de financement

1980^{s} : déplafonnement des cotisations

1990^{s} : CSG, allègements de cotisations

2. Baisse de la dépense

Baisse de la générosité des retraites

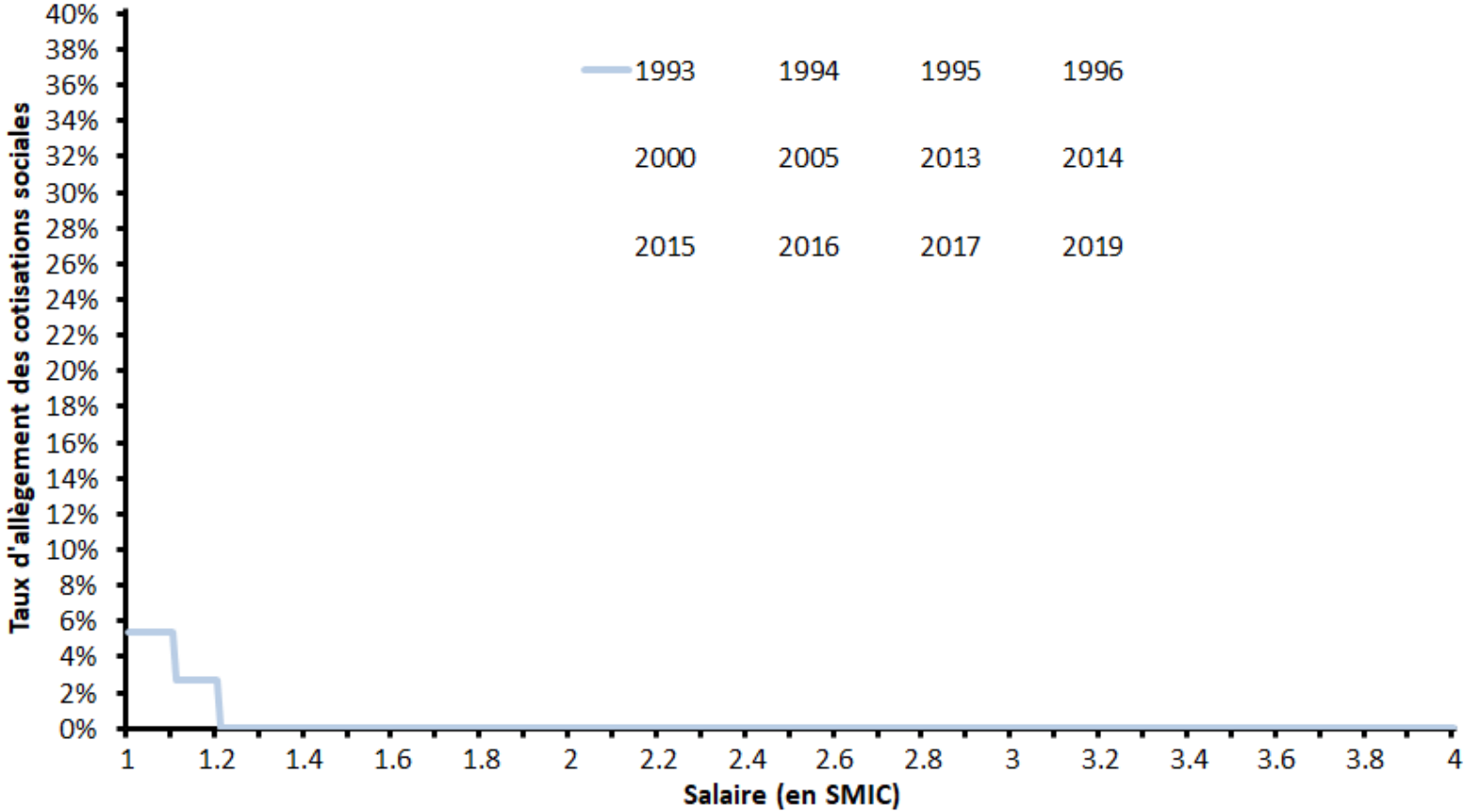
Maîtrise des dépenses de santé

3. Finalement baisse des salaires directs

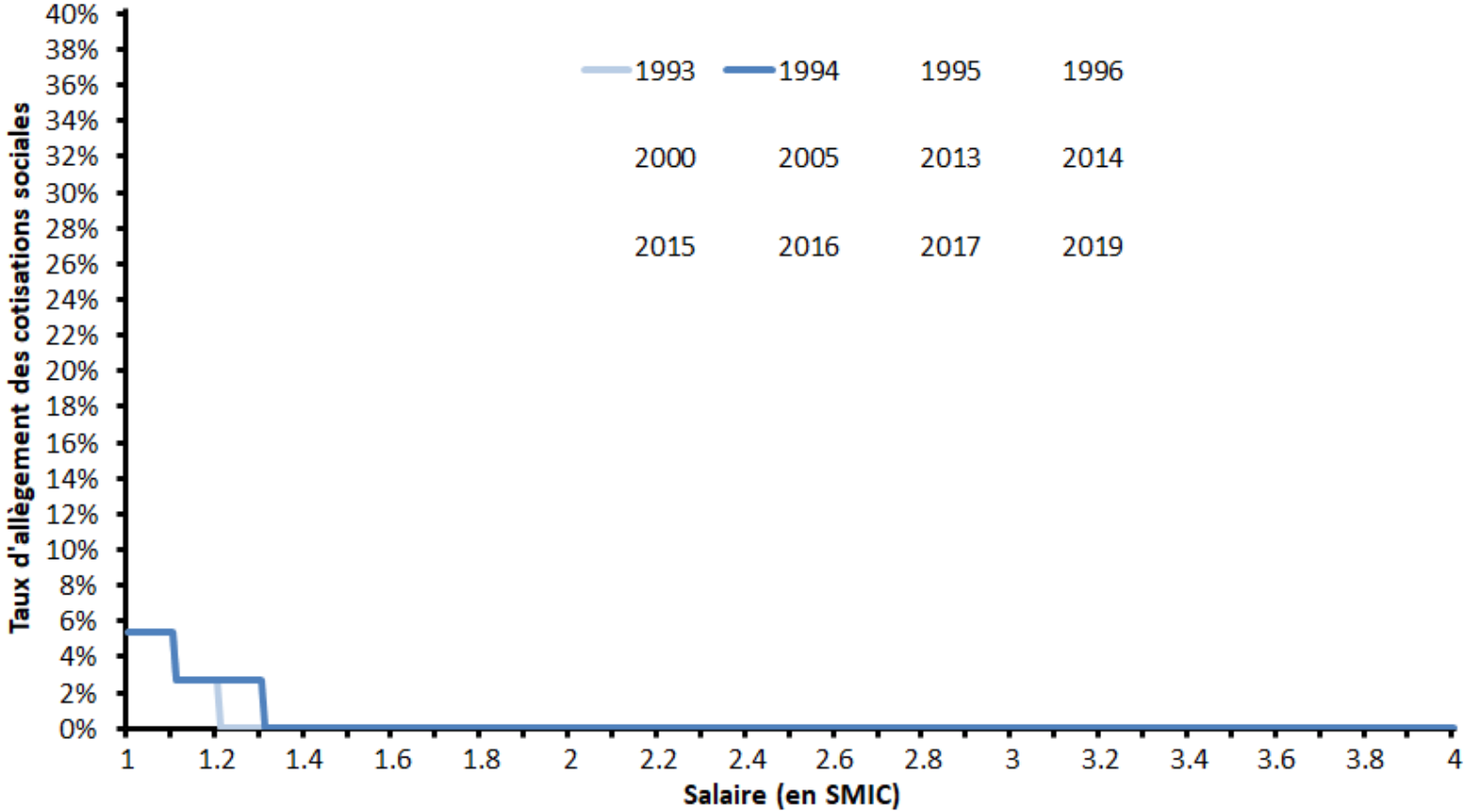
Auto-entrepreneurs

Pouvoirs de négociations

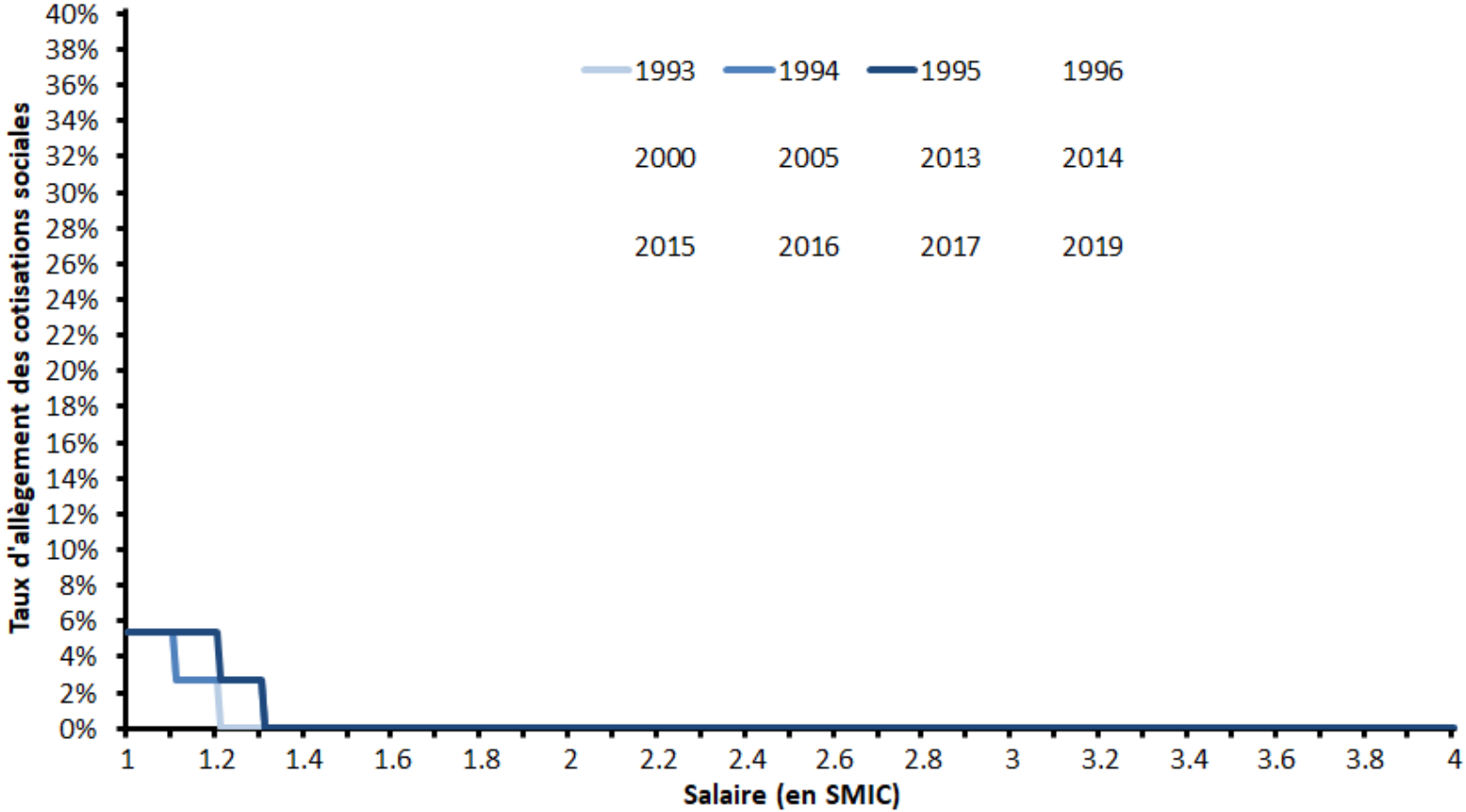
Baisses de cotisations en France



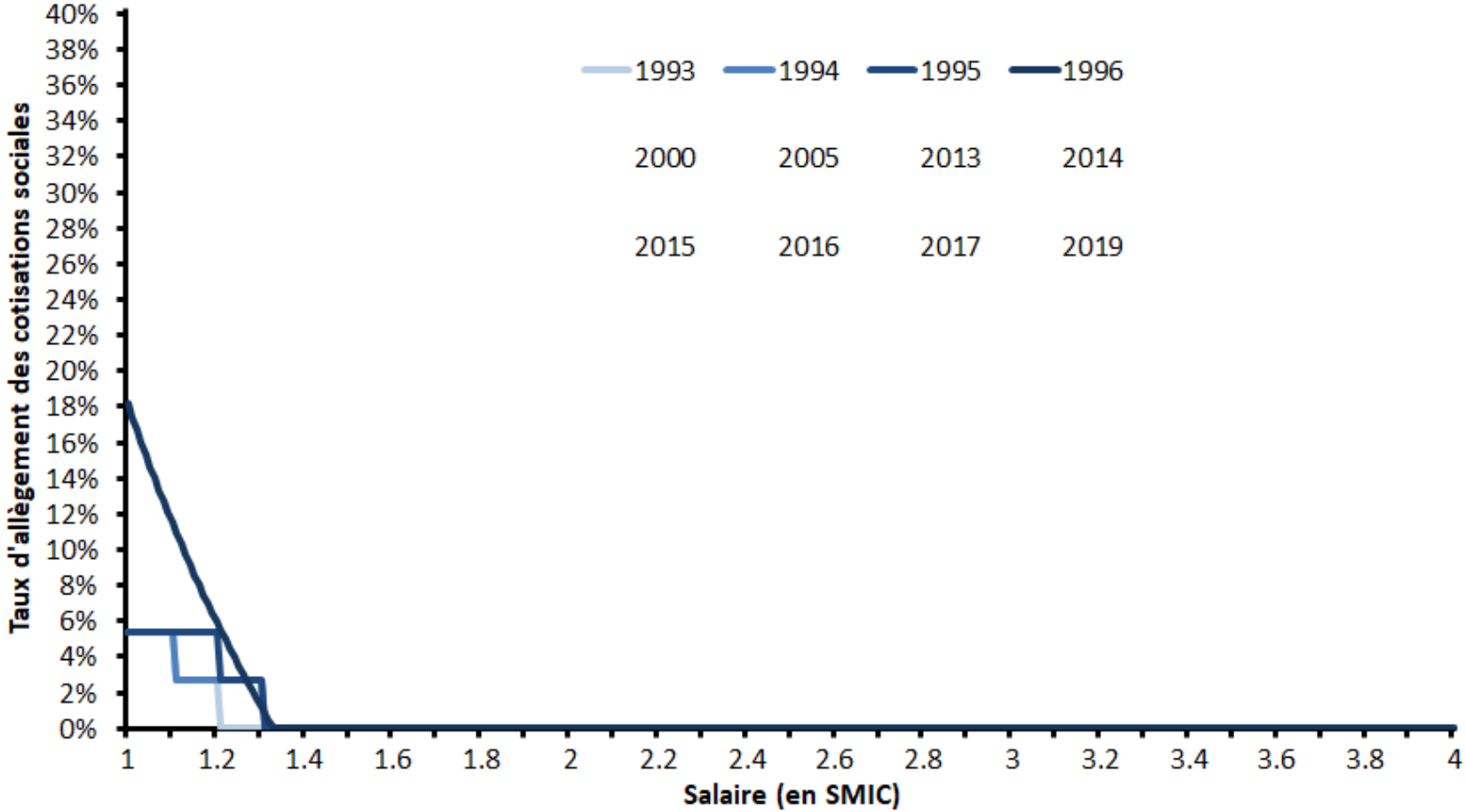
Baisses de cotisations en France



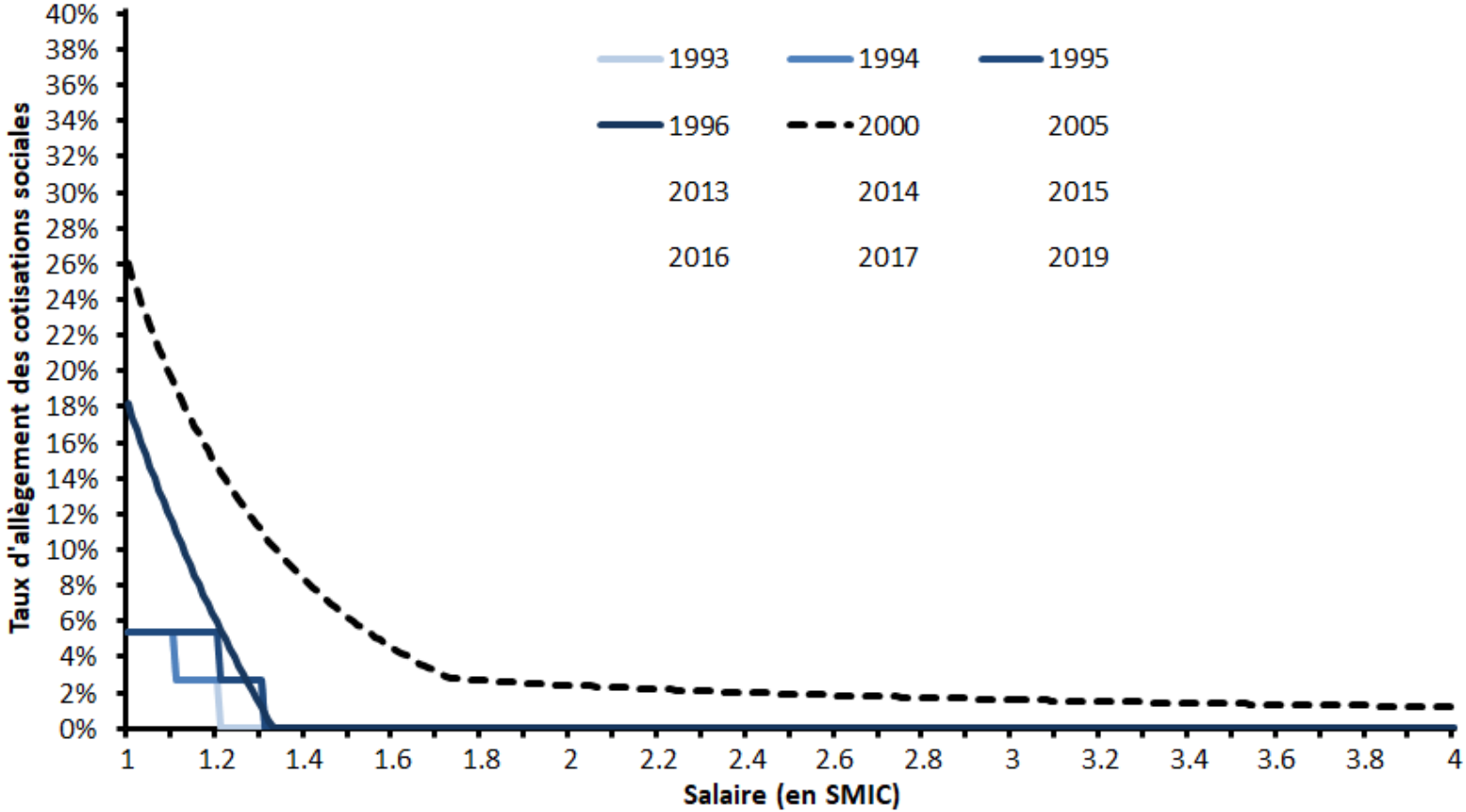
Baisses de cotisations en France



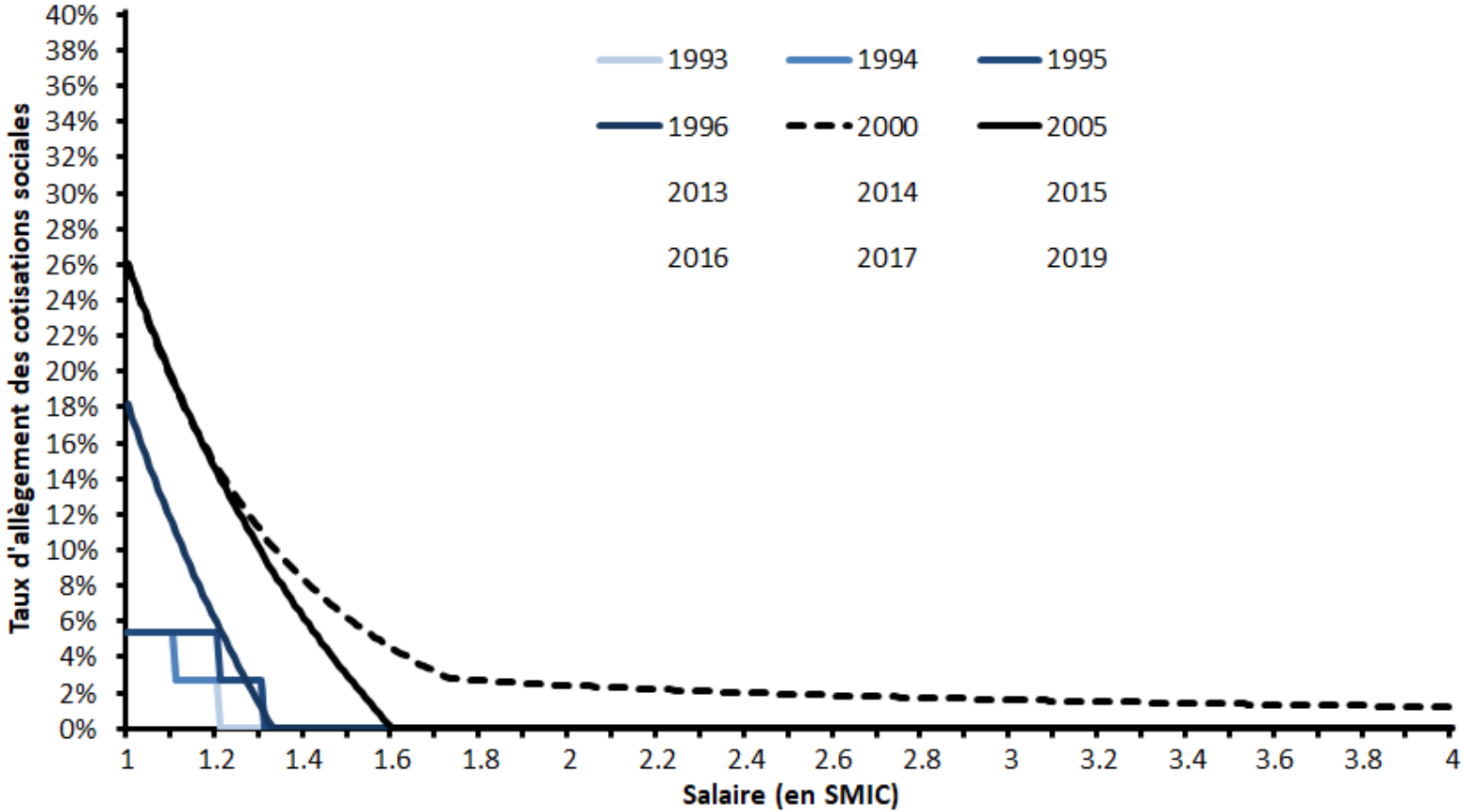
Baisses de cotisations en France



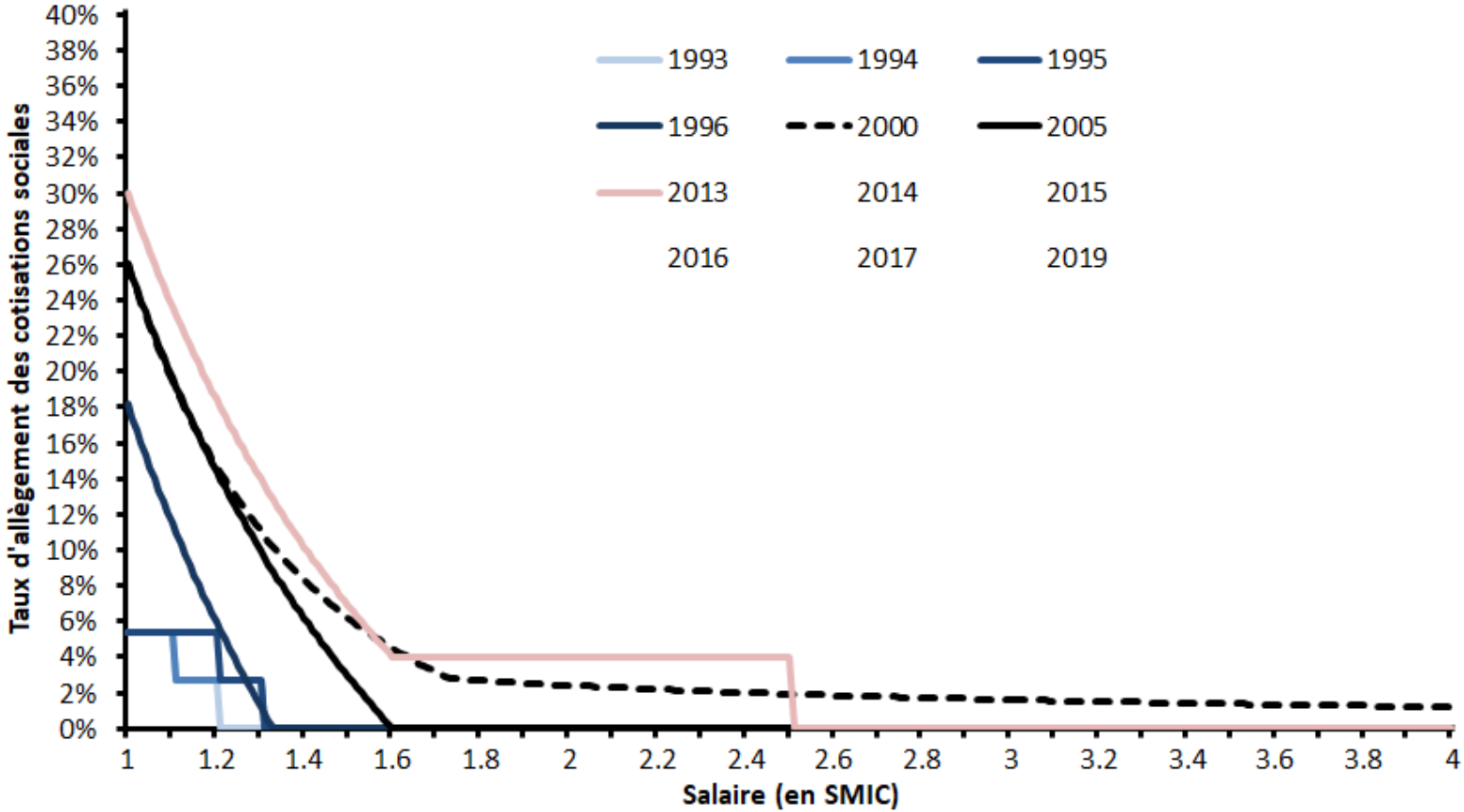
Baisses de cotisations en France



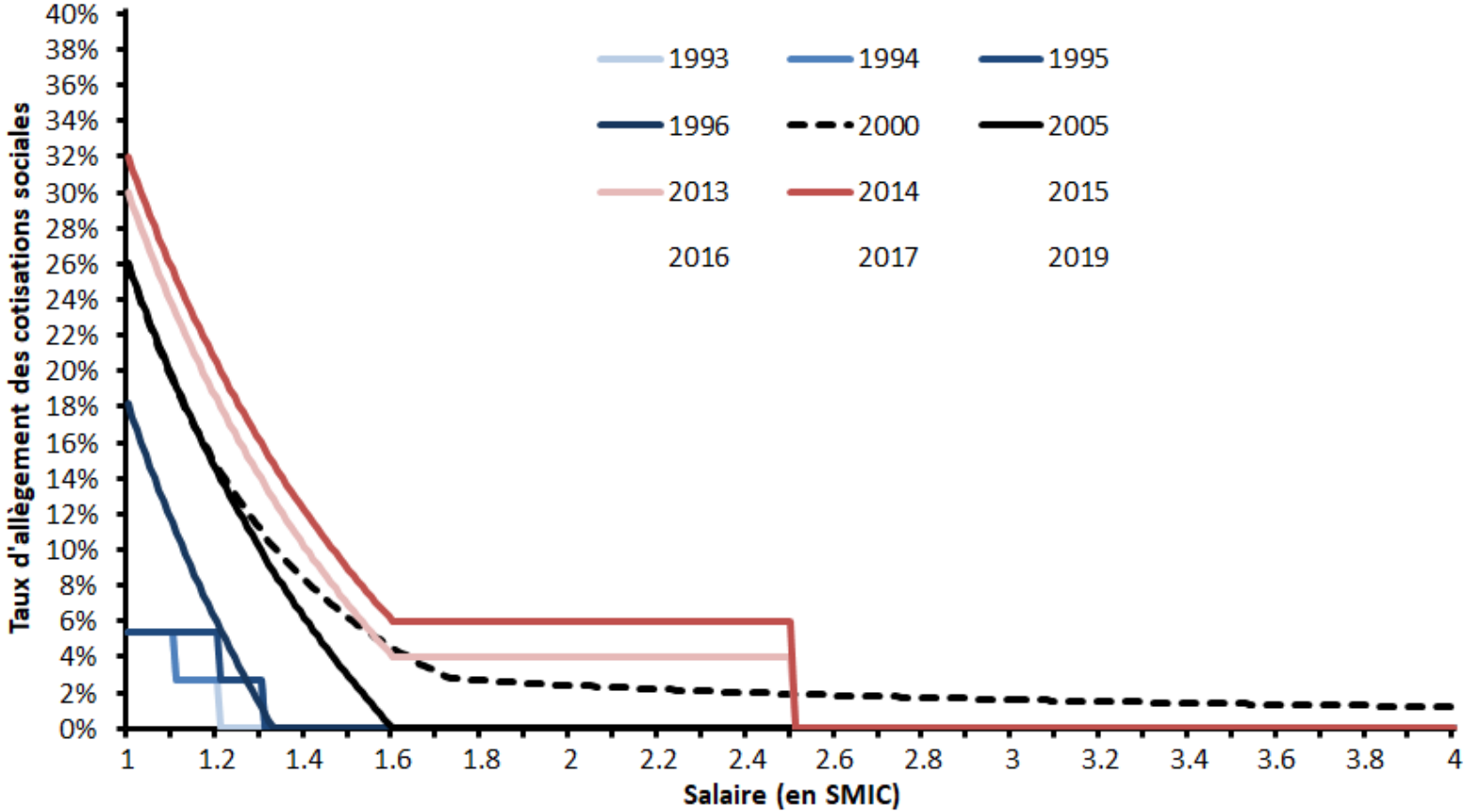
Baisses de cotisations en France



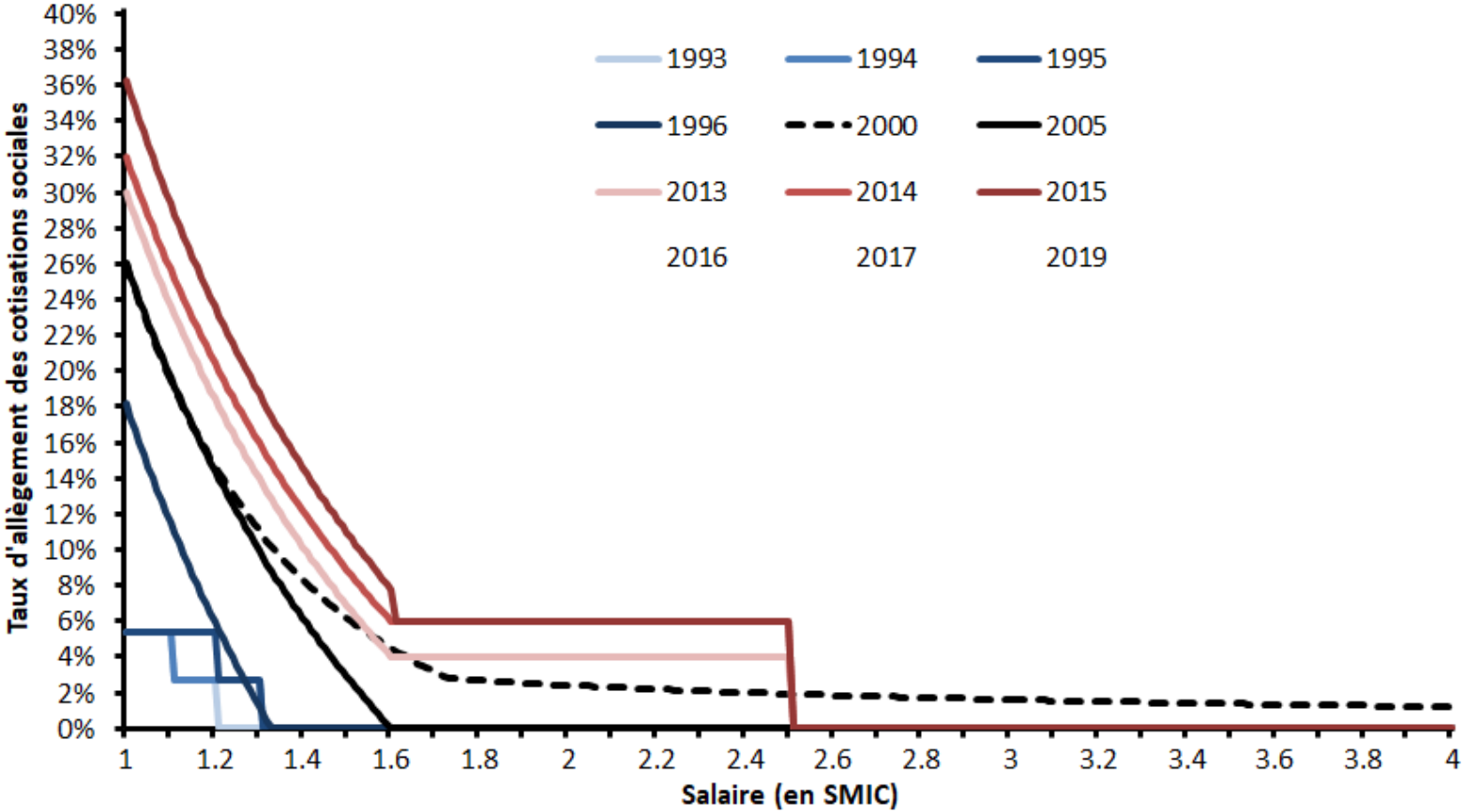
Baisses de cotisations en France



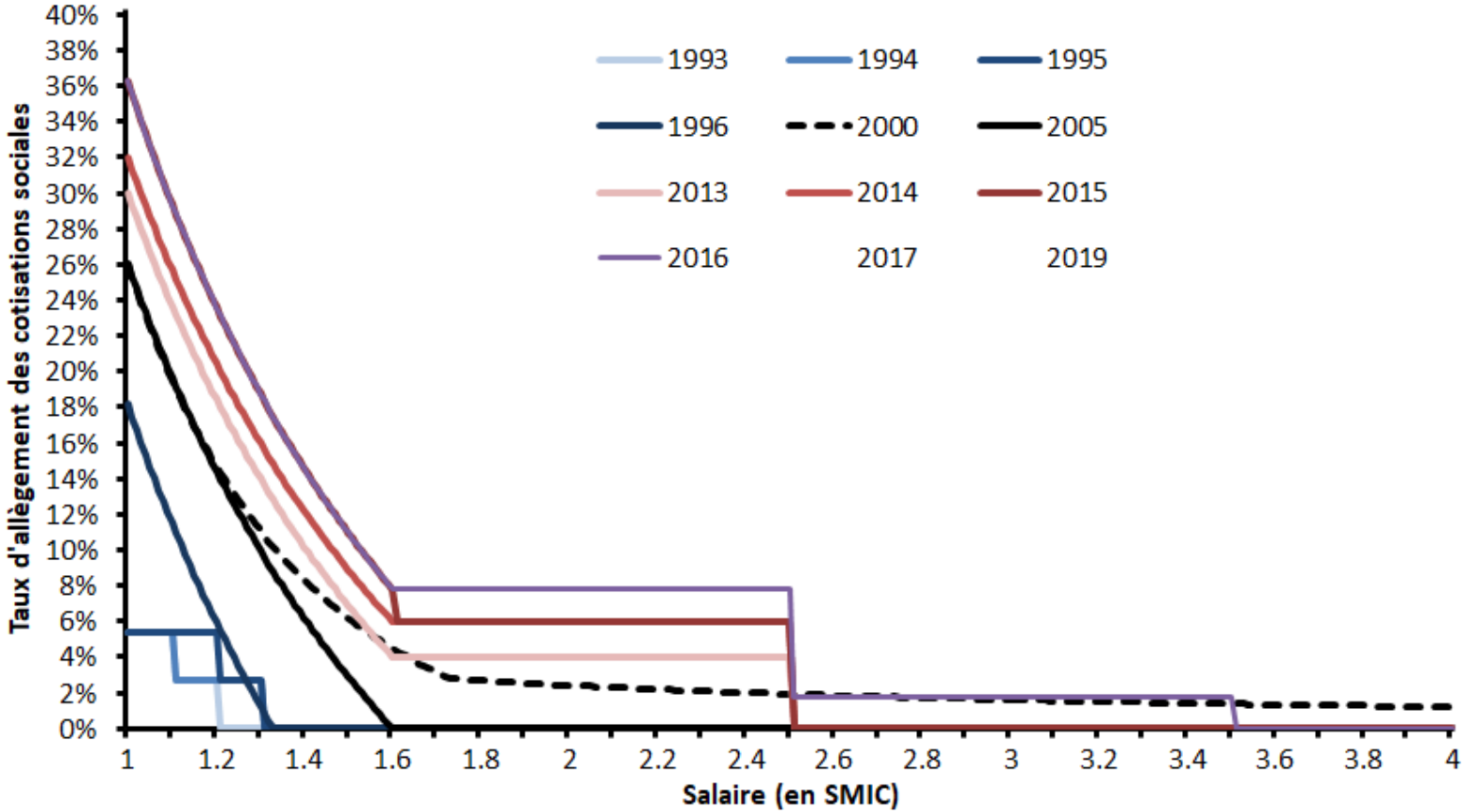
Baisses de cotisations en France



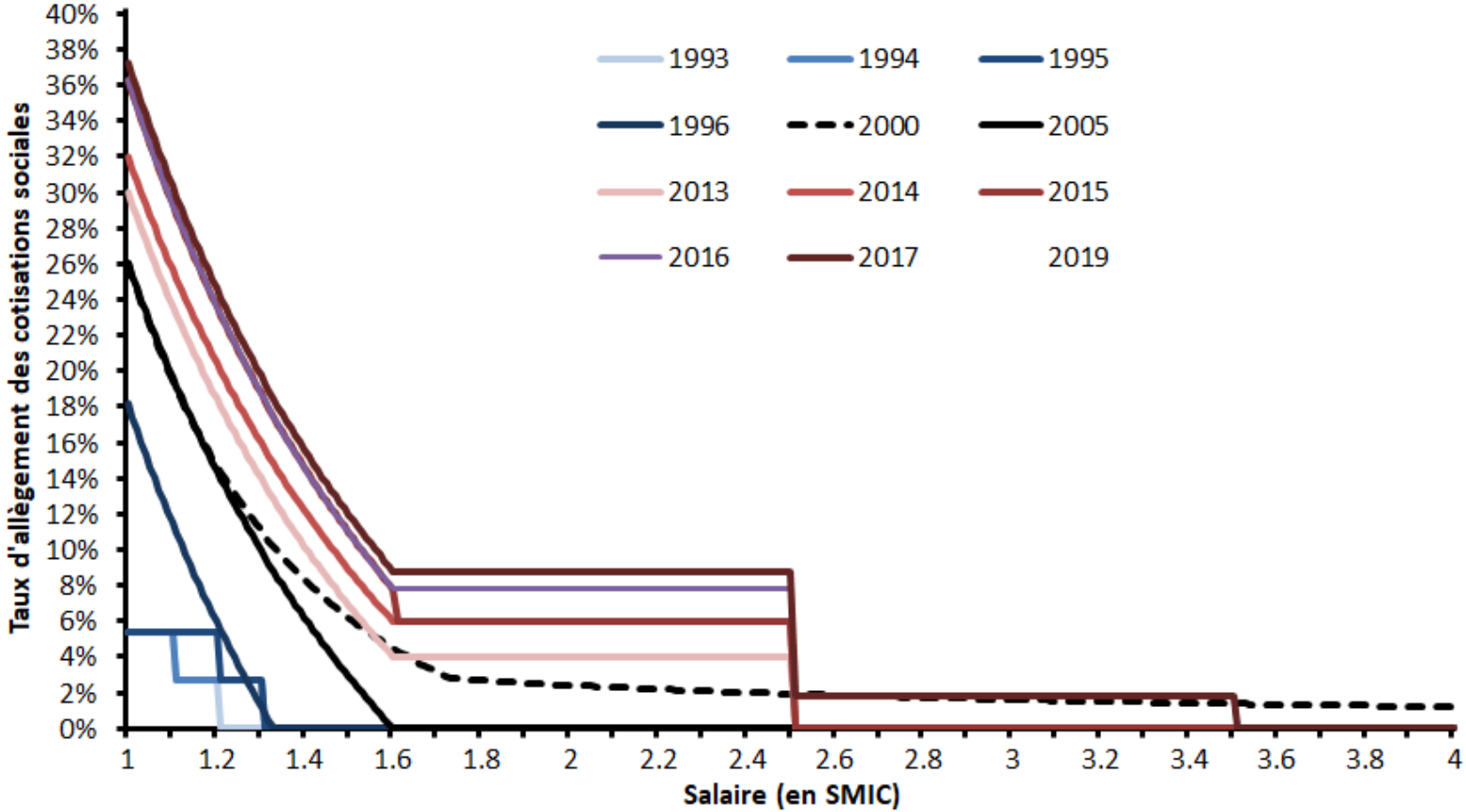
Baisses de cotisations en France



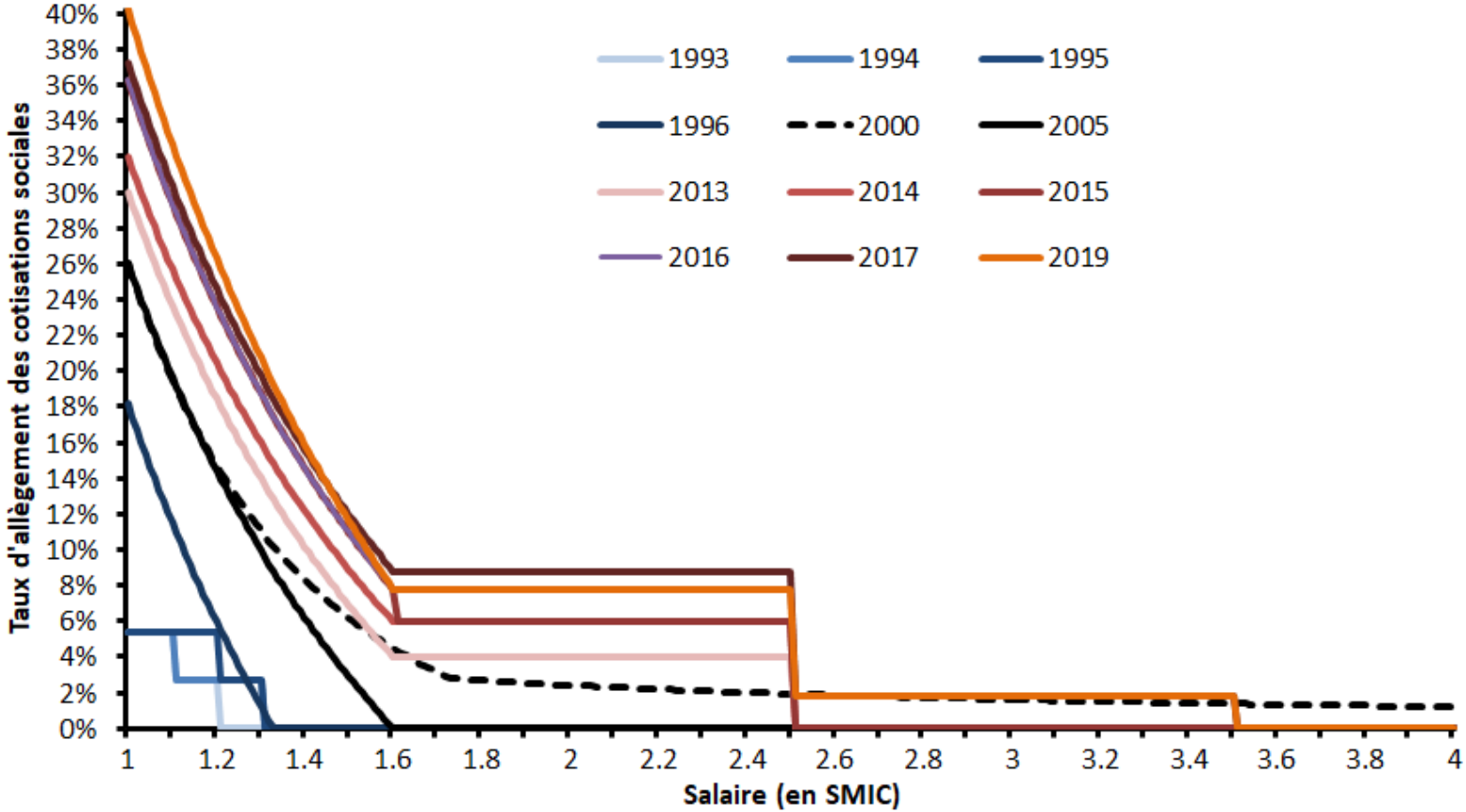
Baisses de cotisations en France



Baisses de cotisations en France



Baisses de cotisations en France



Politiques fiscales de l'emploi

Total pour réduire le coût du travail	**82,4 Mds€**
Allègements généraux salariés	66,9 Mds€
Allègements ciblés	9,4 Mds€
Crédit d'impôt services à la personne	6,2 Mds€
Total dépenses budgétaire fléchées *Emploi*	**22,9 Mds€**

Données pour les PLFSS & PLF 2024 DG Budget & Comptes de la sécurité sociale

82,4 Mds€ représentent environ 3 % du PIB
Pratiquement le montant attendu d'impôt sur le revenu

Effets inégalitaires

Partage de rente

Peu ou pas d'effet sur l'activité
Moindre coût du travail
→ partage de la VA entre salaires et profits

Le cas du CICE

Crédit d'impôt basé sur les salaires faibles et moyens
Pas d'augmentation d'emploi ni des bas salaires
Augmentation des salaires des CSP supérieures

Des servants pour les cerveaux

Faible coût des services aux personnes
Consommés principalement par les CSP+

La baisse de coût du travail

1. Modification du mode de financement

1980^{s} : déplafonnement des cotisations
1990^{s} : CSG, allègements de cotisations

2. Baisse de la dépense

Baisse de la générosité des retraites
Maîtrise des dépenses de santé

3. Finalement baisse des salaires directs

Auto-entrepreneurs
Pouvoirs de négociations

Réforme des retraites - motivation

Elisabeth Born sur France Info, 3 janvier 2023

Alors, il y a clairement une ligne rouge pour nous, c'est de ne pas augmenter le coût du travail, de baisser les impôts pour les ménages et pour les entreprises, de ne pas alourdir le coût du travail, voire de réduire le coût du travail, et donc de ne pas alourdir les cotisations sociales.

DG Trésor à la conférence du COR, 27 janvier 2022

Canal d'impact de la réforme des retraites sur l'emploi
Hausse transitoire du chômage (+0,7 pts sur 10 ans)
→ Pression à la baisse sur les salaires
→ Hausse de l'emploi et du PIB (+0,3 pts sur 10 ans)

Des impacts inégalitaires

Désindexation du salaire porté au compte (1993)

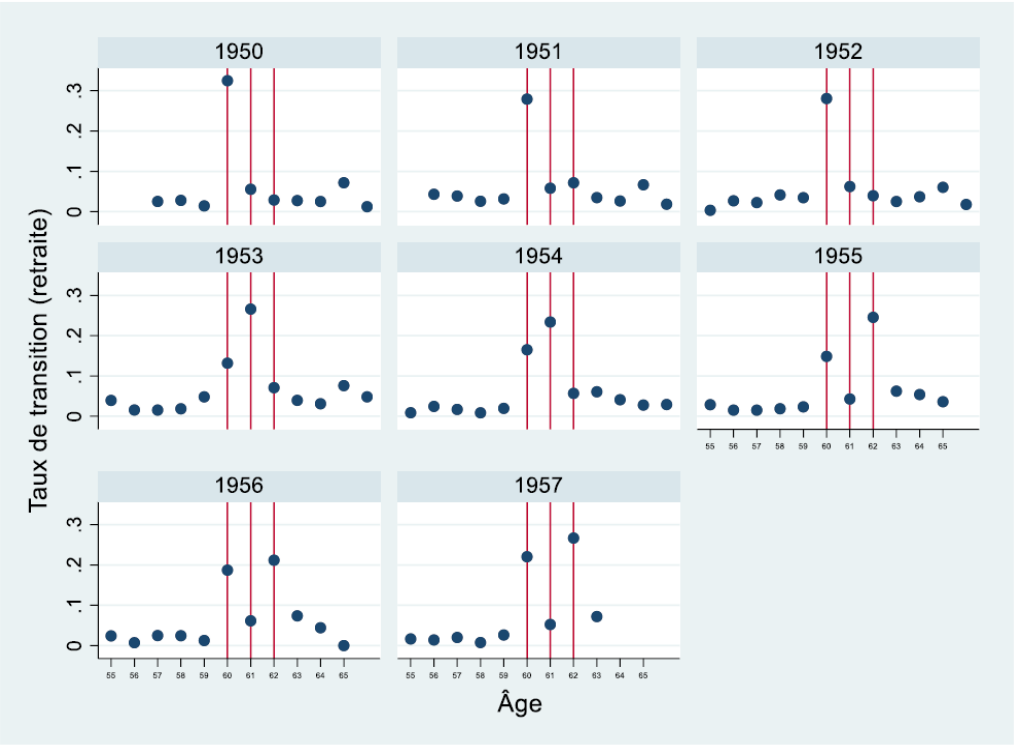
S'éloigner de la logique de la répartition
D'une valorisation de la contribution à son époque
Vers une valorisation à la valeur de marché présente
Désavantage particulièrement les carrières plates

La hausse de l'âge de liquidation pénalise

Les mères avec des carrières complètes
→ *Moins de compensation de leur travail supplémentaire*
Les personnes ne parvenant pas à travailler en fin de carrière

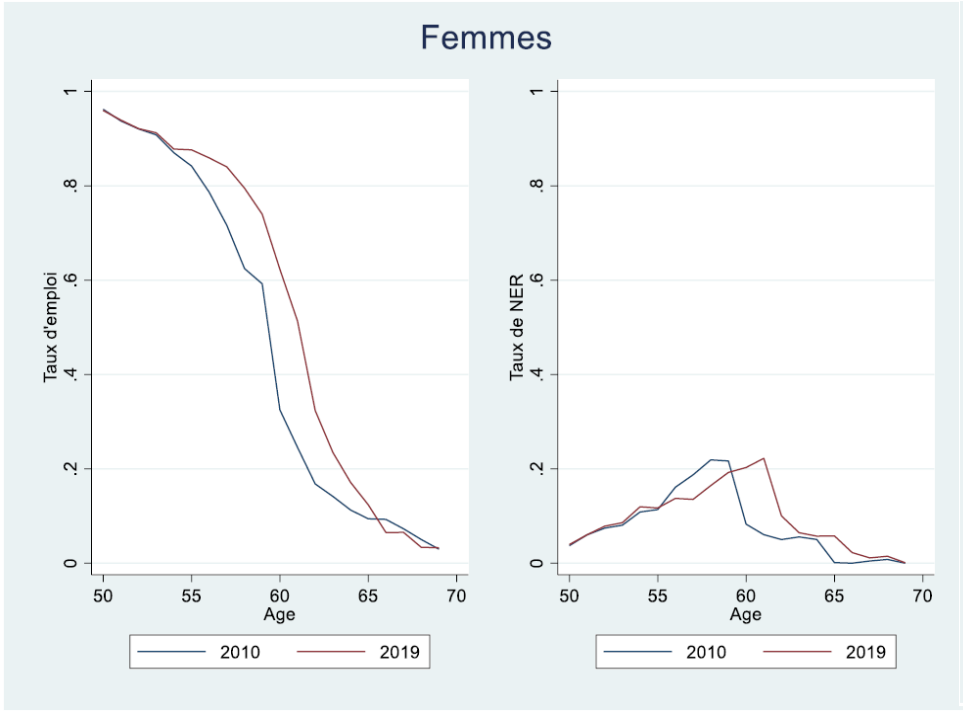
Effet sur les départs effectifs

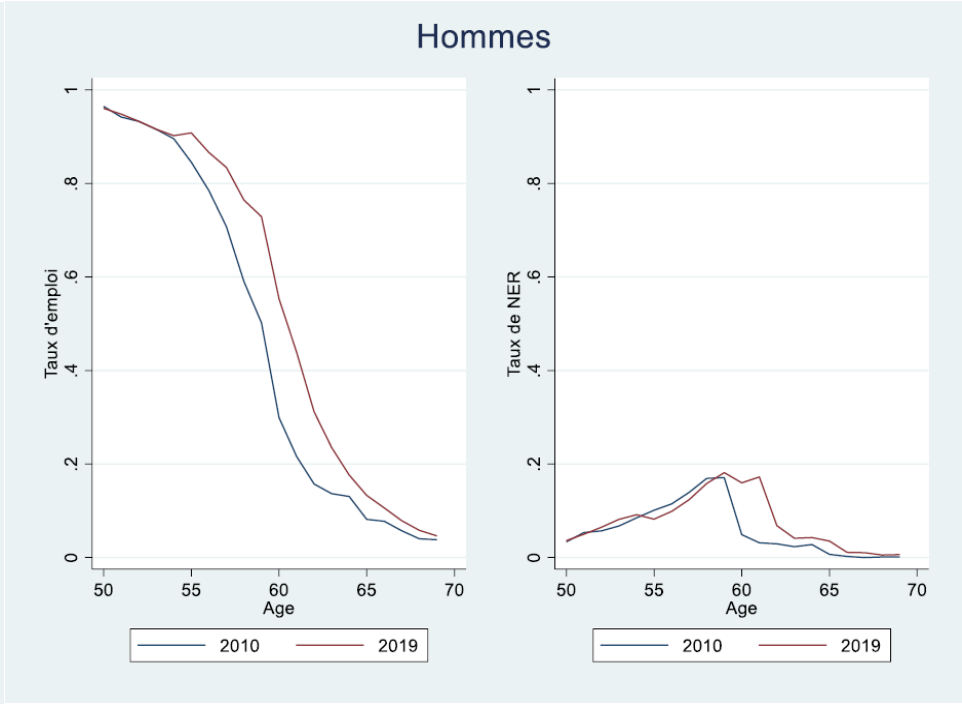
Figure 1 : Taux de transition observé, par âge



Zemmour (2022) *Les effets du report de l'âge minimal de la retraite à 62 ans : une approche par catégories socio-professionnelles*, mimeo

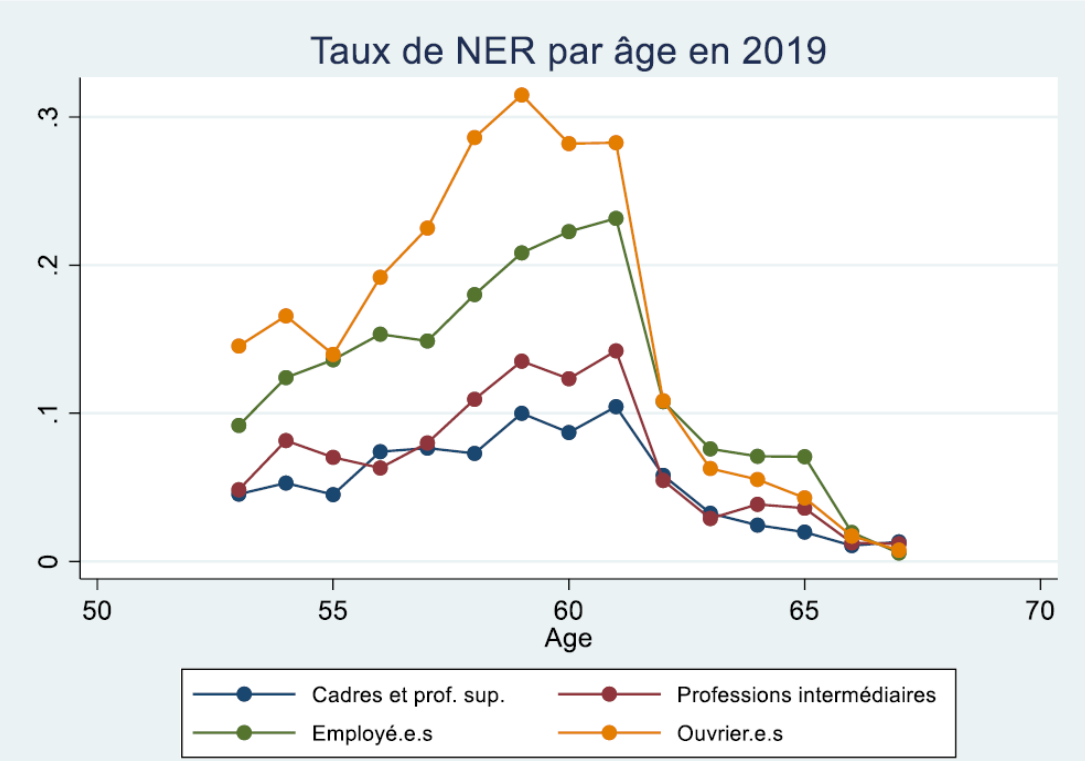
Effet sur les départs effectifs





Zemmour (2022) *Les effets du report de l'âge minimal de la retraite à 62 ans : une approche par catégories socio-professionnelles*, mimeo

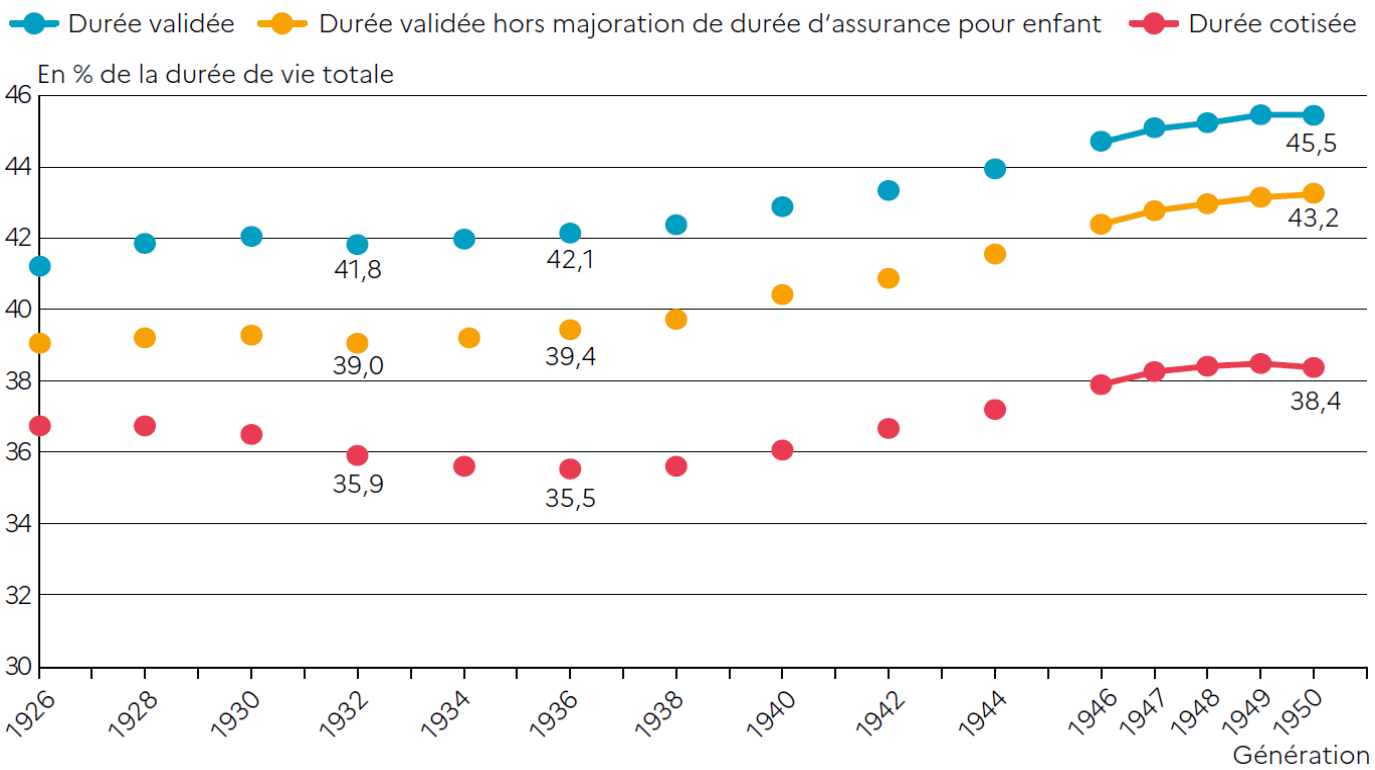
Effet sur les départs effectifs



Zemmour (2022) *Les effets du report de l'âge minimal de la retraite à 62 ans : une approche par catégories socio-professionnelles*, mimeo

Durée moyenne cotisée

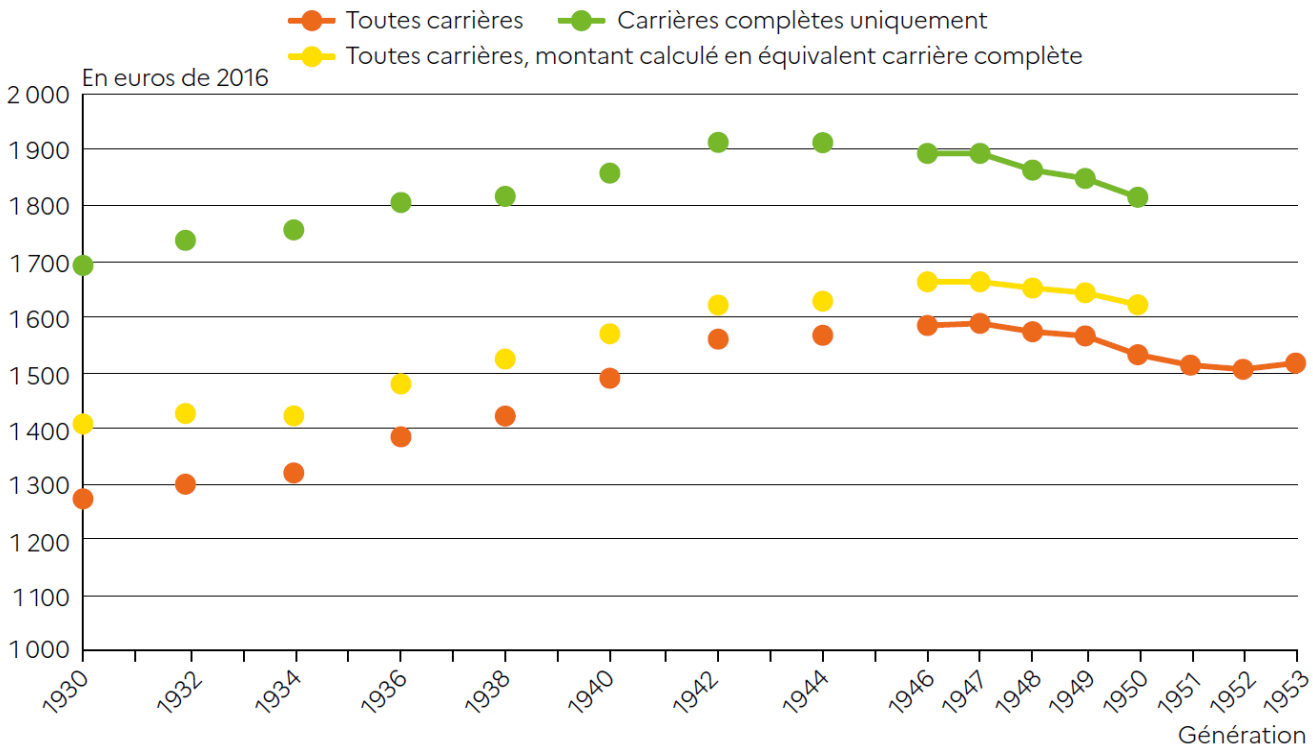
Graphique 3 Durée de carrière en proportion de la durée de vie totale, selon la génération



DREES (2022) Les retraités et les retraites, Panoramas de la DREES, Social, Édition 2022

Montant moyen des pensions

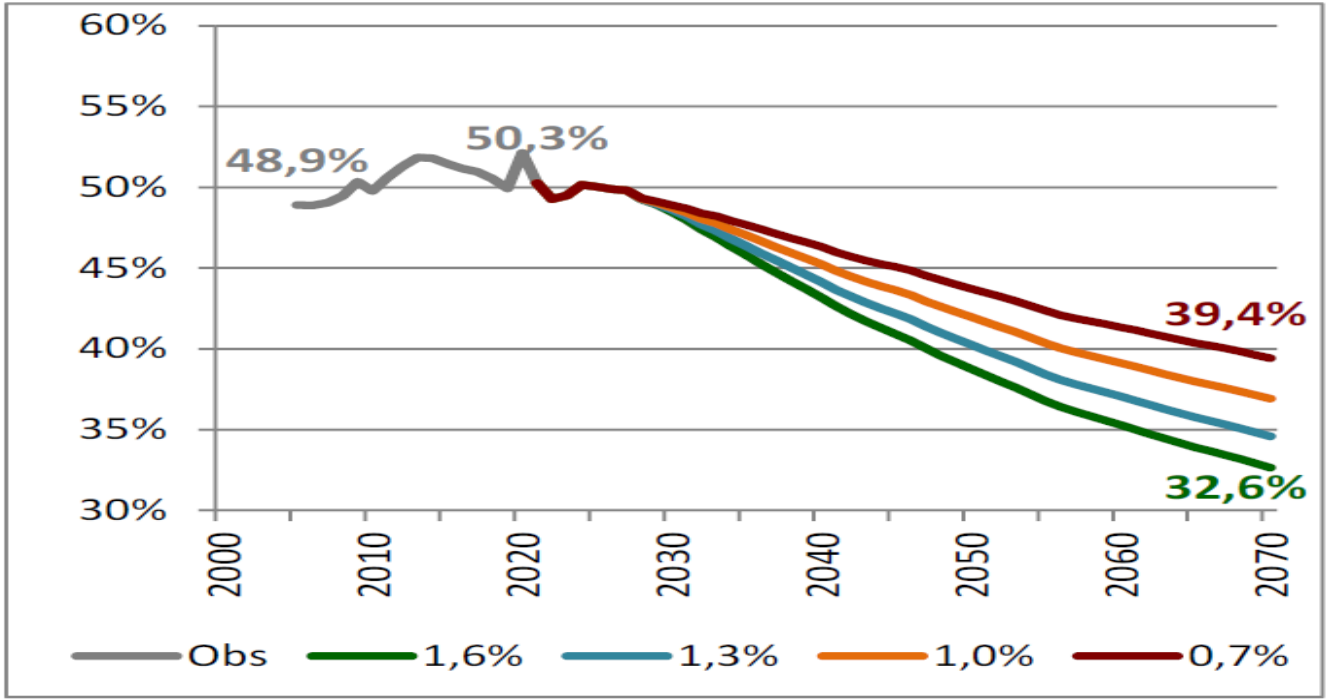
Graphique 3 Montant mensuel moyen de pension de droit direct selon l'année de naissance, pour les retraités résidant en France



DREES (2022) Les retraités et les retraites, Panoramas de la DREES, Social, Édition 2022

Projections avant réforme

Figure 2.5a – Pension moyenne de l'ensemble des retraités, relative au revenu d'activité moyen (en % du revenu d'activité moyen brut)



COR (2022) Évolutions et perspectives des retraites en France, Rapport annuel du COR.

La baisse de coût du travail

1. Modification du mode de financement

1980ˢ : déplafonnement des cotisations
1990ˢ : CSG, allègements de cotisations

2. Baisse de la dépense

Baisse de la générosité des retraites
Maîtrise des dépenses de santé

3. Finalement baisse des salaires directs

Auto-entrepreneurs
Pouvoirs de négociations

Réforme de la santé

Tous les moyens sont bons

Contractualisation, parcours de soin
Franchises, ONDAM

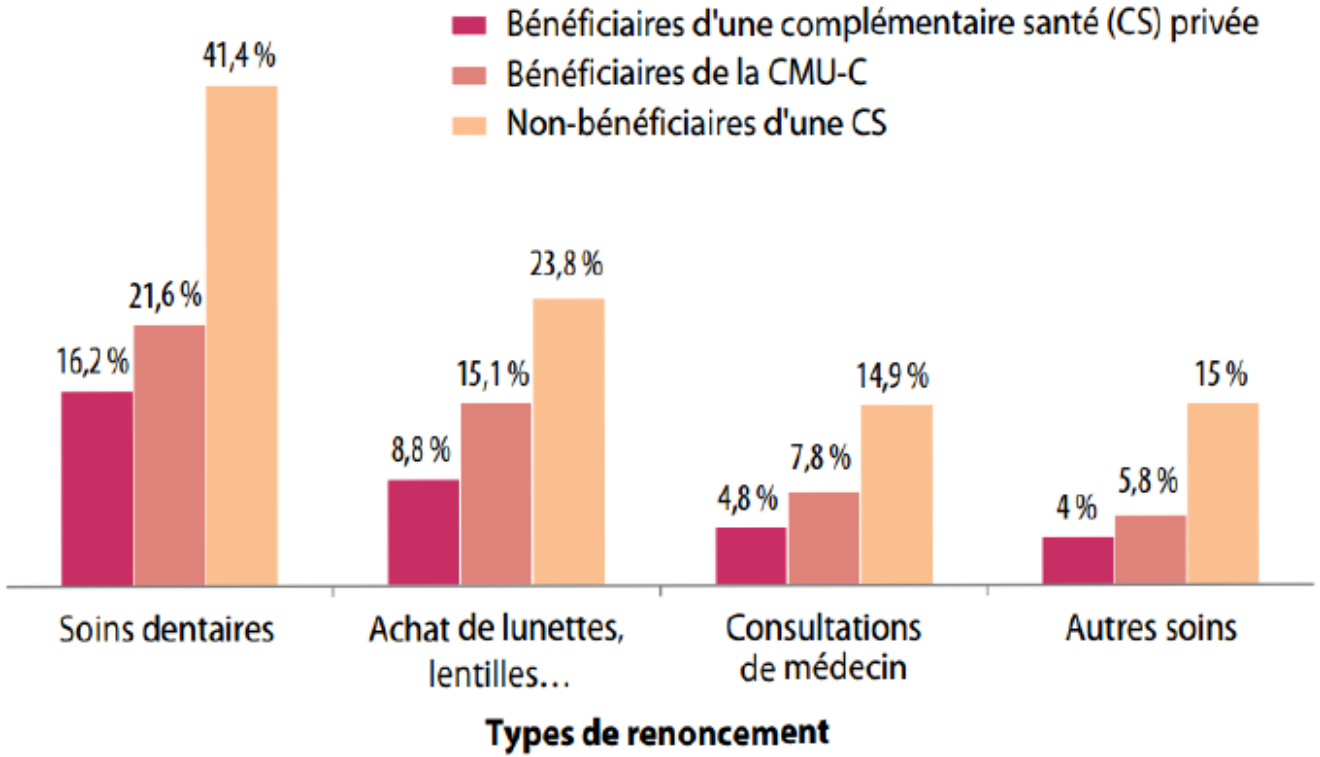
Transfert implicite sur les mutuelles

Limitation tarifs conventionnés, dépassements d'honoraires
Mise en concurrence des mutuelles → sélection
ANI de 2013 (2016) → sélection +++

Une inégalité d'accès aux soins

Importance du non recours pour raison financière
Objectivé non uniquement pour optique et dentaire

Renoncement aux soins



Célant N., Dourgnon P., Guillaume S., Pierre A., Rochereau T. , Sermet C. (2014), «L'Enquête Santé et Protection Sociale (ESPS) 2012 », Questions d'Economie de la Santé, n°198.

Renoncement aux soins

Table 1 Multivariable logistic regression results for physician visit rates of participants who report having forgone health care and their counterparts, CONSTANCES study, France, 2016

	Odds ratios	
	OR	CI (95%)*
General practitioner	0.83	0.73–0.93
Dentist	0.71	0.68–0.75
Dermatologist	0.81	0.78–0.85
Ophthalmologist	0.85	0.82–0.89
Gynecologist[a]	0.74	0.69–0.78
ENT	0.95	0.88–1.02
Psychiatrist	1.03	0.96–1.12
Pneumologist	0.82	0.71–0.94
Rheumatologist	0.95	0.89–1.03
Orthopedist	0.85	0.79–0.91
Cardiologist	0.94	0.87–1.01
Gastroenterologist	0.94	0.88–1.01
ED	1.25	1.19–1.31
Hospital admission	1.02	0.97–1.09

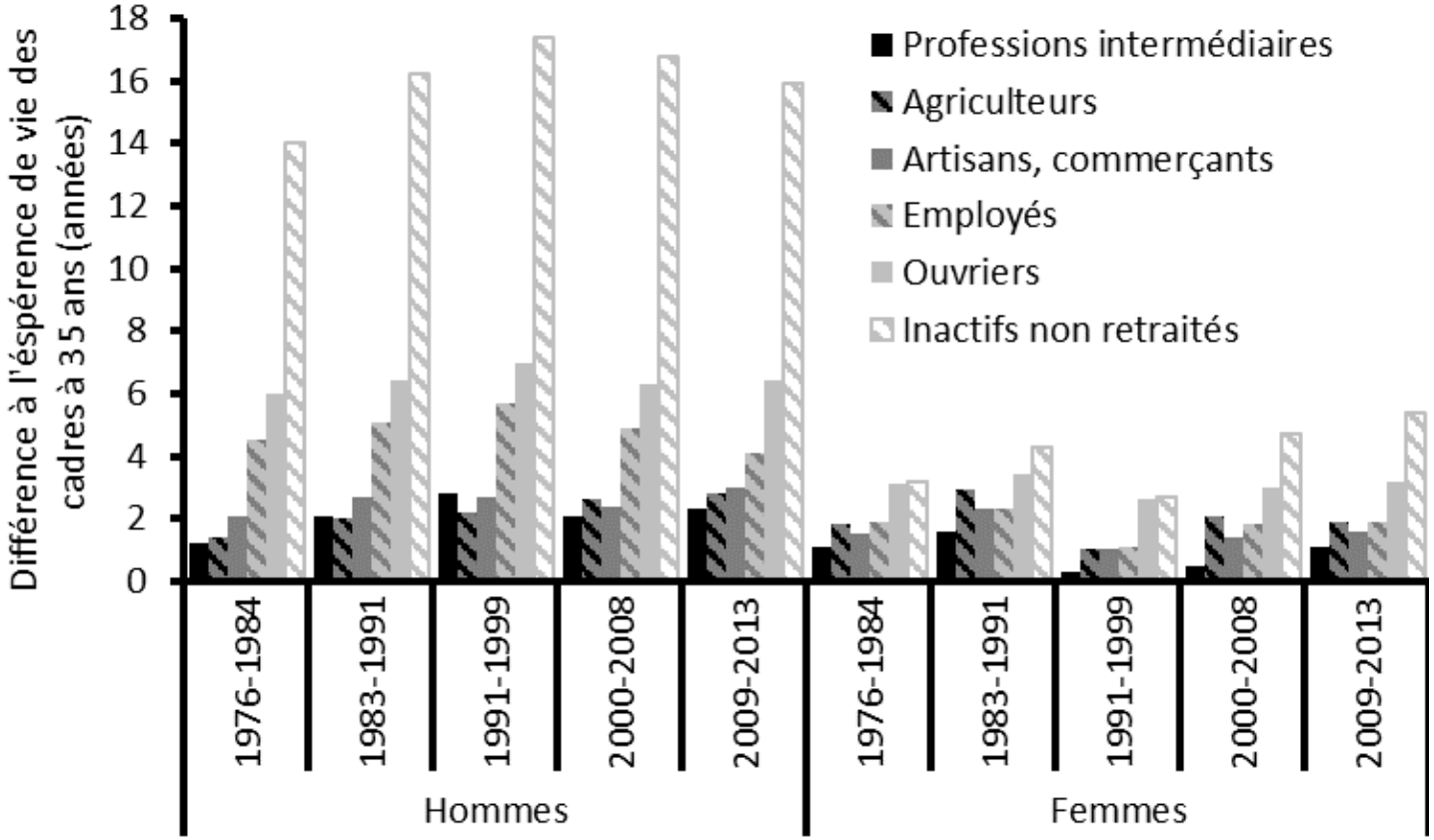
ENT eye–nose–throat specialist, *ED* emergency department

*95% confidence intervals (CI)

[a]Assessed only in the female population

Feral-Pierssens, *et al.* (2020) *Forgoing health care under universal health insurance: the case of France*, International Journal of Public Health, 65(5), 617-625

Inégalité d'accès aux soins



Source : échantillon démographique permanent, Insee

État de santé déclaré

Table II. Odds ratio associated to the determinants of the probability to report a better health status

Explanatory variables	Freq.	Model (1a)	Model (1b)	Model (1c)
Gender				
Woman	1475	1.042	1.126	1.129
Man	1191	Ref	Ref	Ref
Age				
49–54	586	4.901***	3.917***	4.27***
55–59	515	5.498***	4.415***	4.731***
60–64	364	3.937***	3.411***	3.613***
65–69	339	3.01***	2.642***	2.767***
70–74	325	2.277***	2.173***	2.303***
75–79	259	1.448**	1.427**	1.467**
≥80	278	Ref	Ref	Ref

Alain Trannoy, Sandy Tubeuf, Florence Jusot, Marion Devaux (2010) "Inequality of opportunities in health in France: A first pass", Health Economics, vol. 19, pp. 921–938

État de santé déclaré

Table II. Odds ratio associated to the determinants of the probability to report a better health status

Explanatory variables	Freq.	Model (1a)	Model (1b)	Model (1c)
Education level				
No diploma	494		Ref	Ref
Elementary level diploma	694		1.589***	1.468***
Secondary level diplomas	823		1.989***	1.608***
Baccalauréat (A-levels)	655		4.171***	2.742***
Descendants' occupation				
Senior managers and professionals	468			2.32***
Technicians and associate professionals and armed forces	552			2.127***
Office clerks and service workers and shop and market sales workers	588			1.642***
Skilled agricultural and fishery workers	167			1.473**
Craftsmen and skilled workers	467			1.129
Elementary occupations and unskilled workers	266			Ref
Homemakers	158			1.206

Alain Trannoy, Sandy Tubeuf, Florence Jusot, Marion Devaux (2010) "Inequality of opportunities in health in France: A first pass", Health Economics, vol. 19, pp. 921–938

État de santé déclaré

Table II. Odds ratio associated to the determinants of the probability to report a better health status

Explanatory variables	Freq.	Model (1a)	Model (1b)	Model (1c)
Fathers' occupation				
Senior managers and professionals	406	1.834***	1.27	1.179
Technicians and associate professionals and armed forces	275	1.779***	1.22	1.122
Office clerks and service workers and shop and market sales workers	197	1.476**	1.165	1.136
Skilled agricultural and fishery workers	625	1.173	1.205	1.194
Craftsmen and skilled workers	970	1.061	0.987	0.985
Elementary occupations and unskilled workers	193	Ref	Ref	Ref
Mothers' occupation				
Senior managers, professionals and technicians	271	1.113	0.942	0.904
Office clerks and service workers and shop and market sales workers	282	1.376**	1.287*	1.219
Skilled agricultural and fishery workers	372	0.937	0.994	1.013
Craft and related trades workers	223	1.139	1.086	1.098
Elementary occupations and unskilled workers	255	0.784*	0.793*	0.796*
Homemakers	1263	Ref	Ref	Ref
Fathers' longevity				
Relative longevity of deceased father	2316	1.007***	1.005*	1.004
Alive father	350	1.402***	1.37**	1.349**
Mothers' longevity				
Relative longevity of deceased mother	1862	1.008**	1.005*	1.005*
Alive mother	794	1.164	1.076	1.063

Alain Trannoy, Sandy Tubeuf, Florence Jusot, Marion Devaux (2010) "Inequality of opportunities in health in France: A first pass", Health Economics, vol. 19, pp. 921–938

La baisse de coût du travail

1. Modification du mode de financement

1980^{s} : déplafonnement des cotisations
1990^{s} : CSG, allègements de cotisations

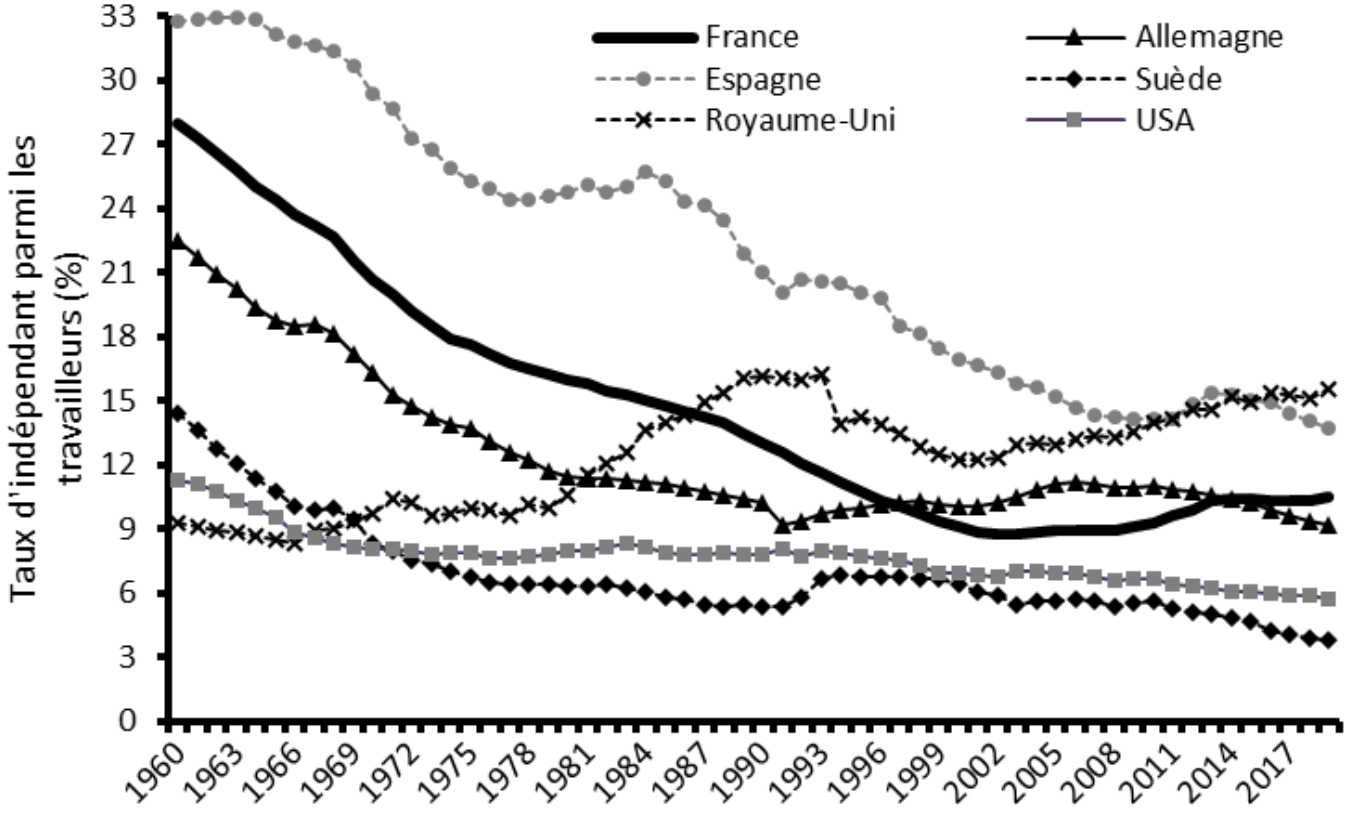
2. Baisse de la dépense

Baisse de la générosité des retraites
Maîtrise des dépenses de santé

3. Finalement baisse des salaires directs

Auto-entrepreneurs
Pouvoirs de négociations

Création politique d'indépendants



Source : AMECO database, Commission européenne

Contournement du salariat

Externalisation

Externalisation vers entreprises de services aux entreprises
Séparation des salariés selon les tâches/qualifications
Jusqu'au niveau individuel : travailleurs autonomes
Reclassification : Californie, France…

Développement de contrats dérogatoires

Allemagne : mini-jobs (or sécurité sociale, temps limité)
UK : contrats zéro heure (à la tâche, à disposition)
France : auto-entrepreneur (autonome simplifié)

Après une reclassification

Interview de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail, à Europe 1 le 5 mars 2020

Sonia Mabrouk: *Un chauffeur Uber est un salarié et non un indépendant, décision coup de tonnerre de la Cour de cassation, plus haute juridiction française. Est-ce que ça va dans le bon sens, selon vous ?*

Muriel Pénicaud : *Alors, la Cour de cassation, elle juge en droit, et ce qu'elle dit, et qui est très vrai, c'est qu'aujourd'hui, dans le droit du travail, soit on est un salarié, soit on est un travailleur indépendant. (…) Et donc, je pense que la Cour de cassation, elle montre bien, ce qui est ma conviction, c'est qu'il faut inventer des règles, qui permettent la liberté et la protection, pour protéger les travailleurs, et pour ceux qui veulent être indépendants, qu'ils puissent rester indépendants, en étant protégés, tout en donnant un cadre qui est clair pour les plateformes.*

La baisse de coût du travail

1. Modification du mode de financement

1980^{s} : déplafonnement des cotisations
1990^{s} : CSG, allègements de cotisations

2. Baisse de la dépense

Baisse de la générosité des retraites
Maîtrise des dépenses de santé

3. Finalement baisse des salaires directs

Auto-entrepreneurs
Pouvoirs de négociations

La "révolution" néoclassique

Margaret Thatcher 1979

Employment acts 1980, 1982, 1988, 1990
Trade Union act 1984
La grève des mineurs de 1984-1985

Ronald Reagan 1980

Licenciement de 11 345 contrôleurs aériens en 1981
Gel du salaire minimum de 1981 à 1989 (baisse en réel)

Ailleurs…

Principe de décentralisation des négociations
France, ambiguité des lois Auroux (1982), puis renforcement
Réformes Harz en Allemagne 2003-2005

Baisse des pouvoirs de négociation

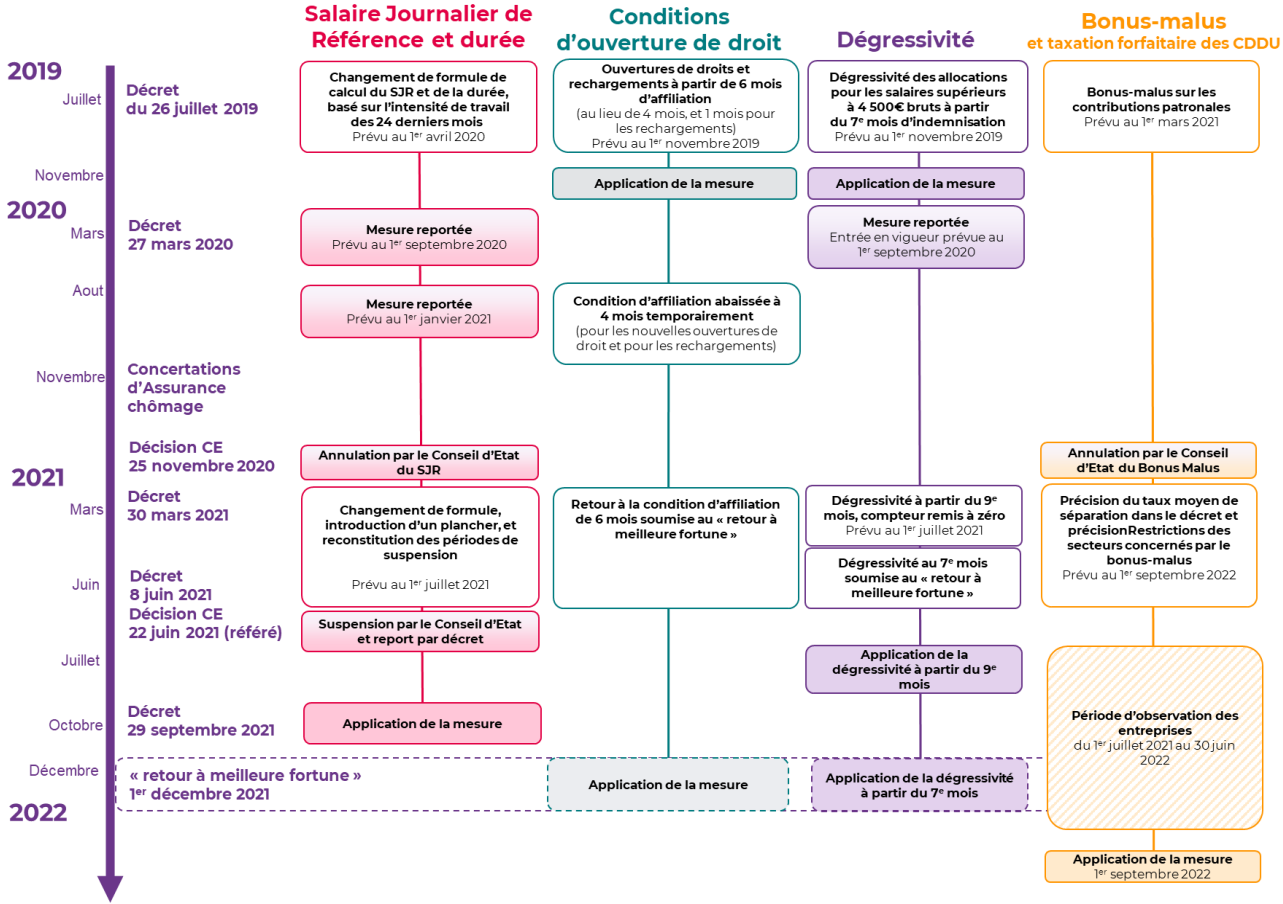
Modification du rapport de force

Chute de la menace communiste
Internationalisation de la chaîne de valeur
Changements technologiques
Hausse du chômage

D'importantes modifications des protections

Sur le modèle de l'Allemagne des années 2000
→ *avec forte croissance des inégalités et de la pauvreté*
Décentralisation des négociations collectives
Inversion de la hiérarchie des normes
Diminution de la générosité des allocations chômage

Des réformes récentes en France



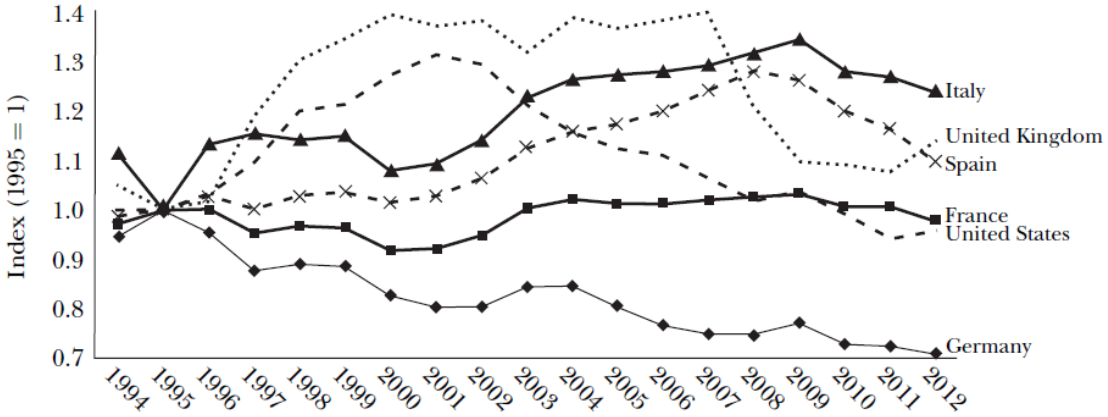
Source : Unedic

Allocation chômage et négociation

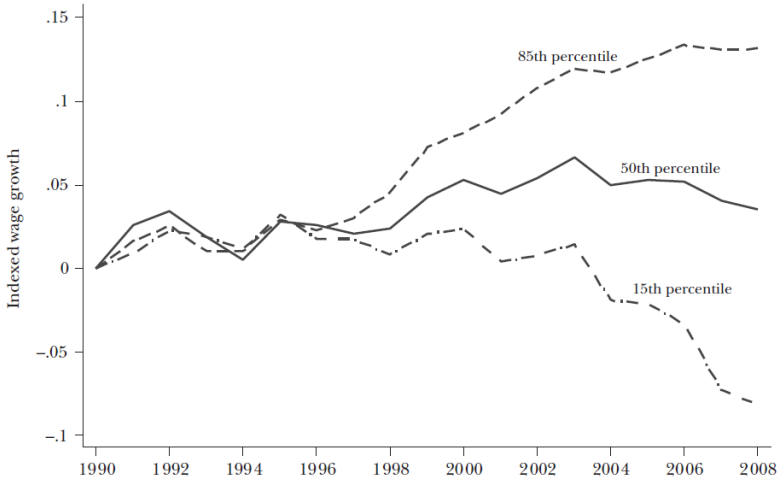
Les réformes Hartz – 2003 - 2005

Grand nombre de réformes, principalement chômage
Durcissement des conditions "d'emplois acceptables"
Réduction de la durée d'indemnisation

Evolution of Competition-Weighted Relative Unit Labor Costs, Selected Countries, 1994–2012



Indexed Wage Growth of the 15th, 50th, 85th Percentiles, West Germany, 1990–2008

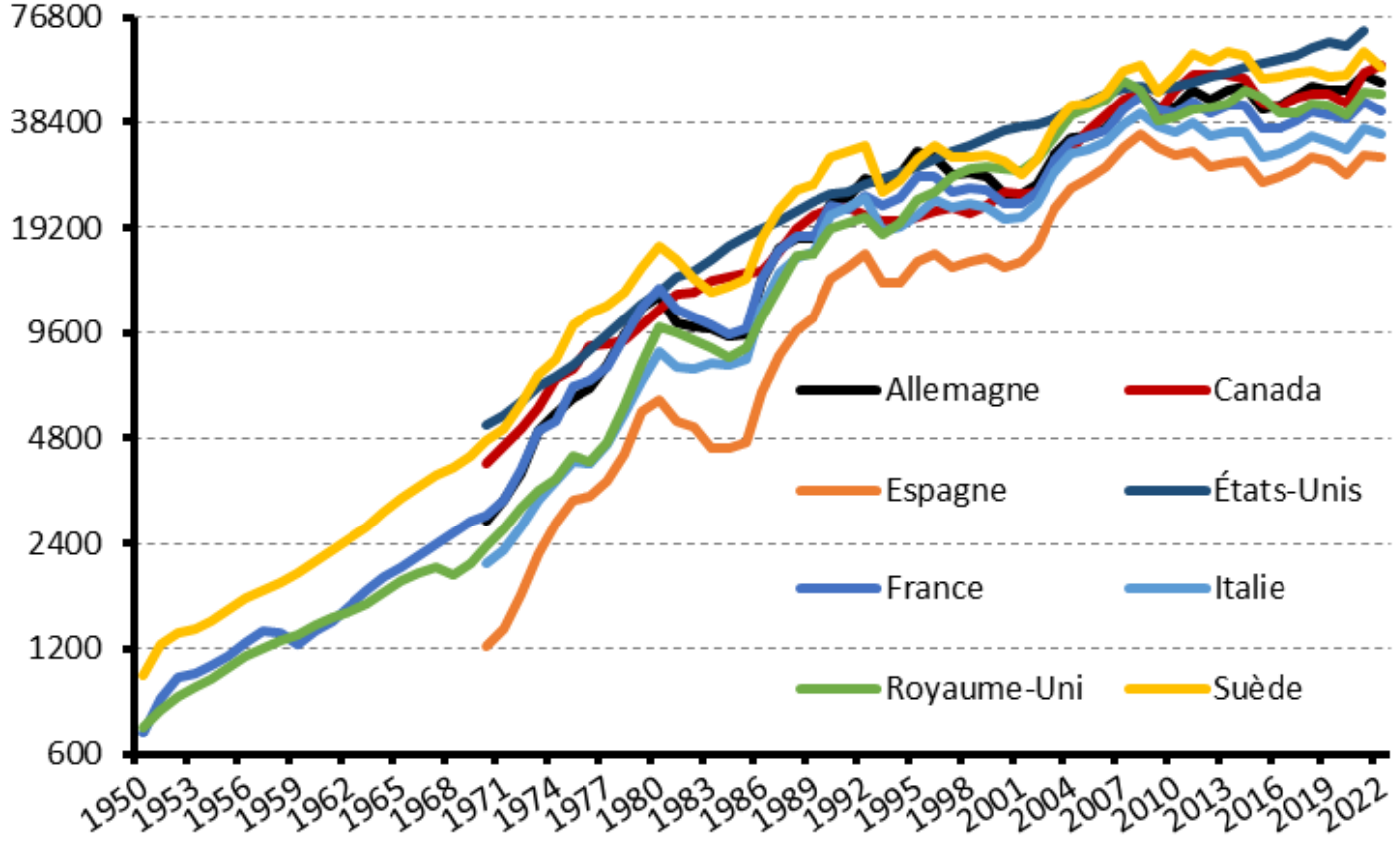


C. Dustmann, B. Fitzenberger, U. Schönberg, A. Spitz-Oener (2014) From Sick Man of Europe to Economic Superstar: Germany's Resurgent Economy, Journal of Economic Perspectives, 28(1), 167–188

Plan de la session

1. Croissance de long terme
2. Régimes de croissance
3. ***Croissance et bien-être***
4. Évolution des inégalités

PIB par habitant (en $ courants)



Source : OCDE

Mesurer la valeur produite

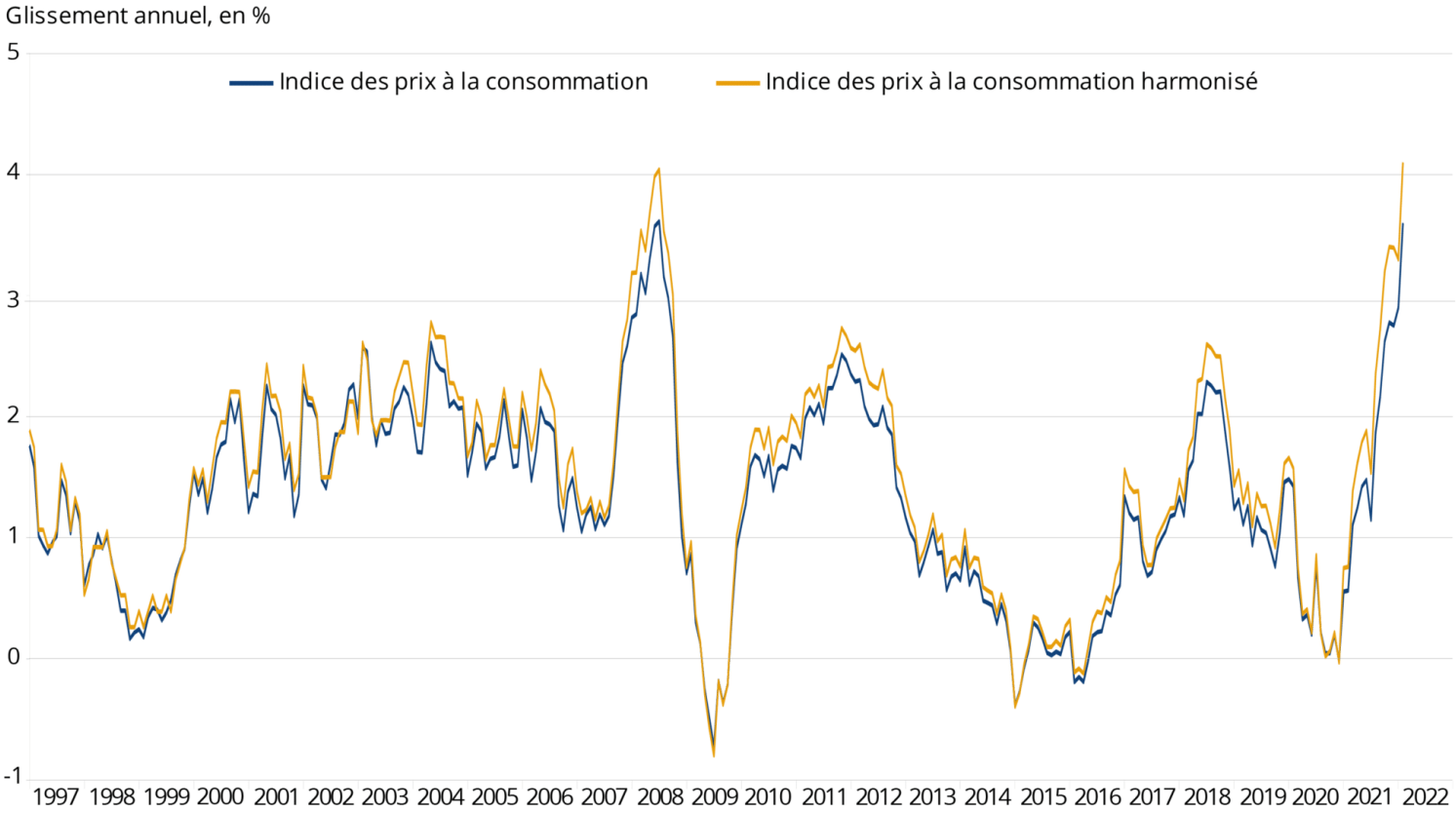
Évolution hétérogène de la production

Augmentation forte des services de films et séries
Augmentation faible des consommations de restauration
Diminution des voyages touristiques
Quelle évolution de la production totale ?
Besoin de comparer les valeurs des uns et des autres
→ Évaluation à la valeur de marché

Idée que la disposition à payer révèle la valeur

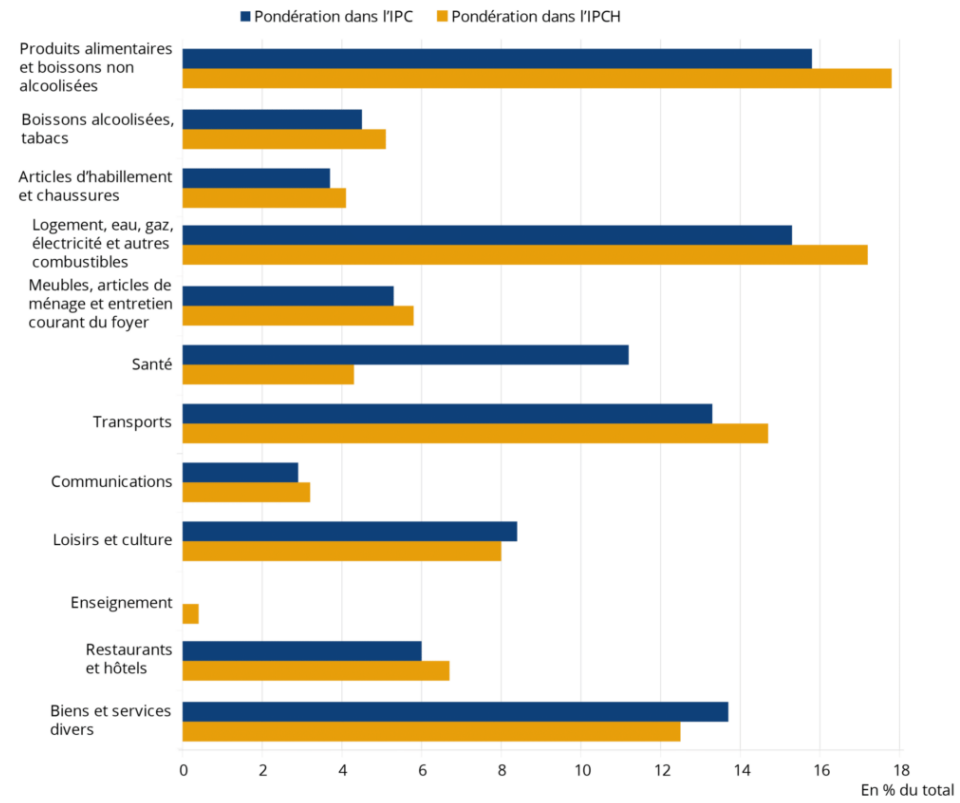
Prix dépendent de la concurrence sur les marchés
Valeur de marché basse des services essentiels COVID
Disposition à payer fonction utilité et capacité de paiement
Survalorisation des croissances de biens de luxe

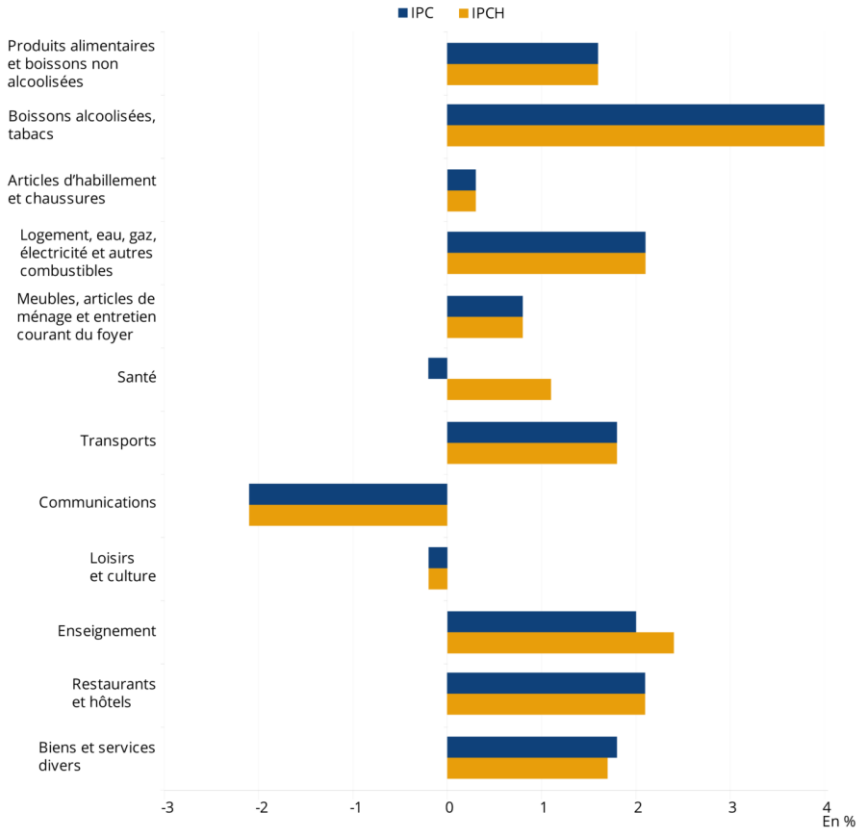
Contour des indicateurs d'inflation



https://blog.insee.fr/ipc-vs-ipc-harmonise-sante-et-energie-comptent/

Contour des indicateurs d'inflation





https://blog.insee.fr/ipc-vs-ipc-harmonise-sante-et-energie-comptent/

Mesurer la valeur de la qualité

Croissance en quantité *vs* qualité

Capacité de produire plus de voitures, de smartphones…

→ *valorisation de la production en volume*

Autant de voitures, qualité↑ ; performances smartphones↑

→ *Valoriser la hausse de qualité*

Mesure de la qualité via l'indice des prix

La prise en compte se fait *via* la mesure de l'inflation

Mesure de la production en valeur monétaire

Mais nécessité de séparer dans le prix la qualité de l'inflation

Mesure de l'inflation, retirée du prix → croissance réelle

Mesurer l'inflation et la qualité

Période 1

Variété *A*, prix P_{A1}

Variété *B*, prix P_{B1}

Mesurer l'inflation et la qualité

Mesurer l'inflation et la qualité

Mesure de l'inflation : P_{B2} / P_{B1}

Mesure de l'augmentation de qualité : P_{C2} / P_{B2}

Débats sur les prix et la croissance

Pour Philippe Aghion, croissance sous-estimée

- Argument basé sur l'évolution des parts de marchés
- Produit de meilleur qualité gagne des parts de marché
- Sous-estimation de cet effet → sous estimation de la qualité

Possibilité d'arguments contraires

- Cycle de vie d'innovations, monopole innovant (Schumpeter)
- Prix de monopole, baisse quand rentabilisé & dépassé
- Sur-correction qualité → sous-estimation de l'inflation

Prise en compte des services gratuits ?

- Problème de valorisation des services gratuits
- Génère de la valeur commerciale (données, publicité…)

Les biens et services hors marché

Les services publics

Gratuits ou à prix régulé → sous-estimation de la valeur
Les services publics valorisés à leur coût
Infirmière*s* française*s* mal payé*es* → services infirmiers ↓
Évolution des services publics mal pris en compte dans le PIB

La production nette

Production nette doit soustraire la destruction de valeur
Notamment les destructions environnementales
Ressources : production ou utilisation de richesses ?
Pollution, réchauffement → production négative ?

Plan de la session

1. Croissance de long terme
2. Régimes de croissance
3. Croissance et bien-être
4. ***Évolution des inégalités***

Une difficile mesure des inégalités

Indicateurs simples de dispersion en haut

Part des 10% les plus riches, des 1 %, des 0,1 % …
À quel point les plus riches sont différents

Indicateurs simples de dispersion au milieu

Quantiles : revenu t.q. *x* % en dessous et 100-*x* % au dessus
x=1 → centile ; *x*=10 → décile ; *x*=25 → quartile ; *x*=50 → médiane
Rapport interquartile rapport interdécile

Indicateurs simples de dispersion en bas

La médiane représente la « norme » (plus que la moyenne)
Part des ménages « loin » de la norme → pauvreté
60 % du niveau de vie médian

Le coefficient de GINI

Prendre en compte toute la distribution

Mais la synthétiser dans un seul nombre

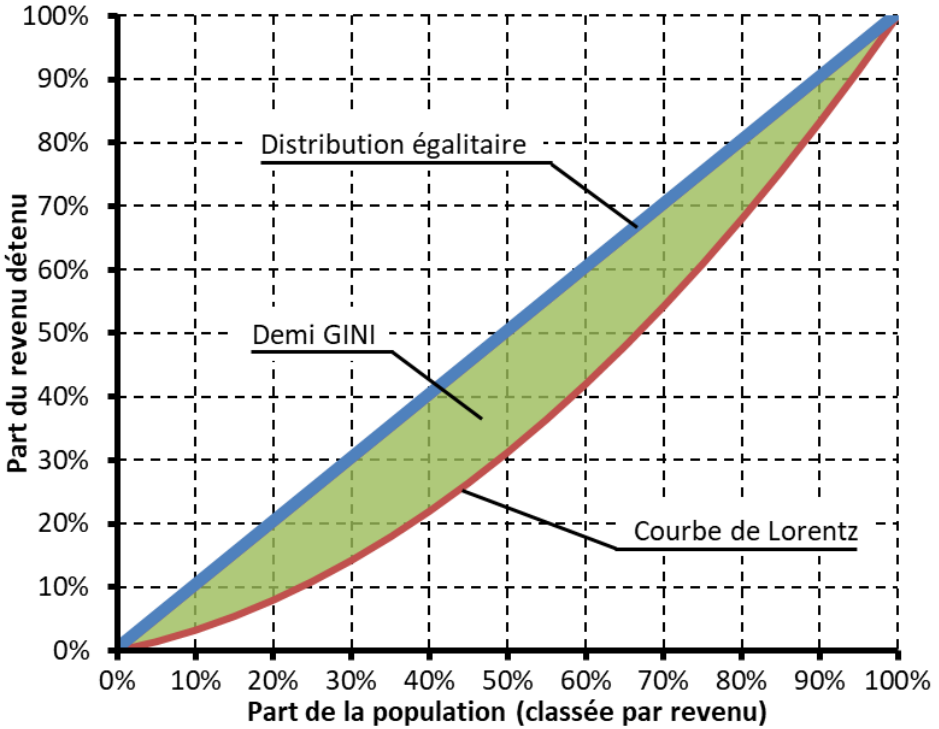
Courbes de Lorentz

Part du revenu
des *x* % les plus pauvres

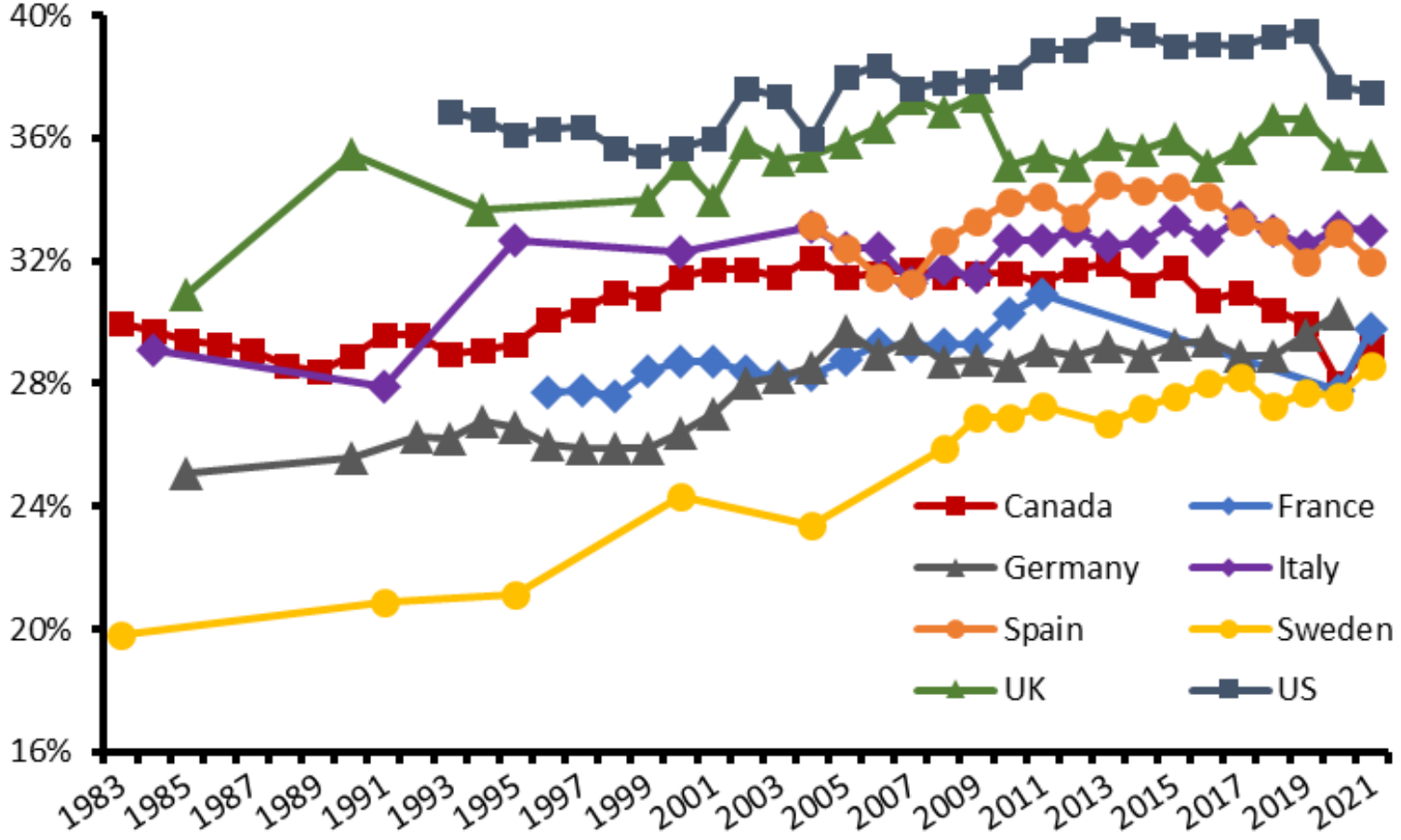
Comparé à la courbe
de Lorentz égalitaire

Si égalitaire
pas de différence = 0

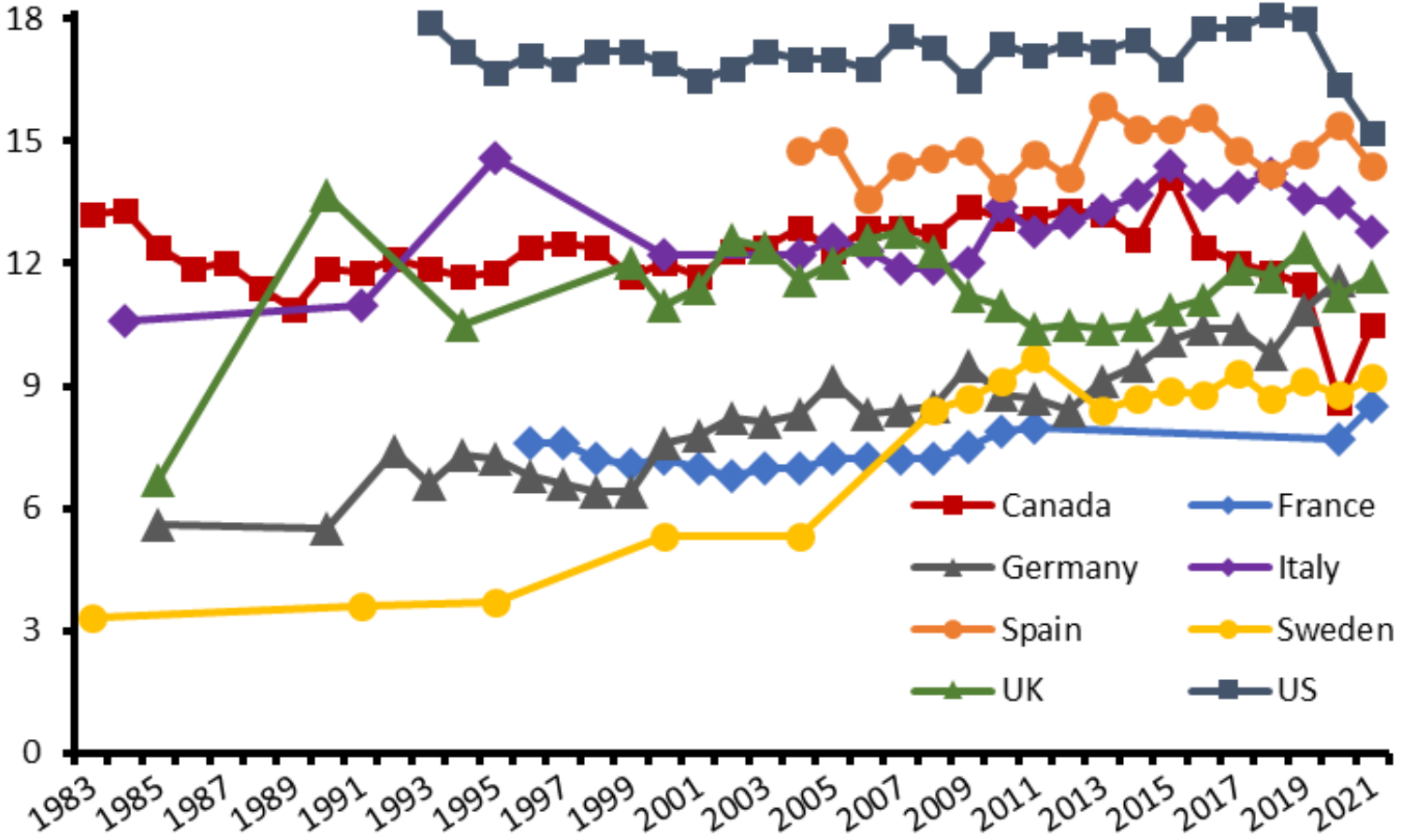
Si une personne a tout
Aire demi carré = 0,5
multiplié par 2 = 100 %



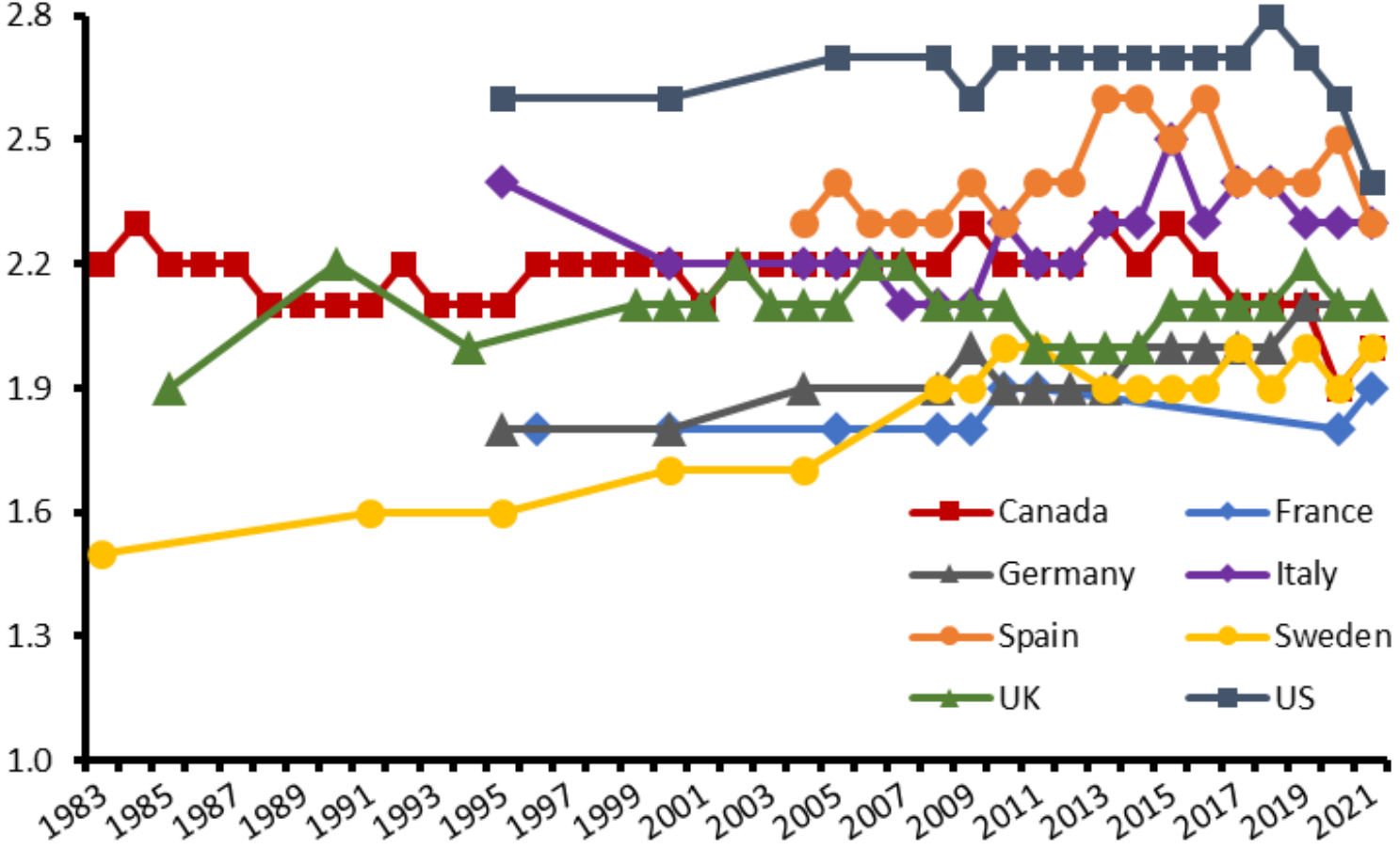
Coefficient de Gini (OCDE)



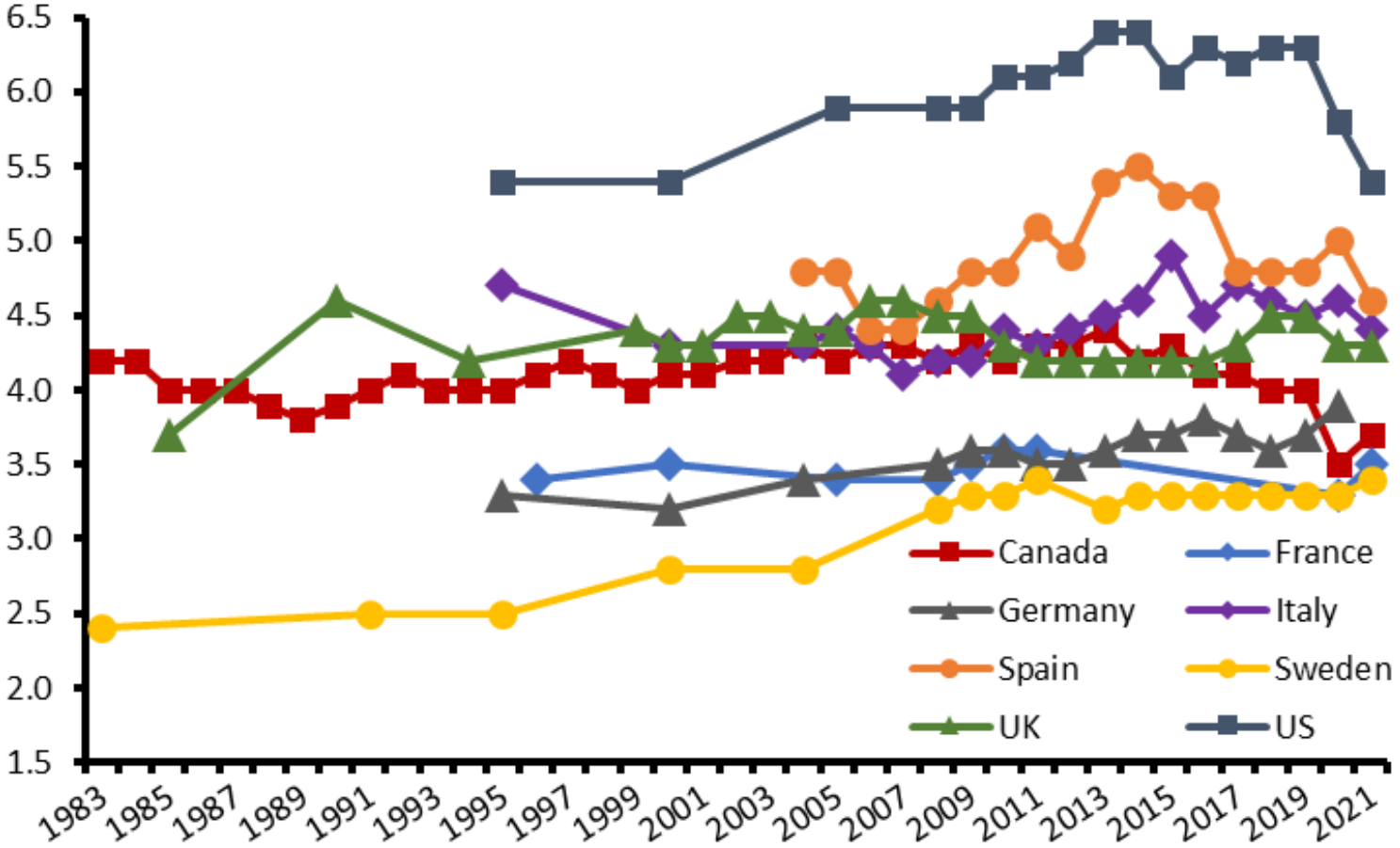
Taux de pauvreté (OCDE)



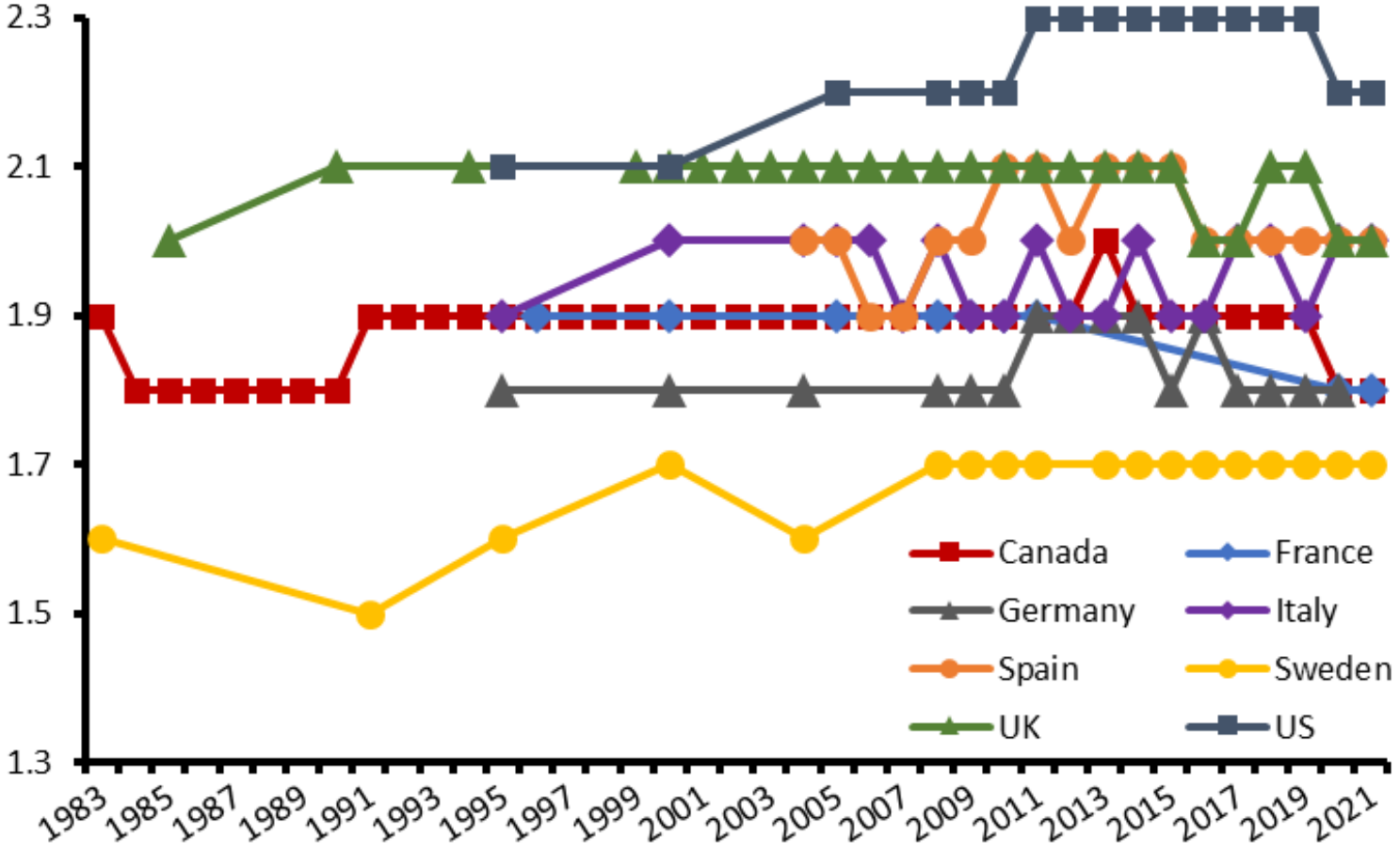
D5/D1 (OCDE)


2.8
2.5
2.2
1.9
1.6
1.3
1.0
1983
1985
1987
1989
1991
1993
1995
1997
1999
2001
2003
2005
2007
2009
2011
2013
2015
2017
2019
2021
Canada
France
Germany
Italy
Spain
Sweden
UK
US

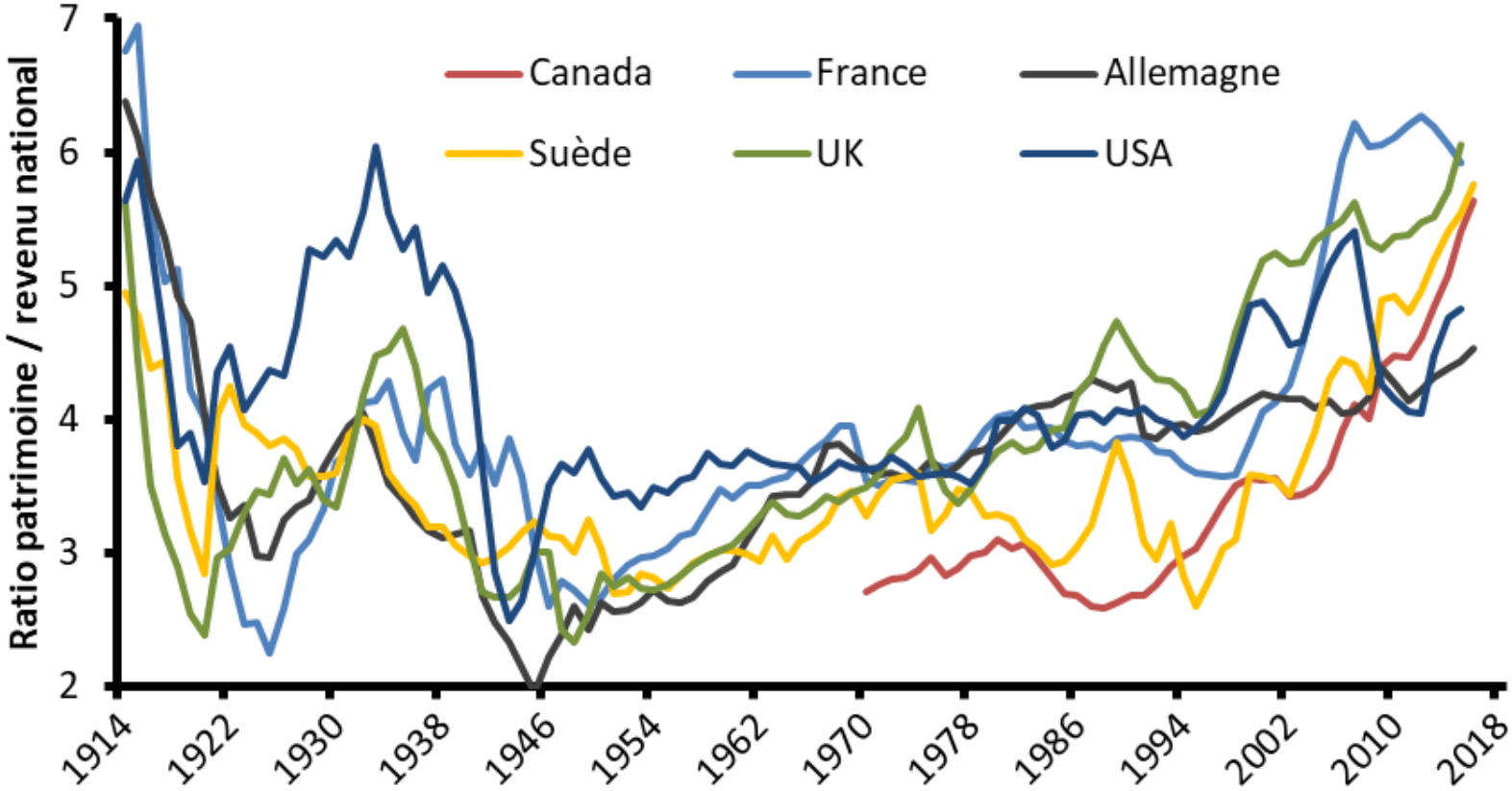
D9/D1 (OCDE)


6.5
6.0
5.5
5.0
4.5
4.0
3.5
3.0
2.5
2.0
1.5
1983
1985
1987
1989
1991
1993
1995
1997
1999
2001
2003
2005
2007
2009
2011
2013
2015
2017
2019
2021
Canada
France
Germany
Italy
Spain
Sweden
UK
US

D9/D5 (OCDE)

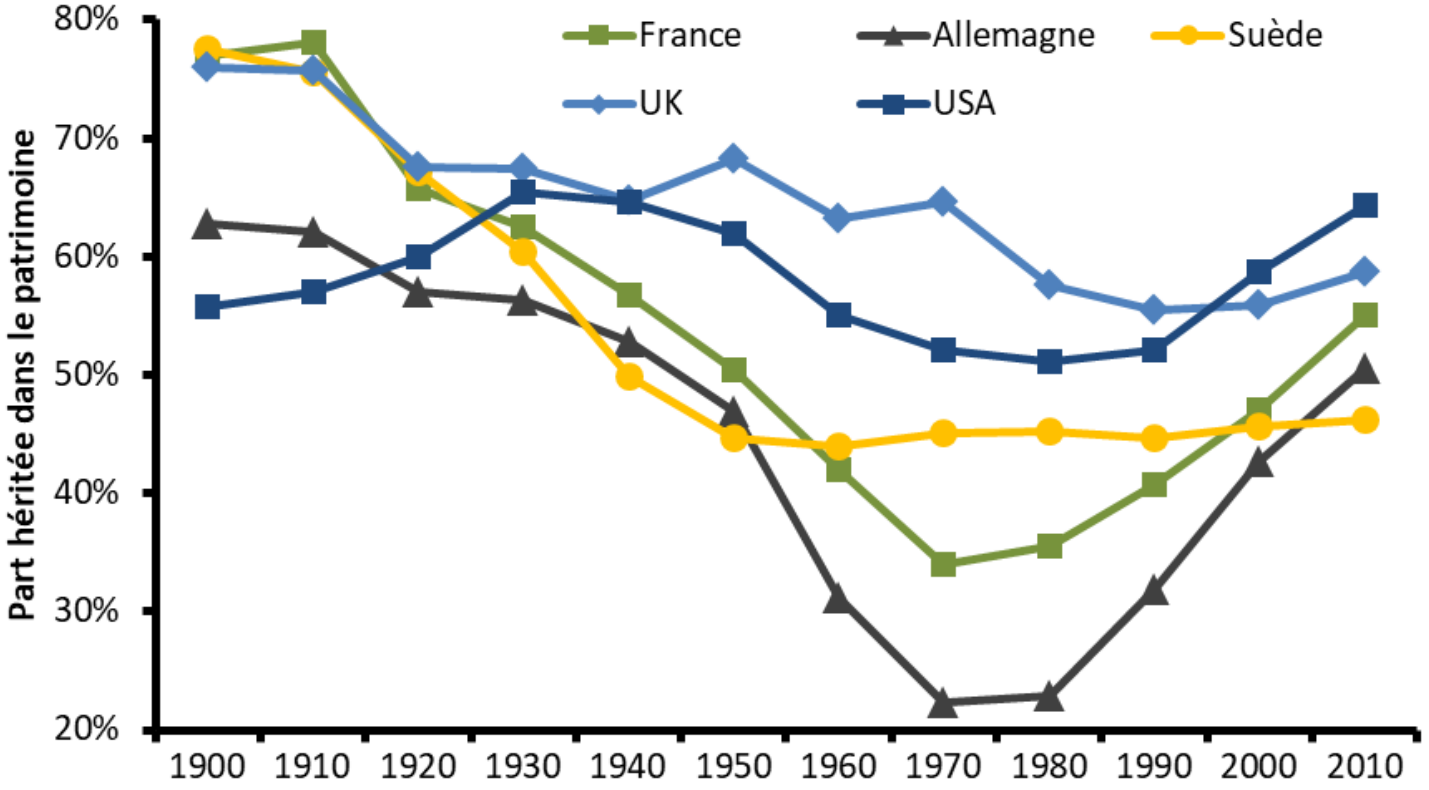

2.3
2.1
1.9
1.7
1.5
1.3
1983
1985
1987
1989
1991
1993
1995
1997
1999
2001
2003
2005
2007
2009
2011
2013
2015
2017
2019
2021
Canada
France
Germany
Italy
Spain
Sweden
UK
US

L'importance du patrimoine



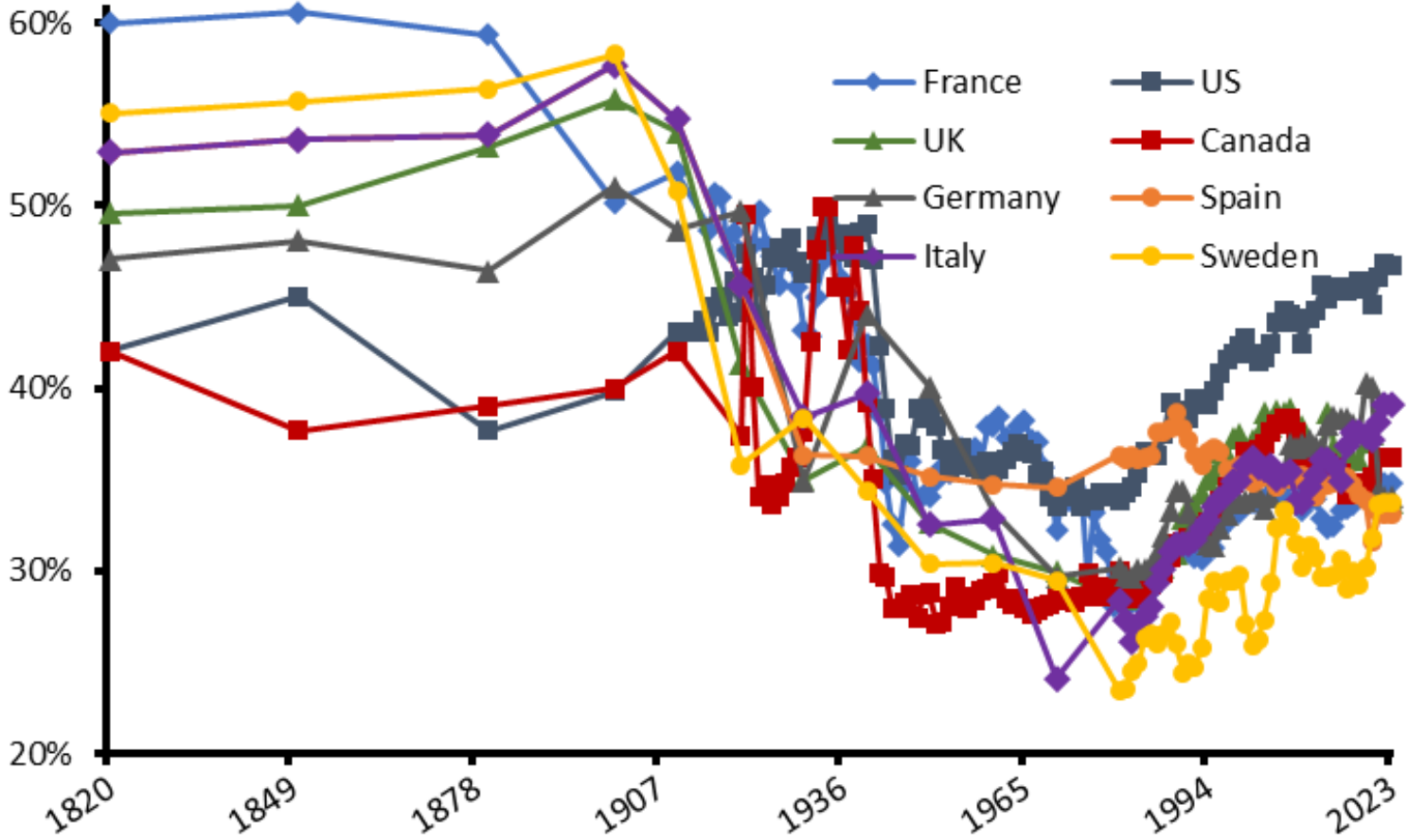
Source : World Inequality Database (wid.world)

La part de patrimoine hérité

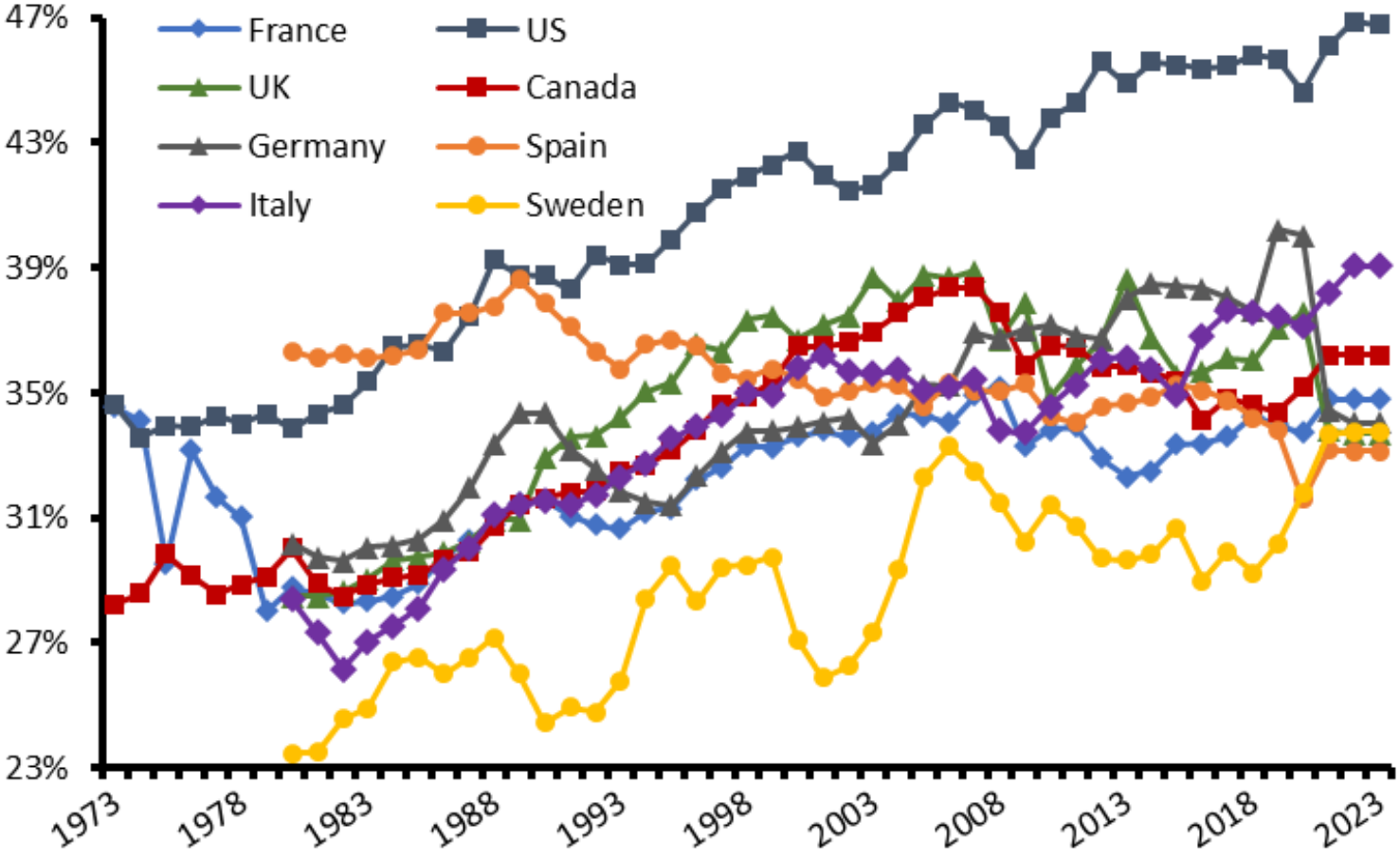


Source : Alvaredo, Garbinti, Piketty (2017) *On the Share of Inheritance in Aggregate Wealth: Europe and the USA, 1900–2010*, Economica, vol. 84, pp. 239-260

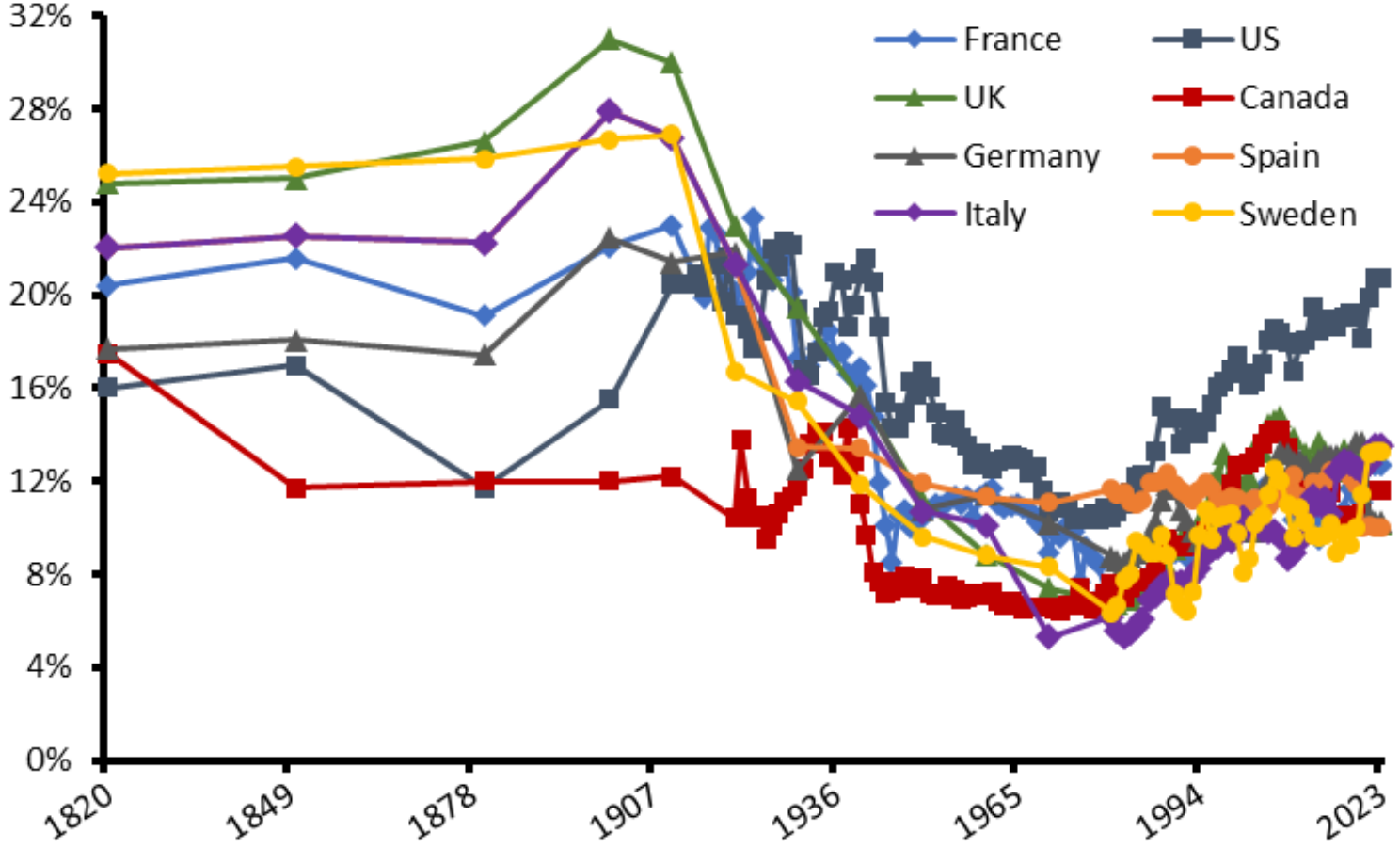
Part du revenu des 10% (WID)



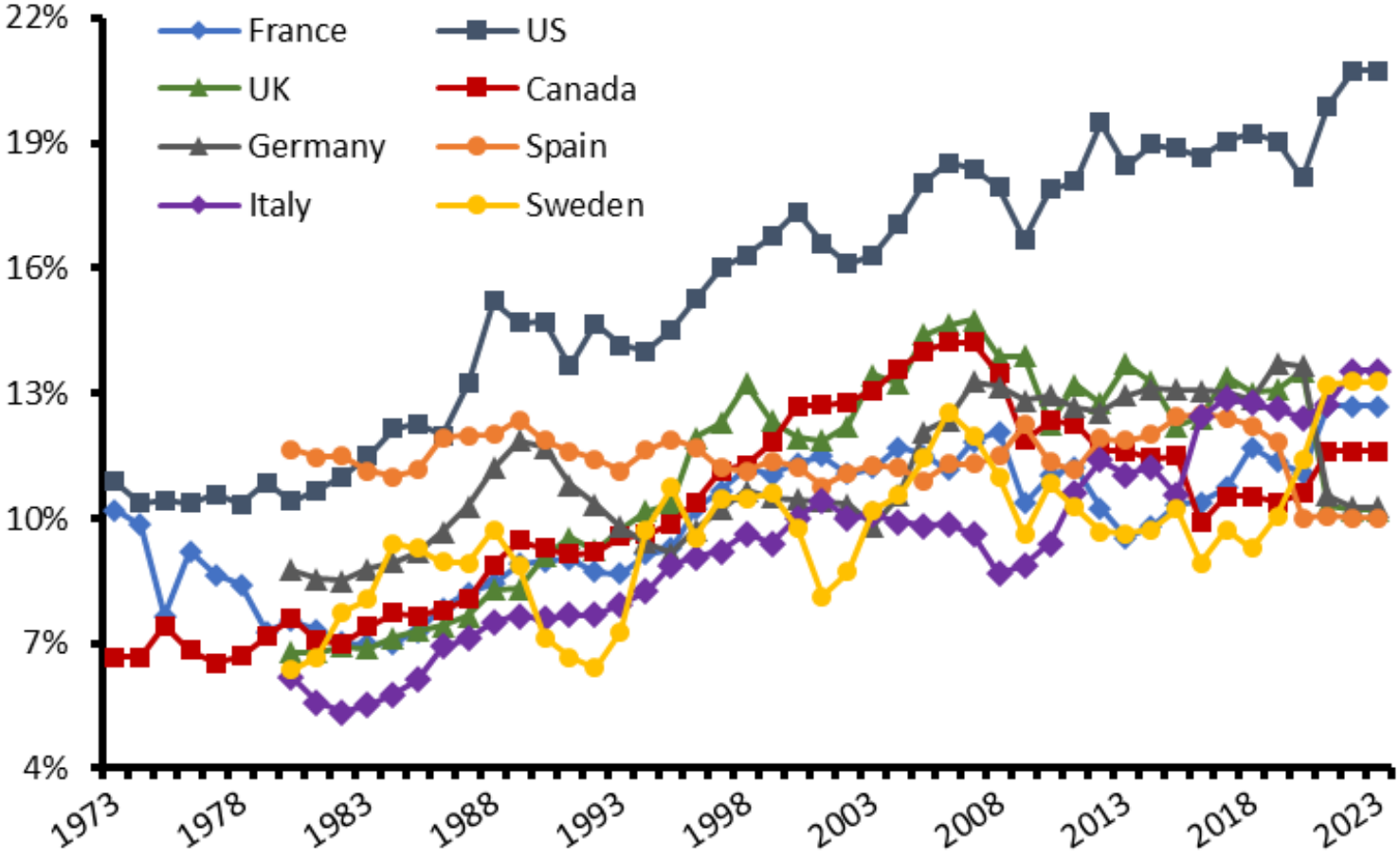
Part du revenu des 10% (WID)



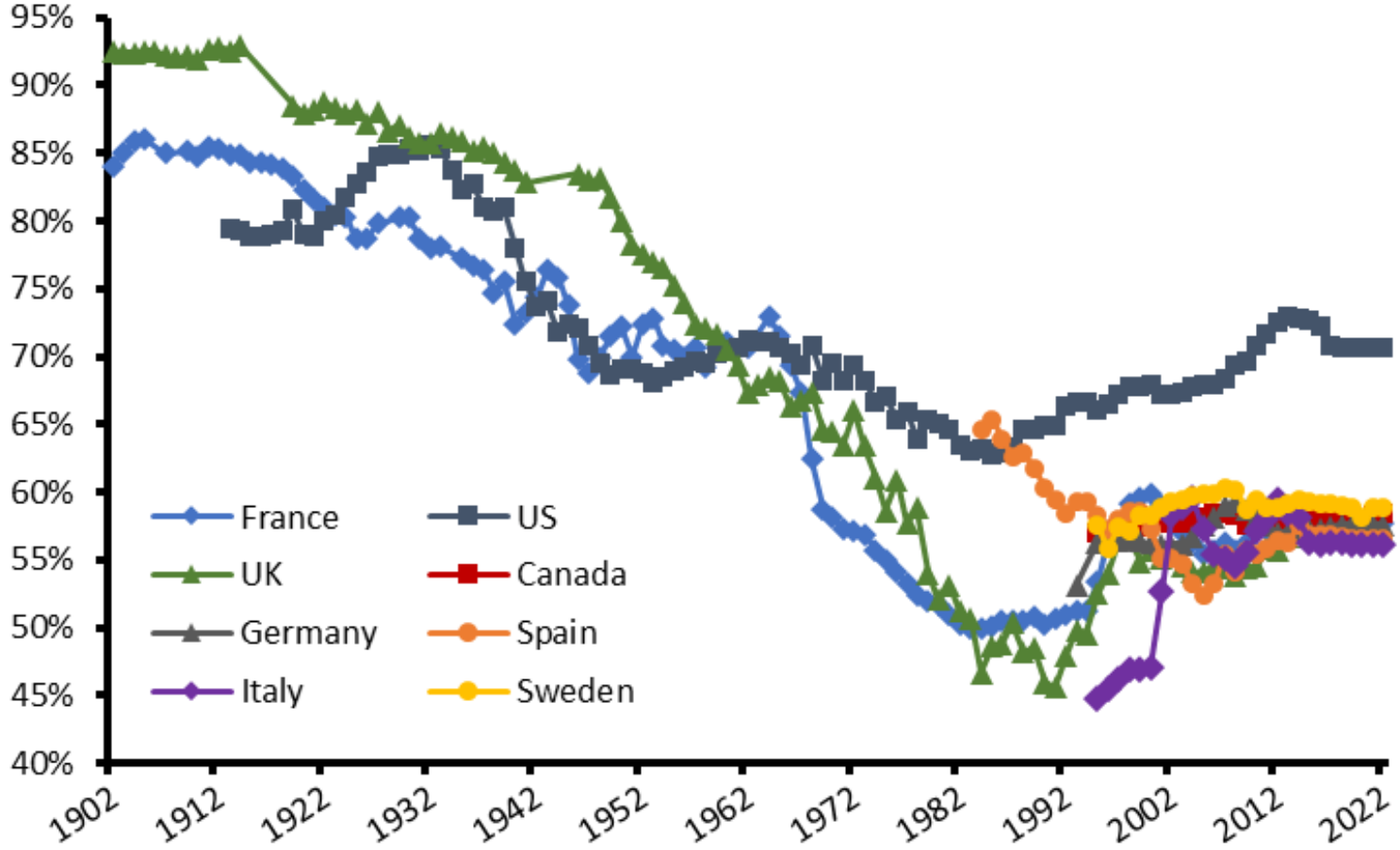
Part du revenu des 1% (WID)



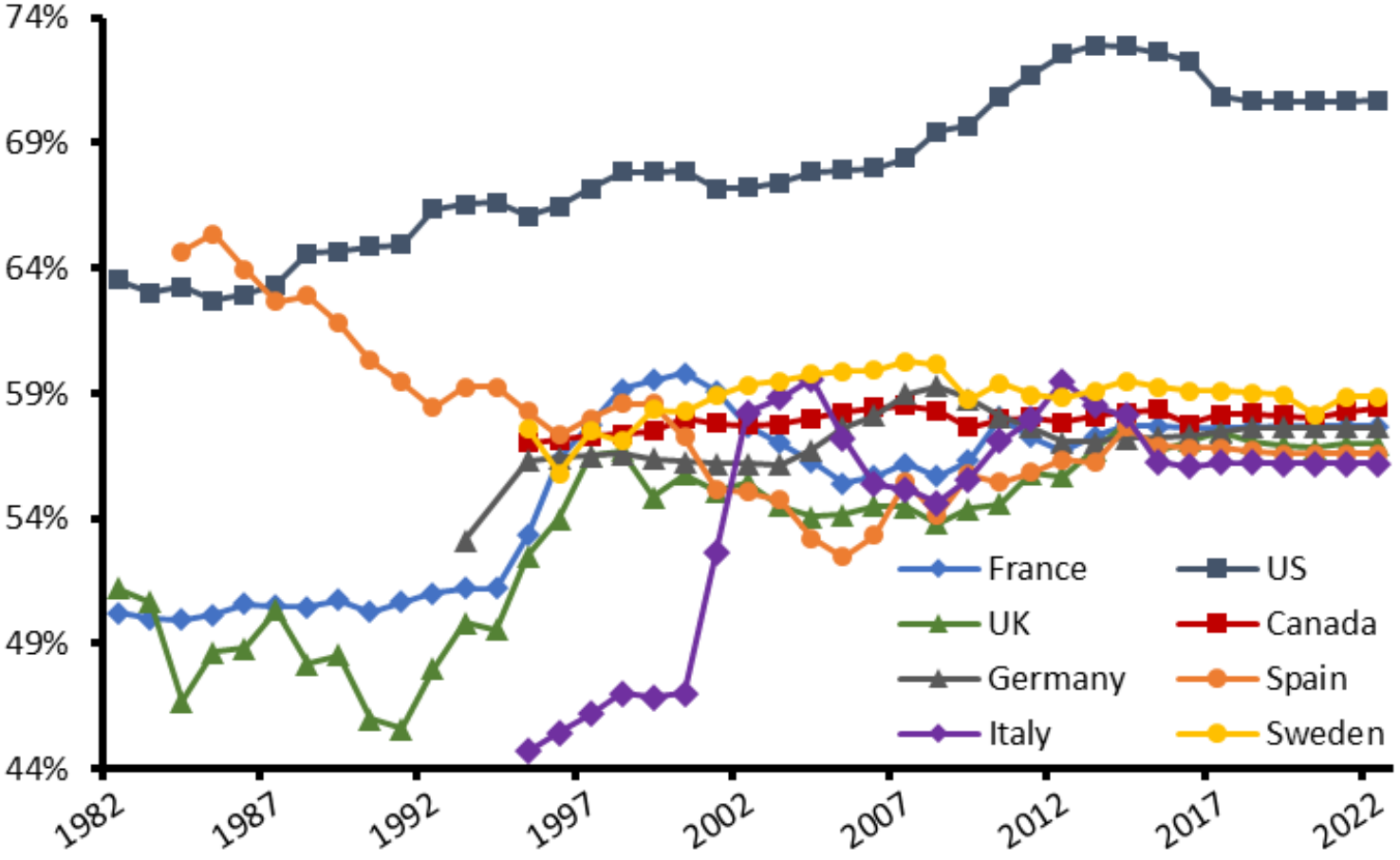
Part du revenu des 1% (WID)



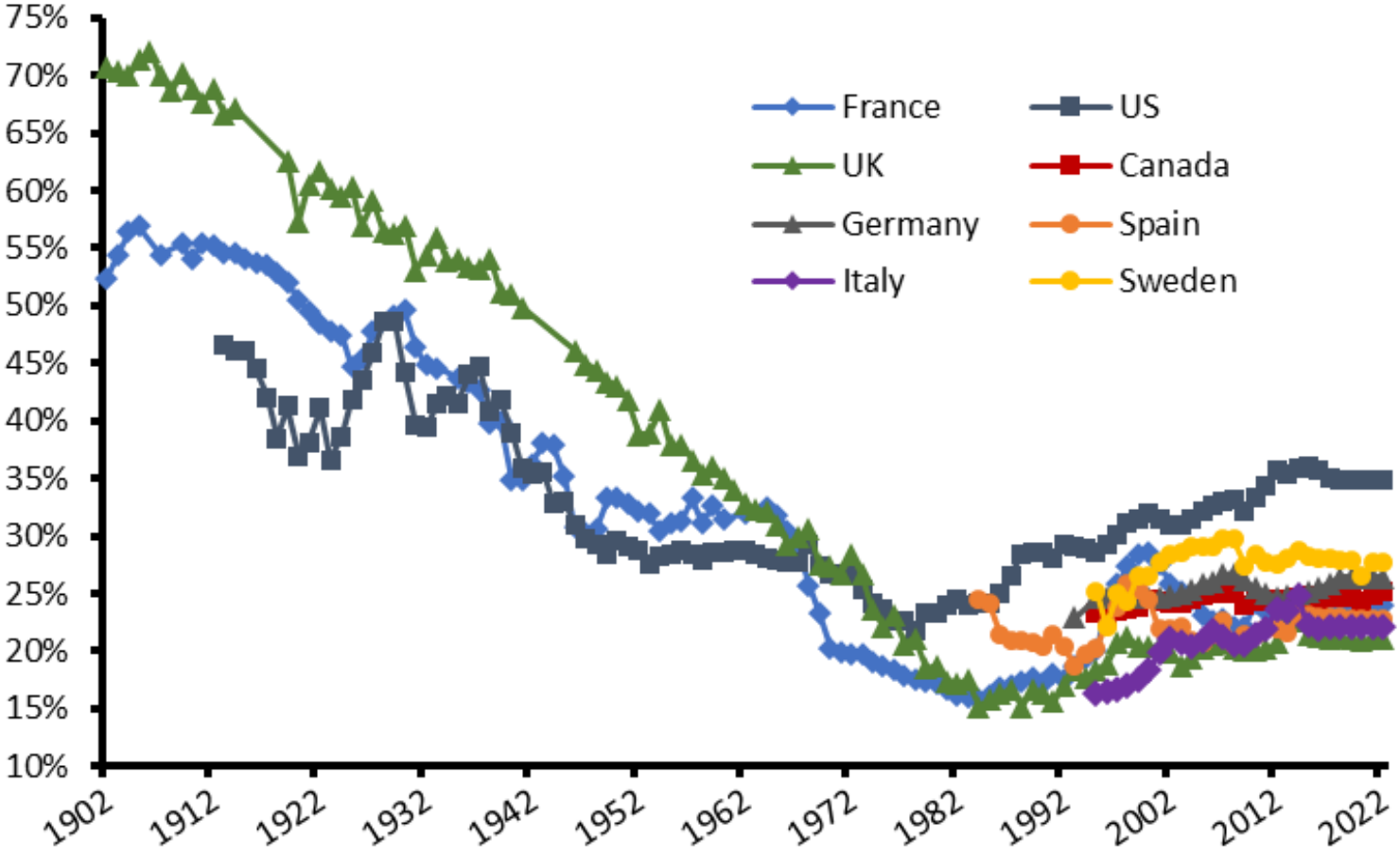
Part du patrimoine des 10% (WID)



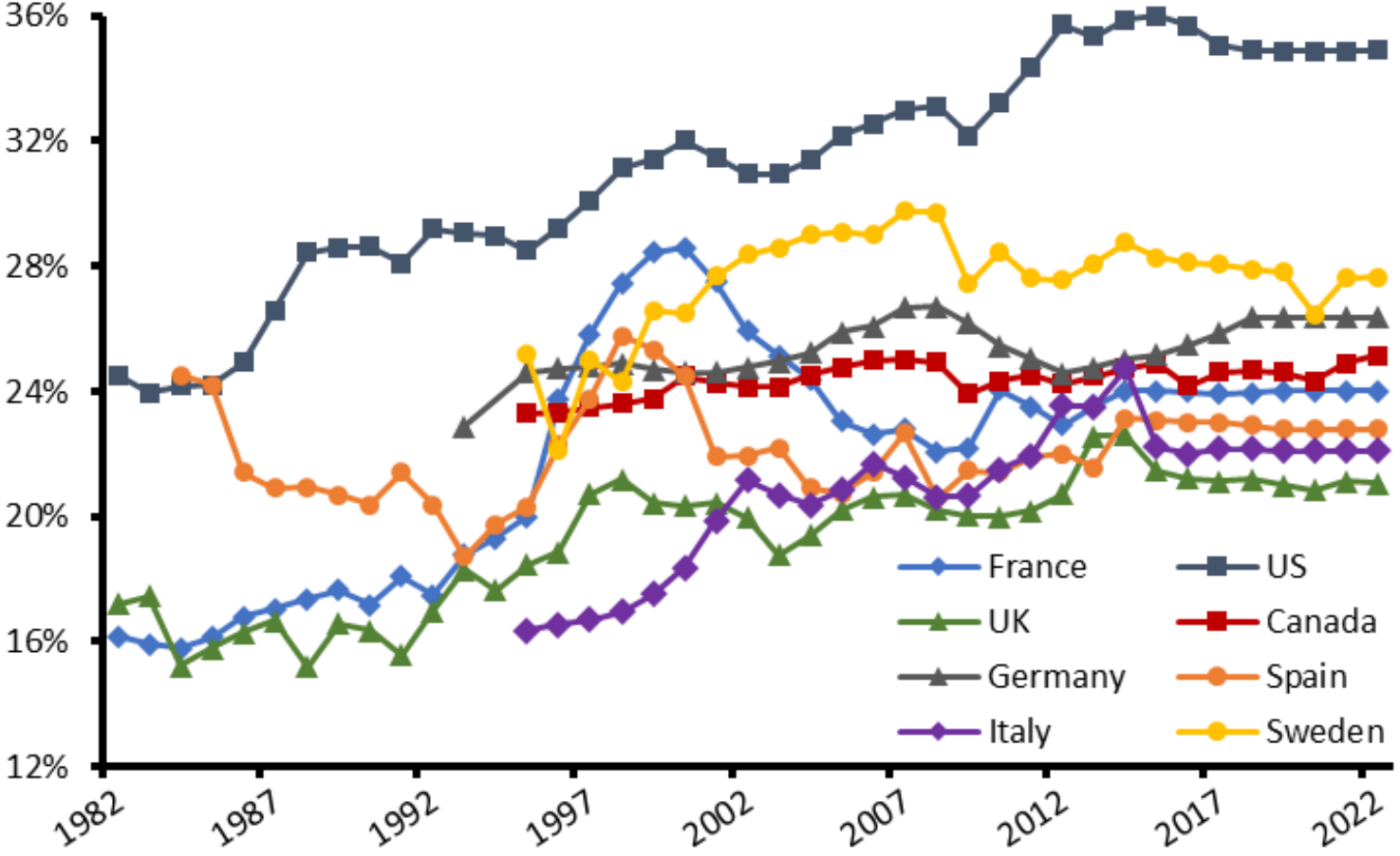
Part du patrimoine des 10% (WID)



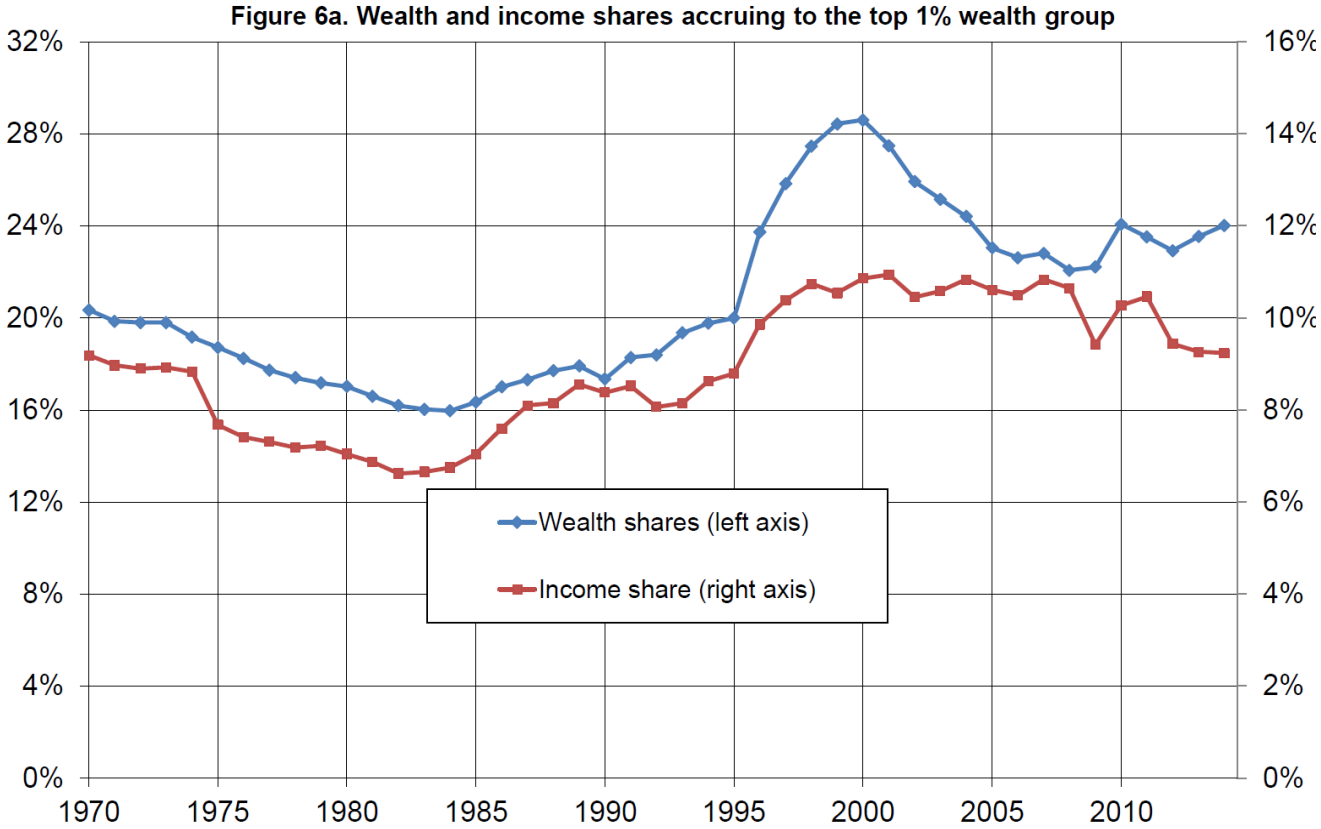
Part du patrimoine des 1% (WID)



Part du patrimoine des 1% (WID)

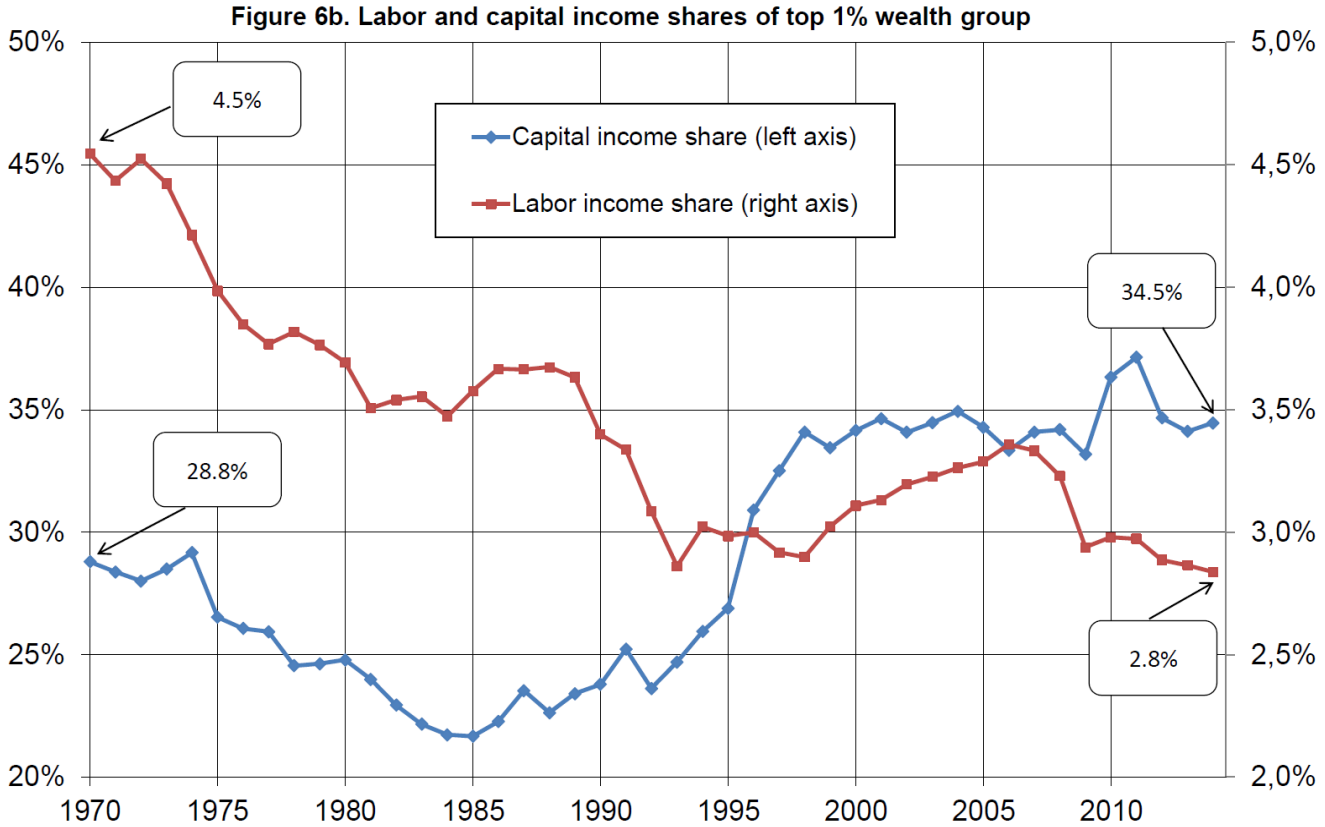


Patrimoines et revenus



Garbinti, Goupille-Lebret, Piketty (2020) *Accounting for Wealth Inequality Dynamics: Methods, Estimates and Simulations for France*, Journal of the European Economic Association, *forthcoming*

Patrimoines et revenus



Garbinti, Goupille-Lebret, Piketty (2020) *Accounting for Wealth Inequality Dynamics: Methods, Estimates and Simulations for France*, Journal of the European Economic Association, *forthcoming*

Le débat Wasmer-Piketty

Argument de Thomas Piketty (Piketty 2013)

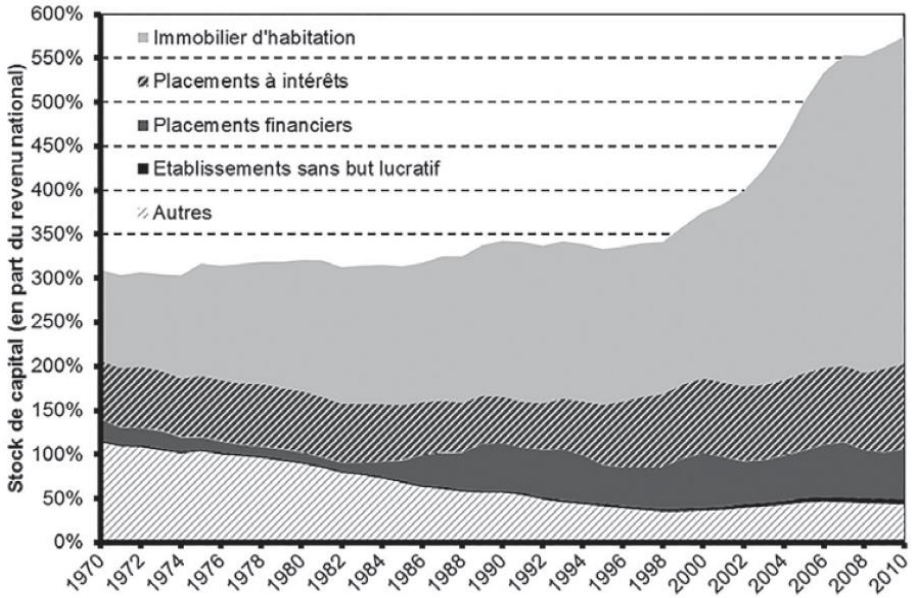
Sur longue période, la croissance g ↓
Alors qu'épargne s et taux de rendement r sont stables
Donc le patrimoine K augmente plus vite que le revenu Y
L'augmentation de K/Y induit une hausse des inégalités

1. Comme r →, rK/Y ↑ et partage de la VA vers le K
2. Importance croissante des héritages

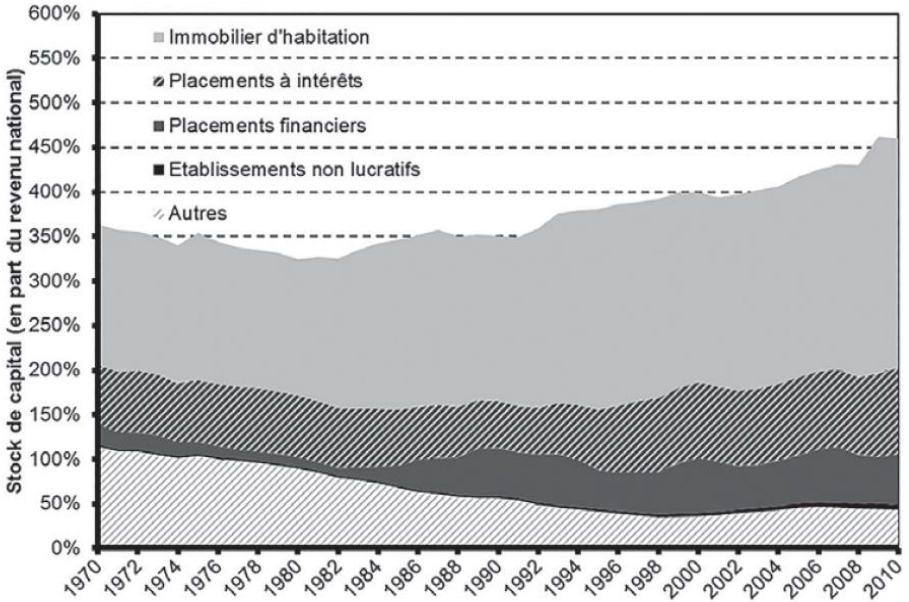
Argument d'Étienne Wasmer (Bonnet *et al.* 2014)

$K = K_i + K_f$ (i immobilier, f financier) et seul K_i/Y ↑
Or augmentation K_i/Y supérieur aux loyers → bulle
Donc l'augmentation de K/Y est une surestimation

Différentes mesures de K/Y



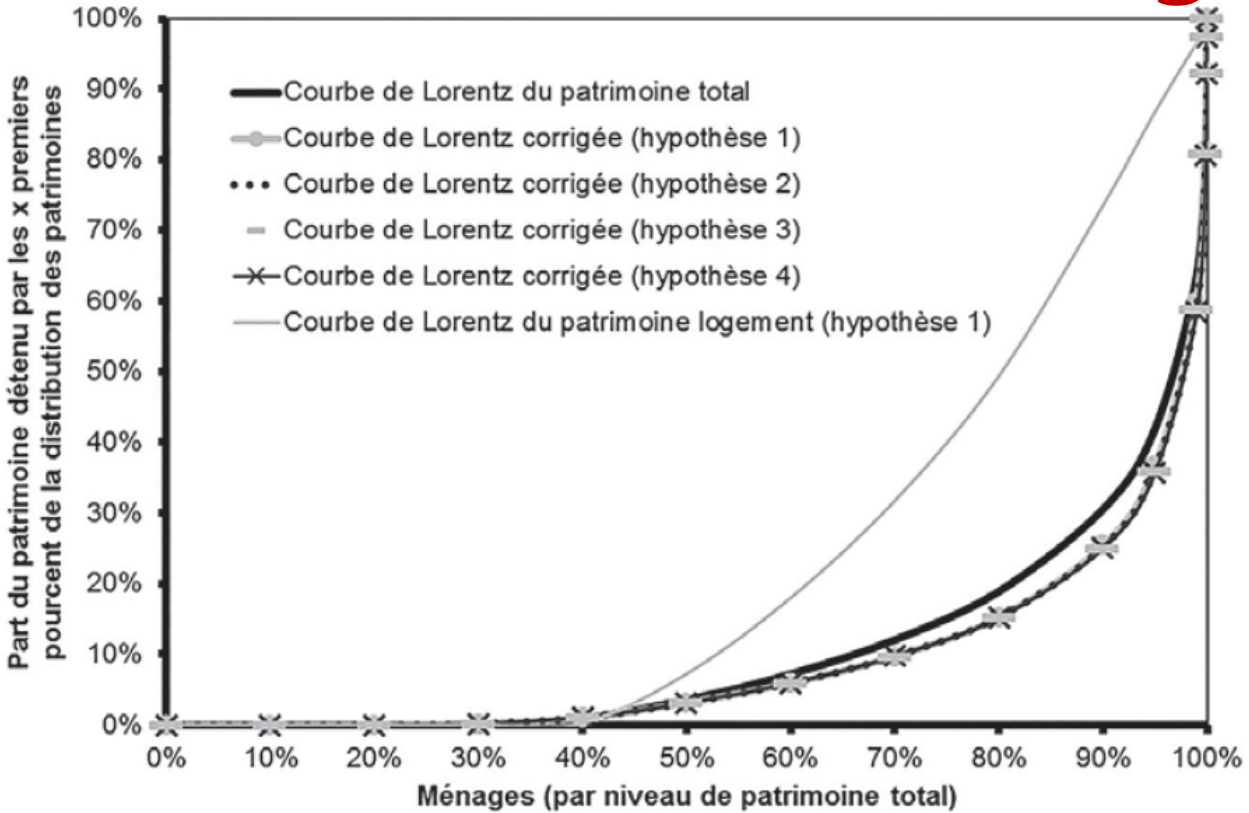
Méthode Piketty [2013]



Méthode Bonnet *et al.* [2014]

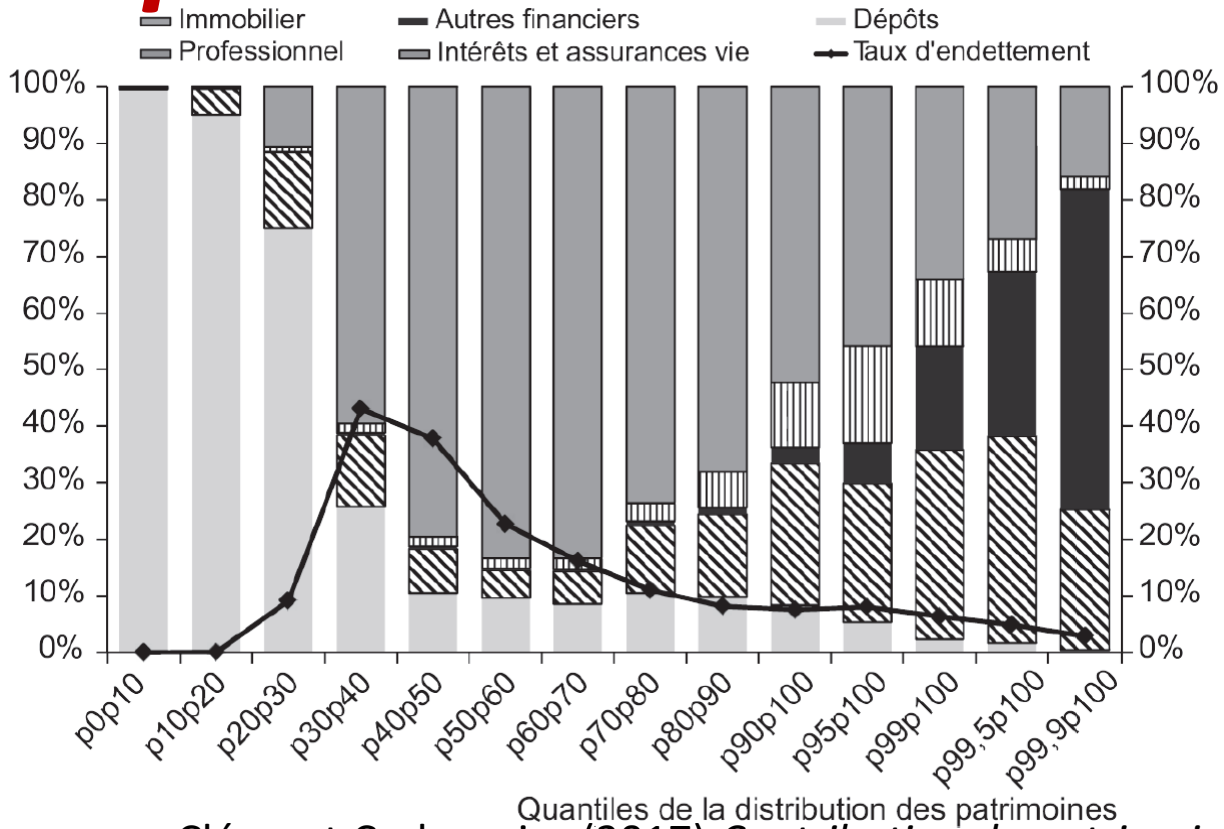
Clément Carbonnier (2015) *L'impact des prix de l'immobilier sur les inégalités et leur mesure*, Revue économique, 66(6), 1029-1044

Impact sur les mesures d'inégalités



Clément Carbonnier (2015) *L'impact des prix de l'immobilier sur les inégalités et leur mesure*, Revue économique, 66(6), 1029-1044

Types de patrimoine



Clément Carbonnier (2017) *Contribution du patrimoine à la formation des inégalités*, Revue d'Économie Financière, n°128, 181-195

Le loyer imputé

Service en nature d'habitation par le propriétaire

Fait partie de la richesse (comptabilisé dans le PIB)
Sinon : même parc mais tous locataires → PIB ↑
Compté pour les impôts en Suisse (en France jusqu'à 1965)

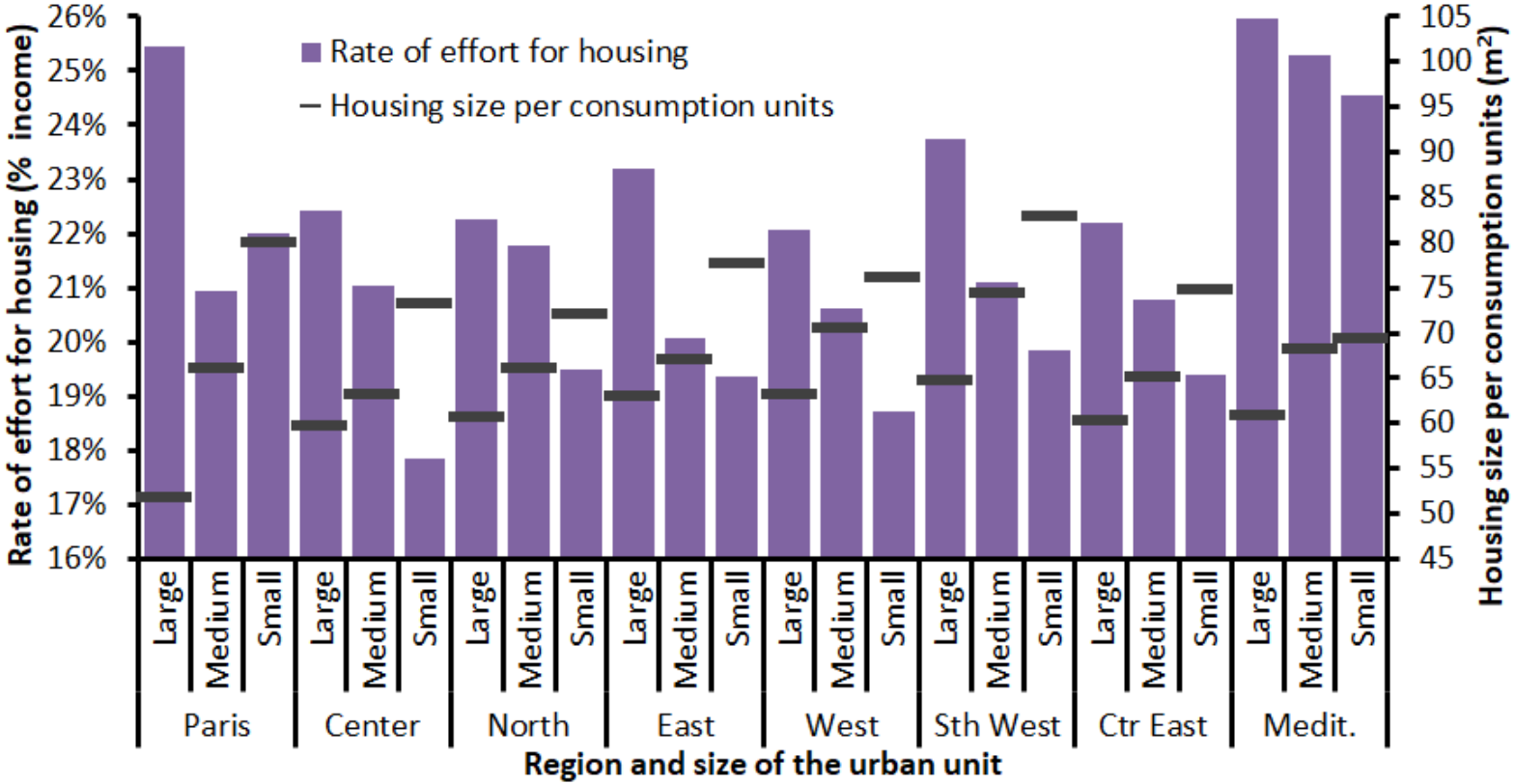
Définition du revenu

Flux de richesse R, consommé C ou épargné E
Variation du stock de richesse $\Delta S = E = R - C$
Donc le revenu peut être défini par $R = \Delta S + C$
ΔS comprend la détérioration du patrimoine matériel
→ Loyer (moins coûts financiers) est du revenu
Remboursement d'emprunt : intérêt = coût ; capital = ΔS

Valeur locative des logements

Carbonnier (2022) *From the main determinants of self-declared basic budgets to the measure of sub-national purchasing power parity*, The Review of Income and Wealth, 68(3), 738-769

Effort pour le logement



Carbonnier (2022) *From the main determinants of self-declared basic budgets to the measure of sub-national purchasing power parity*, The Review of Income and Wealth, 68(3), 738-769

UNIVERSITÉ PARIS 8 VINCENNES-SAINT-DENIS

Master Économie des organisations
2024-2025 – semestre 2

Nouveaux Modèles économiques

Chapitre 1
Perspectives de long termes
Croissance et inégalités

Cours proposé par **Clément Carbonnier**
clement.carbonnier02@univ-paris8.fr
http://carbonnier.eu/nouveaux.html